

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

L'IDENTITÉ

Au point de vue judiciaire

SON HISTOIRE

Thèse pour le doctorat juridique

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le 12 Décembre 1910, à 2 heures 1/2 du soir

PAR

PAUL DURAND

LICENCIÉ EN DROIT

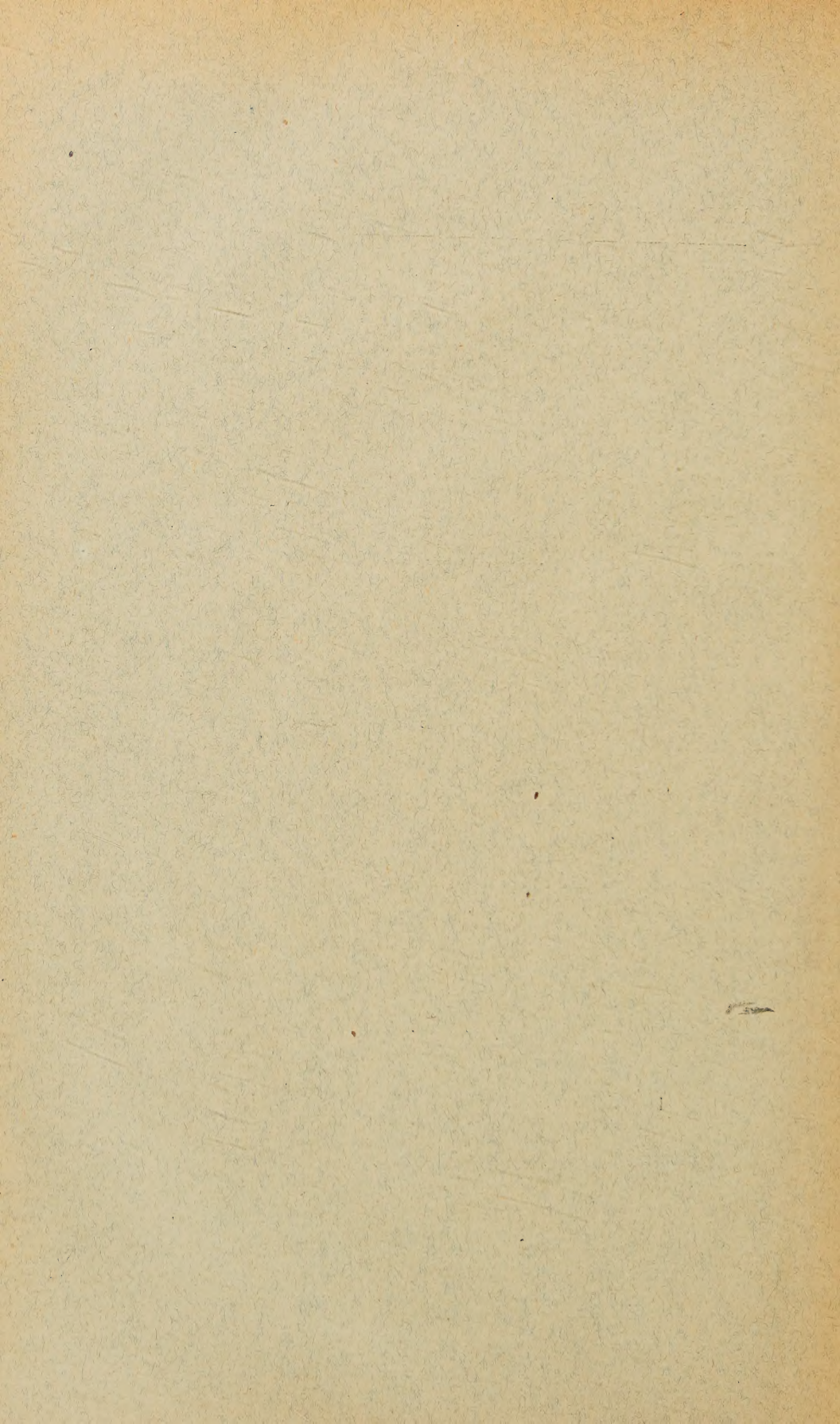


LYON

IMPRIMERIE DE LA « REVUE JUDICIAIRE »

23, Rue Claudia, 23

—
1910



L'IDENTITÉ

Au point de vue judiciaire

SON HISTOIRE

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

MM.

CALLEMER, C. ✱, I. ✂, Doyen honoraire, correspondant de l'Institut.

THALLER, ✱, I. ✂, professeur honoraire.

AUBIBERT, I. ✂, professeur honoraire.

FLURER, I. ✂, doyen, professeur de Droit civil.

GARRAUD, I. ✂, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. ✂, professeur de Droit romain.

COHENY, O. ✱, I. ✂, professeur de Droit commercial.

PIC, I. ✂, professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean), I. ✂, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, A. ✂, professeur d'Histoire générale du Droit français.

BOUVIER, I. ✂, professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE, I. ✂, professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.

JOSSERAND, I. ✂, professeur de Droit civil, assesseur du Doyen.

BROUILHET, I. ✂, professeur d'Economie politique.

HUVELIN, I. ✂, professeur de Droit romain.

LÉVY, I. ✂, professeur de Droit civil.

GONNARD, A. ✂, professeur d'Histoire des Doctrines Economiques et d'Economie politique.

BOUVIER-BANGILLON, I. ✂, professeur de Procédure civile.

BEQ (J.), I. ✂, secrétaire.

MEMBRES DU JURY :

Président : M. GARRAUD, *professeur*.

Assesseurs : MM. BOUVIER-BANGILLON, *professeur*.

LACASSAGNE, *professeur de médecine légale*.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

L'IDENTITÉ

Au point de vue judiciaire

SON HISTOIRE

Thèse pour le doctorat juridique

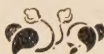
PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le 12 Décembre 1910, à 2 heures 1/2 du soir

PAR

PAUL DURAND

LICENCIÉ EN DROIT



LYON

IMPRIMERIE DE LA « REVUE JUDICIAIRE »

23, Rue Claudia, 23

—
1910



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

I. — BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

- BENTHAM. — Traité des preuves judiciaires, 1830. Traduction d'Etienne Dumont. Paris. Bossange.
- BERTILLON (Alphonse). — Identification anthropométrique. Instructions signalétiques.
- BONNIER (Edouard). — Traité théorique et pratique des preuves en droit civil et en droit criminel. Paris. Plon. 1888.
- BRIAND ET CHAUDÉ. — Manuel complet de médecine légale. Paris, Baillière et Fils, 1879.
- DALLOZ. — Grand répertoire alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence. V° Paternité et filiation.
- DECHAMBRE ET LEREBOULET. — Dictionnaire encyclopédique des sciences médicales. V° Identité (Tourdes).
- ESMEIN. — Cours élémentaire d'histoire du droit français. Paris, Larose, 1898.
- FARCOT. — Du Faux témoignage.
- FODÉRÉ. — Traité de Médecine légale. Paris, Mame, 1813.
- FUZIER-HERMANN. — Répertoire alphabétique de droit français. V° Identité.

- GARRAUD. — Traité théorique et pratique d'instruction criminelle et de procédure pénale. Tome 1 et 2. Paris, Larose et Tenin, 1907-1909.
- GROSS (Hanns). — Manuel pratique d'instruction judiciaire. Traduction de Bourcard et Winzweiler. Paris, Marchal et Billard, 1889.
- LACASSAGNE. — Précis de Médecine légale. Masson, 1906.
- LACASSAGNE. — L'affaire Gouffé. Storck-Masson, 1902.
- LEGRAND DU SAULLE. — Traité de médecine légale. Paris, Adrien Delahaye, 1886.
- LOCARD (Edmond). — L'Identification des récidivistes. Maloigne, 1909.
- LITTRÉ. — Dictionnaire de la Langue française. V^o Identité.
- ORFILA. — Traité de médecine légale. Paris, Labé, 1848.
- PLANIOL. — Traité élémentaire de droit civil. Librairie générale de droit et de jurisprudence. Tome I.
- QUÉTELET. — Anthropométrie ou mesure des différentes facultés de l'homme. Bruxelles, Muquardt, 1870.
- TAYLOR. — Traité de médecine légale. Traduction de H. Coutagne. Paris, Germer-Baillière, 1881.
- TOURDES. — V. Dechambre et Lereboullet.
- VIBERT. — Traité de médecine légale. Paris, 1886.
- ZACCHIAS (Paulus). — Questionum medico-legalium tomus tres. Lugduni. Ex typographia germany Nanty, MDCLXXIV.

II. — SOURCE DES PROCÈS ET DES ARRÊTS RAPPORTÉS DANS CET OUVRAGE

- BATAILLE (Albert). — Les causes criminelles (année 1880).
- DESESSARTS. — Causes célèbres et intéressantes. Paris, 1775-1789, 98 volumes in-12.
- DALLOZ. — Recueil périodique de jurisprudence et de législation.
- FOQUIER. — Causes célèbres de tous les peuples. Paris, Lebrun et Cie, 1864.
- GAYOT DE PITAVAIL. — Causes célèbres et intéressantes avec les jugements qui les ont décidées. Paris, 1735, Théodore Legras, 20 volumes in-12.

- MÉJAN. — Causes célèbres et arrêts qui les ont décidées. 1808-1812, Paris, Garnery, 21 volumes in-8.
- RICHER. — Causes célèbres et intéressantes avec les jugements qui les ont décidées. Amsterdam, 1772-1788, Michel Rhey, 22 volume in-12.
- SAINT-EDME. — Répertoire général des causes célèbres anciennes et modernes. Paris, 1835-1837, 15 volumes in-12.
- VILLE (DE LA). — Causes célèbres et intéressantes avec les jugements qui les ont décidées. 4 vol. in-12 (continuation du recueil de GAYOT DE PITAVAL). Paris, Legras, 1769.
- ZACCHIAS (Paulus). — Questionum medico-legalium tomis tres (ouvrage précité).
- C. (A. L. L.). — Tichborne or Orton ? The crucial test tested. Being a review of the photographie test suggested in a recent pamphlet « for use in cases of disputed identity ». London, 1874.

III. — PÉRIODIQUES

- Annales d'hygiène publique et de médecine légale.
- Archives d'anthropologie criminelle et de médecine légale.
- Archives für Kriminal Anthropologie.
- DALLOZ. — Recueil périodique de jurisprudence et de législation.
- Gazette des Tribunaux.
- Journal de Médecine de Paris.
- Le Temps.
- Revue de l'Ecole d'Anthropologie.
- Revue des grands procès contemporains.
- SIREY. — Recueil périodique de jurisprudence et de législation.
-



INTRODUCTION

Depuis que l'usage des registres de l'état-civil s'est généralisé chez tous les peuples civilisés en acquérant les caractères de régularité et d'exactitude qu'ils étaient loin de posséder autrefois, il est un genre de contestations qui se présente de moins en moins devant les tribunaux, malgré l'habileté des malfaiteurs et des aventuriers : ce sont celles qui touchent à l'identité. La rédaction de ces registres est, en effet, aujourd'hui si minutieusement réglementée, la foi que la loi et la jurisprudence leur accordent avec raison est si complète qu'ils forment déjà un sérieux obstacle aux tentatives des imposteurs.

Néanmoins, la cause principale de la diminution du nombre des procès de ce genre n'est pas là : elle réside dans la multiplication et le perfectionnement croissants des moyens de communication. C'est en effet l'absence, au sens juridique du mot, qui suscite au sujet de l'identité des personnes le plus de contesta-

tions. Or, malgré que l'on voyageât beaucoup moins, les cas d'absence étaient autrefois beaucoup plus nombreux qu'aujourd'hui, et faute des divers moyens d'information dont nous disposons actuellement et qui simplifient tant la tâche des magistrats, des policiers et des agences privées, les recherches que l'on pouvait avoir à faire sur l'existence d'un individu restaient la plupart du temps infructueuses.

Cependant, et malgré tous ces progrès, il arrive encore de temps à autre que la justice ait à se prononcer sur une identité litigieuse. Personne ne contestera, sans doute, l'importance de pareilles questions qui intéressent à la fois le nom, l'état, la fortune et quelquefois l'honneur des citoyens. C'est précisément cette importance, à laquelle on n'a peut-être pas assez prêté d'attention, qui m'a décidé à aborder un sujet dont je dois la première idée à mon excellent et éminent ami, le docteur Edmond Locard, directeur du service anthropométrique de Lyon, auquel j'adresse, ici, mes plus vifs remerciements pour les précieuses indications qu'il a bien voulu me fournir. En matière d'identité, trop d'erreurs sont possibles, trop graves peuvent en être les conséquences, pour ne pas chercher par tous les moyens à les éviter. Pour ma part, j'ai voulu simplement examiner comment on procédait autrefois, pour déterminer l'identité d'un individu, quels progrès ont été faits sur ce point au cours du XVIII^e et surtout du XIX^e siècle, enfin quelles conséquences on peut tirer de l'expérience acquise.

Si nous mettons à part tout ce qui est relatif aux

récidivistes et à leur identification, dont nous dirons d'ailleurs quelques mots dans notre étude, les procès que nous rencontrerons nous reporteront surtout dans l'ancien régime ; nous nous trouverons plus souvent en présence des Parlements que de la Cour de cassation, car, malgré nos recherches dans les recueils actuels de jurisprudence française, nous n'avons pu y découvrir qu'un nombre fort restreint d'affaires rentrant dans notre cadre : elles y sont d'ailleurs traitées généralement avec une brièveté qui contraste fort avec la prolixité des vieux compilateurs judiciaires ; si nous y trouvons toujours la décision des juges, il nous faut du moins renoncer parfois à connaître en détail ce qui fait l'objet principal de notre étude, je veux dire les preuves qui les ont convaincus et la marche de la procédure.

Aussi pour la période qui s'étend du Code civil à nos jours, et pour mieux connaître les procédés actuellement utilisés dans la recherche de ces délicates questions, avons-nous jugé bon de ne pas rester exclusivement enfermés dans les frontières françaises, et de choisir dans quelque jurisprudence étrangère deux ou trois affaires particulièrement intéressantes : l'Angleterre nous les a fournies avec les fameux procès *Tichborne* et *Druce-Portland*, qui eurent tant de retentissement à leur heure.

Quant à l'étude même de ces divers procès, la monotonie était inévitable et nous n'avons même pas cherché à nous y soustraire : nous en avons en effet réuni une trentaine, et, parmi eux, beaucoup se res-

semblent, les uns par leur donnée, les autres par leur procédure ou leur conclusion. Nous avons pris le parti, sauf de rares exceptions, de les étudier successivement dans leur ordre chronologique, pensant ainsi rendre plus sensibles les progrès faits dans l'emploi des divers modes de preuve. Pour chacun, nous résumerons aussi succinctement que possible les faits qui précèdent l'intervention de la justice, rapportant au contraire en détail tout ce que nous aurons pu recueillir sur la procédure suivie, les enquêtes faites et les expertises ordonnées.

Mais avant d'arriver à la partie purement historique de notre étude, il nous faut dire tout d'abord ce qu'on doit entendre par l'identité, puis quelle en est l'importance et la législation; enfin, quelles méthodes d'identification sont à employer dans les cas extrêmement variés qui peuvent se présenter : ce sera l'objet de notre première partie. Dans une seconde partie, nous aborderons l'histoire des grands procès d'identité. Enfin, après avoir, dans une troisième partie, jeté un coup d'œil sur les méthodes d'identification après la mort, nous tâcherons de tirer les conclusions pratiques que cette étude aura pu nous suggérer.

PREMIÈRE PARTIE

L'Identité et l'Identification en général

« Toute définition est dangereuse », a-t-on dit, et cela est particulièrement vrai quand on a à définir une abstraction. Il nous faut cependant au début de cette étude qui roule tout entière sur les questions d'identité, chercher à préciser ce qu'il faut entendre par ce mot.

Il peut être pris dans diverses acceptions. D'après Littré, ce serait, au sens large, « la qualité qui fait qu'une chose est la même qu'une autre, que deux ou plusieurs choses ne sont qu'une »; et, en jurisprudence, ce serait « la reconnaissance d'une personne en état d'arrestation, d'un prisonnier évadé, d'un mort ». La première de ces deux définitions est excellente; elle peut s'appliquer à la fois et à l'identité algébrique, qui s'exprime par l'équation $0 = 0$, et à l'identité

philosophique, c'est-à-dire à l'identité des choses et des personnes au sens usuel du mot. Mais, par contre, il faudrait bien se garder de prendre la seconde au pied de la lettre : même en jurisprudence, ce terme est bien souvent employé en dehors du droit criminel et Littré semble lui donner une sphère d'application beaucoup trop restreinte.

D'une façon plus complexe, mais certainement plus exacte, on peut dire que, au point de vue juridique, il y a recherche d'identité toutes les fois qu'il s'agit de prouver la véritable personnalité, inconnue ou contestable, d'un individu ; et, par personnalité, nous entendons ici, dans l'état actuel de la société, le nom, la famille, la nationalité, ainsi que le lieu et la date de la naissance.

De son côté, Tardieu (1) définit ainsi les questions d'identité : « On comprend sous ce nom, dit-il, les recherches et la constatation des signes physiques à l'aide desquels il est possible d'établir soit pendant la vie, soit après la mort, l'individualité de personnes inconnues (identité absolue), ou encore la participation de tel ou tel individu à certains actes déterminés » (identité relative).

Il est certain qu'il n'existe jamais dans la nature deux êtres absolument semblables : on l'a dit fort justement pour deux feuilles de chêne, c'est encore beau-

(1) Cité par Dechambre et Lereboullet. Dictionnaire des sciences médicales. Article « Identité » par Tourdes.

coup plus vrai pour deux hommes. Sans doute, il est entre individus différents des cas de ressemblance qui déconcertent, nous aurons même à en citer quelques exemples tout à l'heure, mais c'est précisément parce que cette quasi-similitude n'est pas toujours la conséquence de l'identité qu'il est utile de connaître tous les moyens de l'en distinguer, le cas échéant : c'est là une des faces du problème de l'identification.

CHAPITRE PREMIER

Importance de l'identité

Ce problème se présente d'ailleurs à chaque instant; il y a là une question préjudicielle à toute autre, et il est bien évident que tout contrat, toute condamnation, toute remise de titres ou de valeurs, tout acte juridique, en un mot, suppose une ou plusieurs personnes dont l'individualité soit connue et certaine. Néanmoins, la plupart du temps, dans la pratique de la vie, il se résout d'une façon immédiate, naturelle, inconsciente pour ainsi dire, cette individualité n'offrant pas la moindre incertitude, soit parce qu'elle est de « notoriété publique », soit parce que les co-intéressés savent personnellement et par avance à quoi s'en tenir : ce serait une complication à la fois bien gênante et bien inutile que d'exiger une preuve en règle de leur identité de tous ceux qui font un acte de la vie civile ou commerciale. Il n'en reste pas moins vrai que toute incertitude sur ce point peut avoir les

plus graves conséquences, en mettant en jeu non seulement la fortune, mais encore le nom, la situation, l'état de chacun de nous.

Mais il est toute une série de cas où l'identité prend une importance spéciale et demande à être régulièrement prouvée; ces cas sont très nombreux et nous allons tâcher d'énumérer les principaux, en les classant en deux catégories, suivant qu'ils se présentent en matière civile ou en matière criminelle.

SECTION I. L'IDENTITÉ AU CIVIL.

Au civil même, il nous faut faire encore une sous-distinction, suivant que la question d'identité donne ou non naissance à une contestation judiciaire.

I. — Au point de vue non contentieux, c'est-à-dire dans la pratique courante de la vie, nous trouvons d'abord tous les cas où une personne est obligée, préalablement à l'acte qu'elle veut faire, de prouver qu'elle a bien l'état-civil qu'elle déclare : c'est le signataire d'un acte notarié que le notaire ne connaît pas et qui doit se faire accompagner par deux témoins certificateurs (1); c'est le bénéficiaire d'une pension civile ou militaire qui ne peut toucher ses arrérages trimestriels que sur la présentation d'un certificat de vie authentique, énonçant ses noms et qualités (2); c'est le créan-

(1) Article 11 de la loi du 25 ventôse XI, modifié par la loi du 12 août 1902.

(2) Décret du 21 août 1806. Loi du 6 juin 1839.

cier d'une rente non viagère sur l'Etat, qui est obligé de se faire délivrer par le maire, le juge de paix ou un notaire un certificat d'identité ou d'individualité, soit pour obtenir son paiement du Trésor (1), soit pour faire opérer un transfert par un agent de change qui ne le connaît pas; c'est, enfin, le client des Postes et Télégraphes auquel l'employé réclame ses pièces d'identité avant de lui faire le moindre versement à titre nominatif.

Citons en outre les assurances sur la vie qui, bien évidemment, ne peuvent avoir d'effet qu'autant qu'il y a identité prouvée entre l'assuré et le défunt; puis les quelques titres qui doivent nécessairement porter le signalement de leur titulaire et qui n'ont de valeur qu'autant qu'ils sont entre les mains de celui qui répond à ce signalement, par exemple les livrets militaires, permis de chasse, passeports, ports d'armes, etc.; enfin tous les cas où il s'agit de découvrir le nom d'un inconnu, par exemple la victime de quelque accident ou un dément, qui, pour un motif quelconque, ne veut ou ne peut pas les déclarer.

II. Mais les questions d'identité ne se présentent pas toujours aussi simplement, même au civil, et souvent elles donnent lieu à des contestations que les Tribunaux sont ensuite appelés à trancher. Ces difficultés se rapportent d'ailleurs presque toujours à des questions d'absence ou de filiation.

(1) Décret du 24 août 1793.

C'est ainsi que les héritiers d'un absent, voyant revenir après de longues années un individu se disant leur auteur, mais qu'ils ne reconnaissent pas, peuvent être fondés à croire qu'ils ont en face d'eux un aventurier; ainsi encore, que de fréquentes difficultés s'élèvent autour des héritages quand surgissent des compétiteurs inattendus, depuis longtemps oubliés ou non présents.

Mais, plus souvent encore, les questions de filiation mettent en jeu l'identité : nombreux, en effet, sont les pères et mères naturels qui ont la lâcheté de ne pas reconnaître ceux auxquels ils ont donné la vie, et l'on sait que la recherche de la maternité naturelle est permise; il arrive quelquefois aussi que, pour obtenir l'accomplissement d'une promesse de mariage, une femme feigne d'être enceinte et présente ensuite comme le sien un enfant qu'elle s'est fait secrètement amener ou qu'elle a dérobé elle-même; on voit également de temps à autre des parents, en particulier des veuves, dans le but de priver des collatéraux d'un titre ou d'une succession, substituer à des enfants morts-nés ou à des enfants dont le sexe ne répond pas à leurs vues des enfants vivants ou d'un sexe différent; d'autres fois, au contraire, des collatéraux substituer un enfant mort-né ou d'un autre sexe à celui dont une femme était accouchée (1) : dans presque tous ces cas, qu'il s'agisse

(1) Voir notamment un arrêt du 30 avril 1876.

de recherche de maternité ou de réclamation d'état, le réclamant devra prouver son identité avec l'enfant dont il invoquera l'acte de naissance. A tout cela, faut-il encore ajouter tous les cas d'erreur dans les actes de l'état-civil et de perte de ces mêmes actes : c'est ainsi notamment que les Tribunaux ont eu et ont encore souvent à statuer sur l'identité de gens se disant nés à Paris avant 1859 ; les registres de l'état-civil jusqu'à cette date y ayant été brûlés sous la Commune.

SECTION II. — L'IDENTITÉ AU CRIMINEL

Néanmoins, c'est certainement au criminel que les recherches d'identité se produisent le plus fréquemment. Faites tout d'abord par la police et le Parquet, elles sont sanctionnées par la condamnation qui s'ensuit. Ainsi, chaque fois qu'il y a meurtre ou assassinat, il s'agit d'identifier la victime, opération qui est la base de toute enquête, mais qui est parfois rendue fort difficile par les mutilations qu'a pu subir le cadavre ; quand l'inculpé invoque un alibi pour sa défense, il faut en vérifier soigneusement l'exactitude et ne pas être la dupe de quelque trompeuse apparence ; de même encore, pour toutes les infractions que l'on appelle « délits d'habitude » et qui ne sont constitués que par la répétition d'un même fait, par exemple l'usure, l'excitation des mineurs à la débauche, l'exercice illégal de la médecine, l'asile donné aux malfaiteurs, toute condamnation suppose évidemment bien établi au préalable le fait qu'une seule et même

personne s'est rendue coupable de tous les actes répréhensibles; enfin, chaque fois qu'un aventurier est parvenu à se procurer les papiers d'un autre et en a fait usage, tôt ou tard s'élèvera la question de savoir quel est le véritable propriétaire de ces pièces. Avec les signalements tels qu'ils sont actuellement pratiqués en France, l'utilisation de pareils papiers est des plus simples, et souvent les criminels usent de ce procédé. En voici d'ailleurs quelques exemples.

Nous savons ainsi (1) que, vers 1762, le Parlement de Besançon condamna au dernier supplice un quidam qui se faisait appeler « de Sales », quoique muni de tous les titres qui le faisaient appartenir en apparence à la famille qu'il réclamait et ressemblant étrangement à celui dont il avait ainsi usurpé l'état.

Plus récemment, il y a une vingtaine d'années de cela, le fameux anarchiste auteur du crime de la rue Saint-Jacques avait déclaré s'appeler Rabardy et l'avait prouvé au moyen de papiers volés à celui dont il s'appropriait ainsi le nom. Celui-ci, s'étant aperçu du vol, avait heureusement déjà prévenu la police et put facilement faire reconnaître son identité. Mais, que le vol eût été daté de la veille, que Rabardy n'ait pas pu invoquer d'alibi, suppositions qui n'ont rien d'in vraisemblable, il aurait eu bien de la peine à se faire reconnaître non coupable.

(1) Fodéré. Traité de médecine légale, p. 87.

(2) Aubry. Annales d'hygiène publique et de médecine légale, 3^e série, tome XXXII, p. 29 (année 1896).

De même, une jeune fille d'une excellente famille de province eut son acte de naissance volé par une aventurière de Paris qui s'attribua ainsi son identité : la rupture d'un mariage et la honte imméritée de toute une famille furent la conséquence de cette infamie (1).

Rappelons enfin, dans le même ordre d'idées, une affaire qui eut son heure de célébrité (2). Il s'agissait d'un sujet allemand, Georg Rosenfelder, qui, ayant eu quelques condamnations dans sa jeunesse, s'était procuré le livret de mobilisation d'un brave ouvrier de Mulhouse, Alfred Bitsch. Il avait vécu et voyagé sous ce nom, et, le 20 août 1907, avait épousé à Paris une demoiselle Valade. Quelques mois après, le 13 janvier 1908, cette dernière, peu heureuse en ménage et désirant le divorce, préluait à sa demande en dénonçant au procureur de la République le faux commis par son mari lors de la célébration de leur mariage; depuis le 11 novembre, elle était en possession des preuves de cette usurpation d'état-civil, dont le Parquet ne tarda pas d'ailleurs à acquérir la certitude. Le véritable Bitsch vivait tranquillement à Mulhouse, ayant toujours porté son nom et possédé son état sans la moindre interruption et sans le moindre doute dans l'esprit de ceux qui le connaissaient. Devant l'évidence, Rosenfelder dut avouer qu'il vivait sous un faux nom; mais il refusa énergiquement de

(1) *Le Figaro*, 23 mars 1893.

(2) *Revue des Grands Procès contemporains*, année 1909.

donner sa véritable identité, sans doute à cause des quelques anciennes condamnations que toutes ces manœuvres avaient eu pour but de cacher : on ne la découvrit qu'après de longues recherches faites en Allemagne parmi les fiches de la justice.

Il fut envoyé devant la Cour d'assises de la Seine pour « usurpation d'état-civil » et « faux en écritures publiques », et reconnu coupable avec circonstances atténuantes (3 novembre 1908).

On peut encore faire rentrer parmi les procès d'identité au sens large tous les procès criminels où l'on possède des données sur le physique du coupable et où l'on cherche, au moyen de ces données, à l'identifier avec tel ou tel inculpé. Quelques cas de ce genre sont particulièrement intéressants.

Ainsi, Richer nous rapporte (1) qu'un Italien de la ville de Lucques fut assassiné en pleine campagne par son domestique, entre Rouen et Paris; un aveugle qui passait, entendant une voix plaintive et en demandant la cause, l'assassin répondit que c'était un malade et l'aveugle passa son chemin. Là-dessus, la famille inquiète saisit le Parlement de Rouen de cette disparition; le cadavre est découvert; le lieutenant criminel, apprenant qu'un marchand est nouvellement établi à Rouen, le soupçonne du crime et le fait arrêter. Mais après de premiers aveux, celui-ci se ressaisit et prend à parti son accusateur. Dans d'aussi graves

(1) Richer. Causes célèbres, tome I, p. 117.

conjonctures, le Parlement, malgré les protestations de l'inculpé, eut l'idée de recourir à l'aveugle qui se disait capable de reconnaître la voix de celui qui lui avait parlé sur la route de Paris. Effectivement, après vingt personnes qu'on lui présente et dont il ne reconnaît pas la voix, on lui amène le marchand qu'il n'hésite pas à proclamer l'assassin. On recommence trois fois l'opération, et toujours avec le même succès.

C'est sur ce seul témoignage que le prisonnier fut condamné à être rompu. Il confessa publiquement qu'il était l'auteur de l'assassinat; mais il n'en faut pas moins reconnaître qu'une condamnation capitale demande un fondement plus sérieux, et que, en l'espèce, les magistrats de Rouen risquaient fort de commettre une grave erreur.

Nous trouvons dans le même recueil (1) le récit d'un crime qui eut son heure de célébrité. Dans une riche maison du quartier de la Sorbonne, une dame Mazel, vivant avec plusieurs domestiques et un homme de confiance, Jacques Lebrun, fut trouvée dans son lit, le 28 novembre 1689, percée de coups de couteau. Les seuls indices pouvant mettre sur la trace du meurtrier étaient, outre un morceau de cravate et une chemise ensanglantée, une serviette roulée en forme de bonnet et quelques cheveux arrachés par la victime. Les soupçons se portèrent immédiatement sur

(1) Richer. Causes célèbres, tome V, p. 301-435. — Saint-Edme. Répertoire général des causes célèbres, série I, tome IV, p. 239.

l'intendant, qui, le 14 janvier 1690, fut condamné par le Tribunal du Châtelet à faire amende honorable et à être rompu vif. Sur appel, le Parlement rendit peu après un arrêt de plus ample informé. En effet, les premiers juges, influencés par une erreur judiciaire commise peu auparavant (1), ne s'étaient pas laissés arrêter par certains détails, pourtant fort graves, de l'instruction. Ainsi, les perruquiers consultés n'avaient rien osé dire sur la provenance des cheveux; des lingères n'avaient trouvé aucune ressemblance entre les lambeaux de vêtements retrouvés et ceux de Lebrun; enfin, tout ce que le lieutenant criminel avait pu dire en parlant du bonnet improvisé, c'est qu'il était « assez juste à la tête de l'inculpé », entendant par là qu'il n'y entraît que difficilement. La nouvelle instruction fit arrêter un ancien domestique de la dame Mazel, renvoyé quelques semaines auparavant. Pour lui, au contraire, tous les indices s'accordaient parfaitement et concouraient à le déclarer coupable; aussi, malgré

(1) Rapportée aussi par Richer (*Causes célèbres*, t. V, p. 439. Place Saint-Michel, à Paris, une vieille marchande avait été trouvée assassinée, tenant à la main une cravate et une poignée de cheveux qui, comparés à ceux de son jeune domestique, le firent condamner à mort et exécuter. Peu de temps après, un misérable, condamné pour quelque autre crime, se déclara par testament seul coupable de l'assassinat de la marchande. Mettant chaque matin, suivant l'usage de l'époque, les cheveux de son camarade en queue, il en avait peu à peu réuni une petite poignée et avait ainsi réussi à détourner sur lui les soupçons de la justice.

la solidité bien contestable de pareils moyens de preuve, fût-il condamné au supplice de la roue le 22 juillet suivant : Lebrun, mort quelques jours auparavant, ne put assister à sa réhabilitation.

Mais ce n'est pas encore là que la question d'identification a pris le plus de développement : c'est dans la matière de la récidive, que nous nous réservons d'étudier plus à loisir un peu plus loin. La législation actuelle se montrant avec raison beaucoup plus sévère pour le récidivistes que pour les délinquants qui ont pu être les victimes d'un moment de misère ou d'égarement, il devient de la plus grande importance de savoir si tel individu, condamné pour tel délit à telle peine, a déjà subi quelque autre condamnation, et pour cela, il faut de toute nécessité savoir d'abord qui il est : question qui prend tous les jours plus d'importance avec le développement croissant de la récidive.

Dans le même ordre d'idées, nous pouvons enfin citer la nécessité qu'il y a à prendre le signalement précis de tout condamné pour que, en cas d'évasion, sa capture soit rendue plus facile et surtout plus rapide, vu la courte prescription des peines correctionnelles.

CHAPITRE II

L'Identité et la Législation

Si l'on parcourt les codes français et les lois qui les ont suivis, on ne rencontre que fort peu de textes relatifs à notre matière. Et encore, ceux que nous y trouvons sont si rares, si peu explicites, si épars, qu'il ne faut pas chercher le moindre lien entre eux.

Prenons d'abord le Code civil. Au titre « Des Absents », si le législateur fait allusion dans les articles 127 (restitution d'une part des revenus), 131 (cessation des effets de l'envoi provisoire), 132 (restitution des biens) et 139 (nullité d'une union nouvellement contractée), si le législateur fait allusion, dis-je, au retour ou à la preuve de l'existence de l'absent, il n'envisage même pas l'hypothèse d'une contestation relative à l'individualité même de l'absent de retour : rien sur l'authenticité des nouvelles que l'on peut en recevoir ; rien sur les preuves qu'il peut apporter lui-même de son

identité; rien, en un mot, sur la procédure qui s'impose pourtant en pareil cas, ni dans le Code civil, ni dans le Code de Procédure.

De même, au titre « Du Mariage », l'article 180 § 2 dit simplement que, « lorsqu'il y a erreur dans la personne, le mariage ne peut être attaqué que par celui des deux époux qui a été induit en erreur ». Mais ici la question est beaucoup moins importante, car si une littérature juridique très abondante a traité la question de savoir ce qu'il faut entendre par « erreur dans la personne », le cas d'erreur dans la personne au sens strict, le seul qui nous intéresse, et non pas seulement dans les qualités de la personne, est extrêmement rare : l'erreur sur la personne physique en particulier est si peu fréquent qu'on peut à peine en citer un ou deux exemples. Les opinions sont nombreuses sur la portée à donner à cet article 180 § 2. Celle qui domine dans la doctrine et qui a été confirmée par la Cour de cassation (1) n'admet la nullité qu'autant que l'erreur implique une supposition de personne ou d'état-civil, qu'autant, en d'autres termes, qu'elle soulève une question d'identité, soit par l'effet d'une substitution frauduleuse au moment du mariage, soit parce le conjoint s'est fait agréer comme membre d'une famille qui n'était pas la sienne : encore faut-il que l'erreur soit radicale et absolue.

(1) Orléans, 6 juillet 1861, D. 61.2.132, confirmé par Cass. Chambres réunies, 24 avril 1862, D. 62.1.153.

La question d'identité est aussi soulevée par plusieurs articles du chapitre 2 du titre VII (Des preuves de la filiation des enfants légitimes), notamment par les suivants :

ART. 319. — La filiation des enfants légitimes se prouve par les actes de naissance inscrits sur les registres de l'état-civil.

ART. 320. — A défaut de ce titre, la possession constante de l'état d'enfant légitime suffit.

ART. 321. — La possession d'état s'établit par une réunion suffisante de faits qui indiquent le rapport de filiation et de parenté entre un individu et la famille à laquelle il prétend appartenir.

Les principaux de ces faits sont :

Que l'individu a toujours porté le nom du père auquel il prétend appartenir;

Que le père l'a traité comme son enfant et a pourvu en cette qualité à son éducation, à son entretien et à son établissement;

Qu'il a été reconnu constamment pour tel dans la société;

Qu'il a été reconnu pour tel par la famille.

ART. 323. — A défaut de titre et de possession constante, ou si l'enfant a été inscrit soit sous de faux noms, soit comme né de père et de mères inconnus, la preuve de la filiation peut se faire par témoins.

Néanmoins, cette preuve ne peut être admise que lorsqu'il y a commencement de preuve par écrit, ou lorsque les présomptions ou indices résultant de faits

dès lors constants sont assez graves pour déterminer l'admission (1).

ART. 325. — La preuve contraire pourra se faire par tous les moyens propres à établir que le réclamant n'est pas l'enfant de la mère qu'il prétend avoir, ou même, la maternité prouvée, qu'il n'est pas l'enfant du mari de la mère.

Ainsi donc, pour prouver une filiation légitime, il faut normalement : 1° Produire un acte de naissance établissant cette filiation; 2° Justifier de son identité avec l'enfant qui est désigné dans cet acte, au cas où cette identité est contestée.

La preuve la plus décisive de cette identité est évidemment la possession d'état, puisque, quand elle réunit les caractères exigés par l'article 321, elle suffit à établir la filiation, à elle seule et sans le secours de l'acte de naissance.

Mais quand celui qui veut prouver sa filiation ne peut pas invoquer de possession constante, de deux choses l'une : ou bien il n'a aucun titre ou a été inscrit soit sous de faux noms, soit comme né de père et

(1) L'ancienne jurisprudence se montrait généralement plus sévère, comme le montre le procès d'un certain François Mique (*Causes célèbres*, vol. 26, cause 118, et vol. 22, cause 38). Cet individu, après 40 ans d'absence, était venu demander le partage d'une succession, bien que les registres publics l'eussent déclaré mort depuis longtemps. En vain il invoqua la possession du nom et de graves présomptions : le Parlement de Nancy et le Conseil d'Etat déclarèrent la preuve par témoins inadmissible et le déboutèrent de sa demande (1774-1776).

de mère inconnus, et alors, conformément à l'article 323, il ne peut se servir de la preuve par témoins qu'autant qu'il y a commencement de preuve par écrit ou que les présomptions et indices résultant de faits dès lors constants sont assez graves pour en déterminer l'admission (1); ou bien, au contraire, il présente son acte de naissance à l'appui de ses prétentions, et alors, suivant tout au moins l'opinion de la plupart des auteurs, Merlin, Toullier, Demolombe, Aubry et Rau, Laurent, il peut prouver son identité par témoins. Mais, en ce cas, la jurisprudence se montre moins large que la doctrine, et, tout comme dans l'hypothèse précédente, exige pour admettre cette preuve ou bien un commencement de preuve par écrit, ou bien des « présomptions et indices assez graves ».

Cette question s'était déjà élevée sous l'ancien régime et avait fini par être résolue dans le même sens. Le célèbre avocat Cochin ne fut pas étranger à cette solution. Dans un de ses plaidoyers, il se prononce avec force en sa faveur et cite quelques décisions rendues déjà en ce sens : « Comment un enfant, dit-il, prouvera-

(1) Comme faits et indices de ce genre, on peut citer indistinctement la conduite envers l'enfant de ceux qu'il réclame pour ses père et mère, la ressemblance, les phénomènes d'hérédité, voire même les circonstances dans lesquelles l'enfant a pu être abandonné. Il est d'ailleurs à remarquer que, dans cet article 323, le législateur accorde aux faits et indices matériels un rôle beaucoup plus considérable que d'habitude, puisque, ordinairement, ils sont placés sur la même ligne que la preuve testimoniale, tandis que, ici, ils rendent son emploi possible.

t-il qu'il est le même que celui que sa mère a eu dans un certain temps, si ce n'est parce qu'il aura été connu pour le même enfant pendant un certain nombre d'années et que, s'il a été caché depuis par le concours de certaines circonstances, il reste cependant plusieurs témoins en état de le reconnaître et de le manifester à la justice ? De là tant de causes célèbres où la justice a été obligée de déférer à la preuve testimoniale sur la question de l'identité... Un enfant, en quelque âge qu'il soit, ne va pas se représenter de temps en temps devant les officiers publics pour vérifier qu'il est toujours le même enfant : c'est donc une nécessité absolue de recourir sur ce point de fait à la preuve testimoniale ».

Depuis la promulgation du Code civil, plusieurs arrêts ont été rendus en ce sens. Outre l'affaire Duvau-Loubette Duvau, que nous rapportons plus loin, c'est d'abord l'affaire Hennecart Lavoine (1). Au décès d'un sieur Lavoine, une certaine Marie-Catherine, femme Hennecart, se prétendit sa fille et poursuivit le partage de sa succession contre une dame Jullien, sa sœur, et la veuve Lavoine, sa mère, qui soutenaient que Marie-Catherine Lavoine était morte depuis longtemps, mais sans pouvoir produire son acte de décès, et qui cherchaient à établir l'identité de la réclamante avec une certaine Marie-Catherine Marc dont on possédait

(1) Dalloz. Répertoire de jurisprudence générale. Paternité et filiation (identité).

l'acte de naissance, daté de 1783. De son côté, la demanderesse apportait un acte de naissance de 1777. Le Tribunal de Versailles, malgré l'absence de possession d'état, estima que la preuve par témoins de l'identité était possible (13 nivôse an XII) par cela que les faits constants, notamment l'âge que paraissait avoir la réclamante, étaient assez graves pour autoriser cette preuve. Ce jugement fut d'ailleurs confirmé le 13 floreal an XIII par la Cour d'appel de Paris.

De même, en 1817, le Tribunal de Toulouse ayant admis (1) contre l'acte de décès d'un certain Bruno de Melet, en date du 3 septembre 1798, l'inscription de faux faite par un sieur Paul, tailleur, qui alléguait à l'appui de ses dires divers faits qu'il offrait de prouver par témoins, la Cour de Toulouse et la Cour de cassation, par arrêts du 7 juillet 1818 et du 5 avril 1820, décidèrent que l'acte de naissance qui n'est soutenu par aucune possession d'état ne peut servir de commencement de preuve par écrit, et jugèrent en conséquence la preuve testimoniale impossible.

La question d'identité est également en jeu en cas de contestation d'état, c'est-à-dire quand quelqu'un prétend que tel individu n'est pas l'enfant légitime de tel autre en niant soit l'accouchement de la prétendue mère, soit l'identité de l'enfant.

Quant à la filiation naturelle (titre VII, chap. 3), il

(1) Dalloz. Répertoire de jurisprudence générale. Paternité et filiation (identité).

n'y a guère que l'article 341 qui puisse retenir notre attention.

ART. 341. — La recherche de la maternité est admise. L'enfant qui réclamera sa mère sera tenu de prouver qu'il est identiquement le même que l'enfant dont elle est accouchée. Il ne sera reçu à faire cette preuve par témoins que lorsqu'il aura déjà un commencement de preuve par écrit.

Celui qui prétend être l'enfant naturel de telle femme affirme implicitement d'abord que cette femme est accouchée, puis qu'il y a identité entre lui et l'enfant auquel elle a donné le jour; pour que sa réclamation soit admise, il devra donc établir préalablement ces deux faits. A défaut de preuve littérale, et à la condition formelle qu'il existera un commencement de preuve par écrit (1), il pourra faire cette preuve soit par témoignages, la loi l'y autorisant explicitement, soit, conformément à l'article 1343, par des présomptions graves, précises et concordantes, par exemple son acte de naissance, l'intervention de celle qu'il réclame pour mère dans son contrat de mariage ou son engagement militaire, leur correspondance ou leurs soins réciproques, en un mot par sa possession d'état. Mais la règle du droit suivant laquelle cette possession d'état

(1) A noter que l'acte de naissance, ne prouvant rien quant à l'identité de l'enfant, ne remplit pas complètement le vœu de l'article 341 et ne peut, par conséquent, pas être considéré comme un commencement de preuve par écrit suffisant pour autoriser la preuve testimoniale.

suffit, à défaut de titre, pour établir la filiation légitime, ne s'applique pas en matière de filiation naturelle.

Citons encore deux cas pris dans la jurisprudence où il y a lieu à recherche d'identité : d'une part la preuve testimoniale peut être ordonnée à l'effet d'établir l'identité d'une personne déterminée avec l'individu qui a figuré à la réception d'un acte de naissance en qualité de père de l'enfant déclaré dans cet acte (ce n'est pas là une recherche de paternité dans le sens de l'article 340) (1); d'autre part, l'identité d'un individu qui se prévaut d'une reconnaissance d'enfant naturel avec l'enfant que cette reconnaissance concerne peut être établie par indices ou présomptions : une preuve écrite n'est pas nécessaire (2).

Le Code pénal, lui, parle simplement des peines à infliger aux bannis et au déportés qui seront rentrés en France sans autorisation, « sur la simple preuve de leur identité » (art. 17 et 33). Par contre, le Code d'instruction criminelle est plus explicite pour le cas où il y a à reconnaître l'identité d'un condamné évadé et repris. « Cette reconnaissance, dit l'article 518, sera faite par la Cour qui aura prononcé sa condamnation. Il en sera de même de l'identité d'un individu condamné à la déportation ou au bannissement qui aura enfreint son ban et sera repris ; et la Cour, en prononçant

(1) Lyon, 30 août 1848, S. 49.2.361.

(2) Corse, 17 août 1829, S. 29.2.279.

l'identité, lui appliquera de plus la peine attachée par la loi à son infraction». Les détails complémentaires sur la procédure à suivre en pareilles circonstances sont contenues dans les deux articles suivants.

Dès la fin de l'an VIII, on avait senti le besoin d'une législation sur la matière : un individu avait été amené au tribunal criminel de l'Ardèche comme ayant été condamné à mort et s'étant évadé avant l'exécution du jugement. Mais était-ce bien là l'individu condamné une première fois ? Comment le constater ? Et devant quelle juridiction ? Toutes ces questions furent vivement discutées alors et aboutirent à la loi du 22 frimaire, an VIII, qui a passé presque textuellement dans le livre II, titre IV, chapitre VI, du Code d'instruction criminelle. On a pensé que la Cour qui a prononcé la première condamnation est mieux placée que toute autre pour statuer sur l'identité, et que, ici, l'intervention des jurés est tout à fait inutile. En pareil cas, d'ailleurs, la reconnaissance de l'identité est parfois peu facile, les peines criminelles ne se prescrivant que par vingt années révolues, à compter du jugement, et bien des changements ayant pu survenir pendant un laps de temps aussi long dans les traits de l'accusé.

Il y aura encore à statuer sur une question d'identité dans un cas prévu par l'article 443, § 1 du même code, modifié par la loi du 8 juin 1895 : il y est question des demandes en revision en matière criminelle et correctionnelle. Cette revision, nous dit cet article, pourra être demandée notamment « lorsque, après une condamnation pour homicide, des pièces seront repré-

sentées propres à faire naître de suffisants indices sur l'existence de la prétendue victime de l'homicide ».

Reste, enfin, toute la matière de l'identification des récidivistes. D'après la loi du 27 mai 1885, art. 4 et les articles 56, 57, 58, 474, 478, 482 et 483 du Code pénal, dont plusieurs ont été modifiés par les lois du 28 avril 1832 et du 26 mars 1891, on sait que le fait de la récidive, pour quelque infraction que ce soit, entraîne dans presque tous les cas une aggravation de peine pour ceux qui s'en sont rendus coupables. Sans doute cette législation était devenue nécessaire par le nombre croissant de ceux que l'on a appelés les professionnels du crime ; mais son application n'en était pas moins extrêmement difficile faute de bonne méthode d'identification : depuis vingt-cinq années, nombre de magistrats, de policiers, de savants et de médecins ont fait tous leurs efforts pour parvenir à des résultats pratiques : seuls, des décrets et des circulaires, sont venus sanctionner ces travaux, suivant les besoins du moment, et nous ne possédons aucun texte de loi sur la question.

Ainsi donc, comme nous le disions tout à l'heure, aucune ligne de conduite spéciale n'est tracée aux juges d'un procès d'identité. Le législateur s'en rapporte entièrement à leur expérience et à leur discernement. Nous reconnaissons sans doute qu'une théorie générale était, ici, absolument hors de mise et d'ailleurs impossible ; dans les affaires de ce genre les éléments d'information sont généralement restreints et il faut bien tirer parti de ce que l'on possède ; ce sont des

difficultés d'espèces à résoudre, où les circonstances, extrêmement variables, obligent la procédure à suivre, elle aussi, des voies très diverses. Néanmoins, on peut regretter cette sobriété excessive de nos lois, notamment de notre Code de procédure civile, sur ce point particulier. Les intérêts en jeu sont, ici, suffisamment importants, les errements de l'ancienne jurisprudence étaient assez manifestes pour qu'il eût été tout naturel de voir quelques dispositions législatives, chercher à en éviter le retour, exiger, par exemple dans tous les cas l'intervention d'experts, et mettre en garde les magistrats contre les erreurs auxquelles les témoignages les plus sincères sont ici particulièrement exposés. En fait, d'ailleurs, il est juste de reconnaître que cet usage de l'expertise s'est suffisamment généralisé au cours du XIX^e siècle pour rendre inutile pour le moment toute disposition qui y serait relative.

CHAPITRE III

Les preuves en matière d'identité

SECTION I. — DES PREUVES JUDICIAIRES EN GÉNÉRAL

« La vérité en elle-même est certainement absolue, mais, par rapport à la certitude que nous en avons, elle est relative, et nous la découvrons lorsqu'il y a conformité entre nos idées et les faits de l'ordre physique ou de l'ordre moral que nous désirons connaître. Prouver, c'est donc, en considérant cette opération au sens général du mot, établir l'existence de cette conformité, et la preuve n'est autre chose que la somme des motifs producteurs de certitude. » C'est par cette excellente définition que M. Garraud ouvre le livre second de son *Traité d'Instruction criminelle*, consacré à la preuve devant les juridictions répressives (1).

(1) Garraud, *Traité théorique et pratique d'instruction criminelle et de procédure pénale* (en cours de publica-

A un point de vue plus particulièrement juridique, on peut dire, avec Bonnier (1), que « les preuves judiciaires sont les divers moyens par lesquels l'intelligence du juge arrive à la découverte de la vérité », et, sous ce rapport, on peut les classer en trois catégories : l'expérience personnelle, les témoignages et les présomptions.

Tombe d'abord sous l'expérience personnelle du juge tout ce dont il peut se rendre compte par lui-même sans passer par l'intermédiaire de personne; c'est évidemment le meilleur procédé de conviction, mais on ne pourra malheureusement pas avoir souvent recours à lui, car ce n'est en somme que dans un très petit nombre de cas que le juge a le loisir et la possibilité de vérifier par lui-même les faits en litige. Mais, de ce mode de preuve, qui en paraît, au premier abord, bien différent, on peut rapprocher l'expertise, c'est-à-dire : « la recherche et l'application méthodiques des données expérimentales de nature à établir l'existence des faits encore incertains » (2), par des hommes spécialement compétents. Sans doute, ce sont là des tiers, mais tout à fait différents des témoins ordinaires : « *Medici non sunt testes, sed est magis judicium quam*

tion), 1907-1909, tome I, p. 476. — Pour le présent chapitre, nous avons largement puisé dans cet excellent ouvrage où la compétence et l'érudition de l'auteur ont su ne laisser dans l'ombre aucun point de cette fondamentale et complexe question de la preuve criminelle.

(1) Bonnier, *Traité de preuves*, 1888, p. 90.

(2) Garraud, *op. cit.* I, p. 500.

testimonium », écrivait Codruchi, en 1397, dans son « *Methodus testificandi* ». Tandis que l'on s'adresse surtout à la mémoire du témoin, c'est pour leurs connaissances techniques ou scientifiques que l'on a recours aux experts. Les juges ne peuvent évidemment pas tout connaître; c'est pourquoi ils doivent quelquefois s'adresser à des spécialistes qui sauront mieux vérifier et apprécier tel ou tel élément du procès, qui seront pour eux comme des instruments grossissants.

Le principe de l'expertise a certainement existé dans toutes les législations, mais il a pris depuis la fin du moyen-âge et surtout au cours du XIX^e siècle une importance croissante, très justifiée d'ailleurs par les progrès des sciences (1). Dans notre ancien droit, il n'est pas un texte un peu important relatif à la procédure où il ne soit question d'experts, et notre Code de procédure civile consacre à leur intervention un titre tout entier. Partout d'ailleurs ils sont considérés comme des auxiliaires de la justice et nullement comme des témoins; c'est ainsi que la grande ordonnance de 1667 traite en même temps des descentes sur les lieux et des expertises; que l'article 42 de notre Code de procédure civile autorise des visites de lieux faites concour-

(1) Garraud, op. cit. I, p. 538. M. Garraud voit fort justement la cause du développement de l'expertise au cours du XIX^e siècle dans la substitution de la méthode objective à la méthode subjective dans les sciences.

remment par le juge de paix et des gens de l'art; enfin que l'article 43 du Code d'instruction criminelle recommande aux procureurs de se faire accompagner dans certains cas par des hommes compétents.

Quant à la valeur des déclarations des experts en elles-mêmes, elle est nulle légalement; les juges sont absolument libres d'en tenir compte ou de les repousser, et c'est là une excellente précaution contre les conséquences d'un choix malheureux toujours possible. En fait, cependant, il est rare qu'un Tribunal n'accepte pas les conclusions d'un rapport : il lui faut pour cela des raisons graves et c'est une faculté dont il est bon de ne pas abuser.

Il arrive souvent que tous les éléments d'un procès se sont déroulés dans le passé et n'ont pas laissé de traces. En ce cas, il est bien évident que l'expérience personnelle et même l'expertise ne pourront être d'aucun secours : il faudra alors s'en rapporter généralement à la mémoire et à la véracité des hommes; le mieux serait ici d'obtenir l'aveu des parties ou des accusés, selon que l'on se trouve dans une affaire d'ordre civil ou criminel, et plusieurs procédures existent dans ce but : l'interrogatoire sur faits et articles, la comparution des parties, l'interrogatoire de l'inculpé. Mais rarement les résultats en seront bien satisfaisants et le seul procédé possible restera alors le témoignage des tiers. Ce témoignage, tel qu'on le comprend aujourd'hui, c'est-à-dire dégagé de ces vieilles règles suivant lesquelles un seul témoin était considéré comme nul et deux dépositions concordantes avaient

le juge, ce témoignage, dis-je, mérite la plupart du temps la confiance qu'on est forcé de lui accorder (1). Son crédit est basé sur ce que l'homme a une tendance naturelle à dire la vérité, tendance qui est puissamment aidée par divers sentiments : respect religieux du serment, honte de la découverte de l'imposture, crainte des peines du faux témoignage, etc. En outre, il est largement justifié par la faculté que possède le juge d'en apprécier la valeur et de lui donner telles conséquences qu'il jugera bon, suivant la nature du fait à prouver, la personnalité des témoins et la comparaison des diverses dépositions entre elles.

Au-dessous de l'expérience personnelle, de l'expertise et du témoignage, se trouvent enfin les indices, auxquels il est bon de n'accorder qu'une confiance subsidiaire et limitée : sans doute, les faits eux-mêmes ne mentent pas, mais il est facile de les travestir, et, d'ailleurs, le raisonnement peut aisément s'égarer dans les déductions plus ou moins hasardeuses qu'il doit tirer de ces indices s'il veut les utiliser : il s'agit ici, en effet, non plus de conséquences scientifiques découlant de données certaines, comme dans l'expertise, mais

(1) « Sans la foi au témoignage, les affaires sociales ne marcheraient plus, tout le mouvement de la société serait paralysé, nous n'oserions plus agir, car le nombre des faits qui tombent sous la perception de chaque individu n'est qu'une goutte d'eau dans le vase, comparé à ceux dont il ne peut être informé que par le rapport d'autrui. » (Bentham, *Preuves judiciaires*, I, chap. VIII),

de simples rapprochements entre certaines circonstances constatées et certains faits qu'il s'agit d'établir (1).

SECTION II. — DES PREUVES EN MATIÈRE D'IDENTITÉ

Tels sont les trois grands modes de preuve employés devant les Tribunaux. Dans les questions d'identité, ils ont été tous les trois utilisés, mais la préférence donnée à chacun d'eux a varié suivant les époques. Ne possédant guère de renseignements sur la question au-delà du *xvi^e* siècle, nous devons renoncer à toute investigation plus reculée, et nous nous trouvons par là même dans un temps où les registres de l'état-civil, plus exactement les registres paroissiaux, ont déjà une existence officielle (2) et font foi de leur contenu. A cette époque, il est extrêmement difficile à un individu qui réclame un état qu'on lui dénie d'obtenir gain de cause, si les registres de l'état civil ne sont pas conformes à ses prétentions : en cas de défaut de registres seulement, la preuve de la filiation pouvait s'établir par une possession d'état constante et continue, appuyée sur des actes authentiques (3). La juris-

(1) Garraud, *op. cit.* I, p. 271.

(2) On sait que l'institution des actes de l'état-civil date de François 1^{er}. Antérieurement à son règne, les registres paroissiaux existaient bien déjà, mais, très mal tenus, ils étaient dépourvus d'effets civils. L'ordonnance de Villers-Cotterets (1539), et, plus tard, celle de Blois (1579) imposèrent au clergé l'obligation de les rédiger très exactement.

(3) Ordonnance de 1607, titre 20, art. 7 et 14,

prudence de l'ancien régime devint sur ce point de plus en plus exigeante et finit par déclarer radicalement irrecevable toute réclamation d'état, même étayée de la possession la plus caractérisée est des présomptions les plus graves, quand elle est contredite par un acte de l'état civil (1); c'est pourquoi, dans toutes les affaires d'identité que nous rapportent les anciens recueils, il ne s'agit jamais d'un état réclamé par un individu dénué de titre ou alléguant quelque erreur ou quelque omission; les demandes de ce genre étaient très rares parce qu'elles avaient trop peu de chance d'aboutir, avec cette conception étroite de la preuve de la filiation. Généralement, nous nous trouvons en face d'un titre incontesté invoqué par plusieurs personnes qui prétendent y avoir droit et cherchent à le prouver.

Eh bien ! précisément dans les contestations de ce genre, à quel mode de preuve avait-on généralement recours ? Il fallait d'abord renoncer à peu près complètement à l'expérience personnelle proprement dite et à la preuve par écrit; la seconde ne pouvant guère servir ici que pour la comparaison des écritures, toujours bien aléatoire, les éléments de cette comparaison faisant souvent défaut, et la première supposant tout un concours de circonstances difficile à trouver : une connaissance personnelle des intéressés par le juge, antérieure au litige et suffisante pour rendre possible une

(1) Arrêts du Parlement de Nancy et du Conseil d'Etat, de 1774 à 1776, déjà citées plus haut, p. 31.

reconnaissance après un long temps écoulé (1). D'autre part, les présomptions étaient avec raison jugées bien dangereuses dans des questions aussi importantes et aussi délicates, et les expertises étaient loin d'être entrées dans les mœurs judiciaires comme elles le sont aujourd'hui. Aussi la vieille tradition d'après laquelle la preuve par témoin était la preuve par excellence, en matière criminelle, avait-elle gardé ici, par la force même des choses, toute son importance, même après les graves restrictions que l'ordonnance de Moulins devait lui faire subir en certaines matières au milieu du xvi^e siècle (2), même en matière civile où elle n'est pourtant employée qu'exceptionnellement. C'est pourquoi nous verrons tout à l'heure que, jusqu'à la Révolution, c'est sur la foi du témoignage seul ou presque seul que sont basés tous les arrêts relatifs à des questions d'identité.

Et cependant la preuve testimoniale est loin de mériter une confiance absolue : nous en avons montré tout à l'heure la nécessité et les avantages, il n'est que juste de mettre en parallèle ses inconvénients. Elle demande d'abord chez le déposant certaines qualités

(1) On sait d'ailleurs que le juge ne doit pas se servir, pas plus au civil qu'au criminel, des connaissances personnelles qu'il a acquises en dehors de ses fonctions (Garraud, *op. cit.* I, p. 567).

(2) En 1566. Cf. Esmein, *Cours élémentaire d'Histoire du Droit français*, 3^e édition 1898, p. 778.

morales que l'on ne trouve pas toujours réunies; combien de fois celui-ci ne sera-t-il pas poussé par son intérêt, par ses affections, ou même par simple négligence, à faire des déclarations fausses, à exagérer ou atténuer les choses, à leur donner telle ou telle coloration, à passer sous silence telle ou telle circonstance ? Et en admettant même sa probité et sa parfaite bonne foi, à combien d'infidélités involontaires seront sujettes ses dépositions : les imperfections de ses sens, les erreurs et la précipitation de son jugement, les défauts de sa mémoire, les entraînements de son imagination, l'obscurité de ses expressions : autant de causes qui viendront ôter à son témoignage une partie de sa valeur (1) ? Vices tels le Moyen-Age, malgré sa préférence pour ce mode de preuve, en avait senti les inconvénients et avait eu recours en certains cas aux « ordales », plus tard au duel judiciaire (2).

Il semble d'ailleurs que tous ces inconvénients sont encore plus grands en matière d'identité que partout ailleurs. Ici, en effet, il faudra généralement interroger les personnes qui ont approché de plus près les intéressés : ce seront des amis et des parents, et il serait enfantin de supposer que ceux-ci pourront faire abstraction, même avec la meilleure foi du monde, de leurs affections, de leurs présomptions et aussi de leurs intérêts, car de la solution du procès dépendront géné-

(1) Bentham, *Traité des Preuves*, 1830, traduction d'Et. Dumont, liv. I, chap. 9.

(2) Pierre Farcot, *Du faux témoignage*, p. 28.

ralement des questions pécuniaires et successorales. En outre et surtout, ces témoins auront à donner leur appréciation sur une question de ressemblance, et, en aucune autre matière, l'erreur ne peut aussi facilement se glisser. Les cas de ressemblance trompeuse sont nombreux. Valère Maxime rapporte que la femme d'Antiochus, roi de Syrie, s'étant défaite de son mari, trouva pour faire dieter ses dernières volontés aux grands du royaume un homme qui lui ressemblait si parfaitement que la fraude ne fut découverte par personne (1); Pline l'Ancien consacre un chapitre entier à cette curieuse question (2); parmi beaucoup d'autres, il parle de la ressemblance frappante du Grand Pompée et d'un certain Vibius, de Cneius Scipions et de son esclave Sérapion, des consuls Lentulus et Métellus et de deux comédiens. De même encore, il y a quelques années seulement la police de Budapest, lançant un mandat d'arrêt contre un certain Waltner, précisait son signalement en relatant sa ressemblance avec l'ex-roi Milan (3). Enfin, pour se convaincre de la fréquence de ces ressemblances dans la nature, il suffit de jeter les yeux sur les photographies d'individus tous différents, groupées deux à deux par M. Bertillon à la fin de son ouvrage « *Identification anthropométrique. Instructions signalétiques* »; pour beaucoup, on a peine

(1) Valère Maxime, livre IX.

(2) Pline l'Ancien, Histoire naturelle, livre VII, chap. 12.

(3) Cité par Lacassagne. Précis de Médecine légale. Masson, 1906, p. 159.

à croire que ce ne soient pas deux images du même homme.

Mais si les ressemblances sont fréquentes et les erreurs qu'elles engendrent nombreuses, elle le sont encore plus quand il s'agit d'identifier un cadavre; ici, la position couchée, l'absence de regard, une foule d'autres circonstances physiques et psychologiques viennent encore compliquer la chose. C'est ainsi qu'en mars 1846, la Cour d'assises de Haut-Rhin recueillit les dépositions de treize personnes déclarant avoir parfaitement connu (sa nourrice était du nombre) une certaine Adèle Bulard et avoir retrouvé tous ses traits dans la victime d'un assassinat commis peu auparavant : la véritable Adèle Bulard dut comparaître en personne pour faire cesser cette étrange et macabre méprise (1). De son côté, M. R. A. Reiss, professeur de police scientifique à l'Université de Lausanne cite (2) un certain nombre de non-reconnaissances et de fausses reconnaissances de cadavres par des gens ayant cependant vécu dans l'intimité des défunts. Et le savant professeur explique ainsi les erreurs de ce genre qui, d'après lui, n'ont rien que de très naturel : « La faculté de reconnaissance chez l'homme, dit-il, est très peu développée; et ce n'est pas étonnant, car nous

(1) Dictionnaire encyclopédique des sciences médicales de Dechambre et Lereboullet. Article « Identité ».

(2) Archives d'anthropologie criminelle et de médecine légale, 1908, p. 473.

ne pouvons revoir en pensée, et par conséquent reconnaître comme l'ayant déjà vu que ce que nous pouvons décrire par la parole. Pour reconnaître sûrement quelqu'un, il faut donc que nous puissions en donner un signalement complet, chose extrêmement rare, même entre personnes se connaissant beaucoup. »

Sur les conclusions pratiques à tirer de cette constatation, nous reviendrons plus loin. Pour le moment, retenons simplement que, en matière d'identité, l'intimité la plus grande peut être la dupe de la similitude des traits : l'histoire et la jurisprudence nous en donnent de nombreuses preuves, et il n'est pas de juge d'instruction qui, au cours de sa carrière, n'ait rencontré quelque erreur de ce genre.

A plus forte raison la preuve testimoniale méritait-elle d'être suspecte quand les témoins ont vu celui ou ceux dont l'identité est en jeu dans des conditions défavorables, par exemple pendant un instant très court, à distance, le soir, la nuit. Sous le rapport de l'éloignement, notamment, de sérieuses expériences ont été faites : les constatations ont été naturellement très variables suivant les circonstances et les sujets; néanmoins on peut poser en principe qu'il ne faut pas compter avoir une idée nette et précise, et par conséquent à l'occasion pouvoir reconnaître les traits d'une personne que l'on a vue à plus de quinze mètres, même en plein jour (1).

(1) Mémoire fait par M. Vincent (Mémoires de l'Académie de Médecine, 1871-1873). Les diverses recherches

Enfin, parmi toutes les causes qui contribuent à rendre ici le témoignage moins digne de foi, il faut citer encore la crédulité populaire : avec une extraordinaire facilité le public se persuade reconnaître un homme qu'il a à peine entrevu : il lui suffit pour cela d'un mot, d'une attitude sympathique, de quelques bruits habilement répandus. Aussi, dans toutes les questions d'identité, la tâche des juges est-elle notablement compliquée par la distinction qu'ils sont obligés de faire entre les témoins véritables et dignes de foi, et ceux qui, se laissant suggestionner par l'opinion, rapportent comme observations personnelles ce qui n'est au fond que rumeur publique.

Des inconvénients aussi graves et aussi nombreux devaient nécessairement avoir pour but et pour résultat, dans les affaires d'identité, l'adjonction au témoignage de quelque autre méthode plus sûre. L'expertise était ici tout indiquée, et, de fait, elle s'est développée de plus en plus, au point que, de nos jours, on ne concevrait guère de magistrats tranchant une question d'identité sur de simples témoignages, alors qu'autrefois le fait était fréquent. Aujourd'hui, on ne cherche plus à réunir le plus grand nombre de témoins possible et à savoir d'eux simplement s'ils reconnais-

sur la « psychologie du témoignage » ont permis de faire certaines constatations peu favorables au témoignage (Larguier des Bancels, *La Psychologie judiciaire*. Cité par Garraud, *op. cit.* I, p. 552). Ainsi, on peut affirmer qu'un témoignage entièrement sincère, bien loin d'être la règle, n'est que l'exception.

sent ou non le réclamant, mais on demande à des spécialistes dignes de foi, préparés par leur profession ou par leurs études à ce genre d'opérations, de rechercher tout ce qui peut déterminer l'individualité d'une personne, parfois même, cette recherche achevée, de déclarer si, à leur avis, cette identité est constante. Sans doute, les experts ne sont pas infaillibles; bien des erreurs judiciaires peuvent leur être imputées, et on ne saurait se montrer trop difficile pour leur capacité : mais il faut reconnaître que leur intervention en matière d'identité constitue un immense progrès sur l'emploi du seul témoignage (1).

SECTION III. — L'IDENTIFICATION DES RÉCIDIVISTES

Pour nous faire une idée exacte du développement des méthodes scientifiques en matière d'identification, il nous a semblé utile de jeter un coup d'œil sur les progrès réalisés en ce qui concerne l'identification des récidivistes. L'effrayant développement

(1) Sur la nature de l'expertise, voir le très complet et très substantiel chapitre consacré à ce sujet dans Garraud, *op. cit.* I, p. 590.

(2) Pour tout ce qui concerne cette partie de notre étude, nous nous sommes surtout inspirés des remarquables travaux du Dr Edmond Locard, directeur du Service anthropométrique de Lyon : d'abord de son ouvrage savamment documenté « L'Identification des Récidivistes », puis des diverses études qu'il a fait paraître dans les Archives d'Anthropologie criminelle. — On y trouvera, pour la question de l'identification des récidivistes, une

de la récidive a nécessité un effort général du monde scientifique, du monde judiciaire et du monde policier, et les découvertes les plus ingénieuses ont été faites et utilisées dans ce sens. Leur étude, les limites de notre cadre nous obligent presque à dire leur nomenclature, peut être une utile indication pour la marche à suivre et les méthodes à employer dans les procès d'identité civils ou criminels.

La preuve de la récidive découle de deux démonstrations : il faut d'abord montrer qu'il y a eu une ou plusieurs condamnations antérieures, il faut ensuite établir que l'individu déjà condamné est bien le même que celui qui a actuellement affaire avec la justice. C'est ce second point qui a soulevé les plus grosses difficultés et qui seul nous intéresse ici.

Il y a seulement une trentaine d'années, les malfaiteurs de profession changeaient continuellement de noms entre eux; souvent même, ils prenaient devant les tribunaux le nom de personnes qu'ils avaient antérieurement dévalisées et dont ils avaient exactement appris l'état-civil par les papiers ou les témoignages même de leurs victimes (1); les criminels internatio-

excellente et très complète bibliographie de tout ce qui en forme les éléments essentiels, c'est-à-dire des travaux de Reiss, de Stockis, de Vucetich, de l'Ecole de Police de Rome (Ottolenghi) et de celle de Madrid (Oloriz).

(1) A. Bertillon, De l'Identification par les signalements anthropométriques. Conférence faite le 22 novembre 1885 au Congrès pénitentiaire de Rome (Archives d'Anthrop. crim., 1886, p. 193.

naux avaient pour cela plus de facilités encore, faute de contrôle possible: la police était obligée de se fier à la seule mémoire de ses agents et de procéder à de coûteuses recherches, toujours longues, souvent infructueuses. Aujourd'hui, au contraire, un grand nombre de récidivistes ont renoncé à ces changements de noms, et, parmi les autres, la plupart sont reconnus malgré leur ruse. Or, ce progrès est évidemment dû à l'application des méthodes scientifiques à cette matière où elles ont donné les plus beaux résultats.

A l'imitation de l'antiquité et jusqu'aux temps modernes (1), on usa de la marque pour rendre indiscutable à l'avenir l'identité de tout criminel. Mais cet usage fut jugé trop barbare, et, depuis 1852, une foule de procédés plus ou moins pratiques furent proposés pour y suppléer, c'est-à-dire « pour découvrir une caractéristique de l'individualité suffisamment nette pour permettre d'affirmer d'une façon certaine que le sujet chez qui on la relève en est seul porteur, du moins à ce degré ». On eut d'abord l'idée de décrire les traits du visage avec les épithètes du langage courant, mais on ne tarda pas à constater l'inefficacité d'un système dont les signalements actuels de nos permis de chasse, livrets militaires, etc., sont encore des applications. La photographie fut alors utilisée, mais sans méthode de classement, et l'accumulation des épreuves en ren-

(1) La marque fut abolie le 6 octobre 1791, rétablie le 23 floréal an X, maintenue par le Code pénal de 1810 et définitivement supprimée le 31 août 1852.

dit vite l'usage impossible. C'est alors, en 1879, que M. Alphonse Bertillon proposa un nouveau système qui devait être appelé rapidement à un éclatant succès, mais aussi sinon supplanté, du moins battu en brèche par la méthode des empreintes digitales.

En somme, étant donné le principal but d'une fiche signalétique, à savoir de noter les caractères qui permettent d'affirmer qu'un prévenu est le même sujet qu'un condamné antérieur, on peut ramener les méthodes actuellement employées à six : la photographie judiciaire, les notations chromatiques, le signalement et le portrait parlé, les marques particulières, l'anthropométrie et la dactyloscopie (1).

I ET II. — LA PHOTOGRAPHIE JUDICIAIRE ET LES NOTATIONS CHROMATIQUES

L'emploi de la photographie ordinaire peut rendre évidemment les plus grands services en matière d'identification, pourvu qu'il ne se soit pas écoulé trop d'années et que les retouches n'aient pas été trop nombreuses. On en a eu un exemple lors des émeutes qui eurent lieu à l'occasion du mariage du prince de Croy, à Bruxelles; plusieurs jeunes gens avaient été arrêtés

(1) Quant à l'identification psychique, dont l'école italienne s'est fait une sorte de spécialité, elle ne peut être, à part de très rares exceptions, d'aucune utilité pratique pour l'identification des récidivistes (Edm. Locard, *L'Identification des récidivistes*, p. 285).

qui prétendirent n'avoir même pas été présents à l'échauffourée. Mais un employé de la police avait remarqué par hasard un assistant qui, de sa fenêtre, prenait une photographie de l'émeute; on put heureusement découvrir le photographe, l'épreuve fut considérablement agrandie, et quelques-uns des jeunes gens arrêtés, trouvés ainsi les bras en l'air et la bouche grande ouverte, furent obligés de cesser leurs dénégations et firent des aveux (1). Pendant les troubles de 1910, la police de Berlin reçut dans le même but l'ordre de prendre le plus de photographies possible.

Mais, pour que la photographie devienne efficace contre les récidivistes, il fallait trouver un moyen de classer les épreuves : ce fut le résultat obtenu par M. Bertillon avec ce qu'il appelle « la photographie signalétique », comprenant essentiellement deux épreuves de la tête, l'une de face, l'autre de profil, toutes deux réduites au 1/7 et prises dans des conditions identiques. Il serait en dehors de notre programme de nous arrêter sur ce point; signalons cependant pour mémoire l'existence en Angleterre d'une photographie signalétique différente de celle de Bertillon, la photographie dite « naturelle » de l'oreille externe de Niceforo.

Quant aux notations chromatiques de l'iris, du système pileux et du teint, nous n'avons pas ici à entrer

(1) Hanns Gross, Manuel pratique d'instruction judiciaire, I, p. 286.

dans les détails. Ces notations sont possibles grâce à de récentes découvertes et peuvent rendre, au moins pour l'iris, de sérieux services en matière d'identification.

III ET IV. — LE SIGNALEMENT ET LE PORTRAIT PARLÉ. L'ANTHROPOMÉTRIE.

Tels qu'ils étaient pratiqués autrefois (1), tels qu'ils existent encore dans quelques Etats (Italie, Egypte), et en France pour les livrets militaires, permis de chasse et passeports, les signalements n'ont qu'une très faible utilité. Les termes vagues, parfois impropres, les empêchent de remplir le rôle auquel ils sont destinés. Mais tels qu'ils ont été transformés par Alphonse Bertillon et qu'ils sont actuellement employés dans le portrait parlé, ils sont et seront encore du plus grand secours. La description bertillonniennne du visage part de ce principe qu'un organe peut être considéré sous trois rapports : mesure, forme et couleur ; sous chacun de ces rapports, cet organe pourra être qualifié par trois termes typiques, par exemple,

(1) Exemples d'anciens signalements : Signalement de l'an 106, rédigé en grec, pour la recherche d'un esclave en fuite (abondance et grande précision des marques particulières). — Deux exemplaires de congés délivrés à des soldats au XVIII^e siècle et conservés au Musée de Médecine légale de Lyon. — Cf. Locard, Identification des récidivistes, p. 50.

sous le rapport de la mesure, petit, moyen et grand, chacun de ces termes pouvant être encore complété grâce à une ou plusieurs subdivisions également tripartites (1). On arrive ainsi à obtenir ce que Bertillon appelle très justement le portrait parlé, c'est-à-dire une description presque mathématique, simple, parfaite pour la filature, ne nécessitant aucun matériel coûteux, égales, pour ne pas dire supérieures, par sa netteté et par sa justesse à la photographie ordinaire, susceptible, grâce au système du professeur Reiss et à celui plus récent encore de M. Icard (2), d'être envoyé télégraphiquement à peu de frais, permettant un classement méthodique des photographies; enfin et surtout si admirable dans ses résultats, malgré le temps et l'application qu'exige son enseignement, qu'un agent muni du seul portrait parlé peut à première inspection reconnaître entre cent celui qu'il cherche (3). Bertillon s'étonnait, en 1893, « qu'il n'y eût pas de traité méthodique du signalement humain, alors qu'il avait existé de tout temps, sous le nom d'hippologie, des ouvrages spéciaux pour la description précise des for-

(1) Alph. Bertillon, Instructions signalétiques.

(2) La méthode proposée l'année dernière par M. Icard, de Marseille, permet de télégraphier non seulement le portrait parlé, mais encore les marques particulières. Voir sur la question les « Archives d'Anthropologie criminelle » nos 182, 190 et 191 (février, octobre et novembre 1909).

(3) A noter l'application du portrait parlé à l'album D. K. V. dont tous les agents des brigades de recherche sont munis.

mes et de la robe du cheval » (1); grâce à lui, il n'en est plus de même maintenant.

Ce n'était pas là d'ailleurs le seul point sur lequel devait se porter sa remarquable ingéniosité. En 1870, le directeur de l'Observatoire royal de Bruxelles publia sur l'anthropométrie un ouvrage (2) où il étudiait surtout les rapports des différentes dimensions du corps humain et où, malgré un chapitre intitulé « De l'avenir de l'anthropométrie », il ne paraissait guère soupçonner le développement d'une science dont lui-même ne posait que les premiers linéaments. Douze ans plus tard, en 1882, les travaux et les essais d'Alphonse Bertillon décidaient le gouvernement à inaugurer au Dépôt de Paris sa méthode, puis à l'étendre à toutes les prisons de France et à centraliser toutes les fiches à Paris (3).

L'anthropométrie de Bertillon, autrement dit le bertillonage, est basée sur les trois principes suivants :

1° La fixité presque absolue de l'ossature à partir de l'âge de vingt ans;

2° La diversité extrême des dimensions que présente cette ossature d'un homme à un autre;

(1) A. Bertillon, Instructions signalétiques.

(2) Ad. Quételet, *Anthropométrie ou mesure des différentes facultés de l'homme*. Bruxelles, Muquardt, 1870.

(3) Circulaires ministérielles du 13 novembre 1885, 28 août 1888 et 23 mars 1897. Pour plus détails, voir Garraud, *Traité théorique et pratique d'instruction criminelle et de procédure pénale*, 1907, I, p. 500.

3° Enfin, la faculté et la précision avec lesquelles certaines de ces dimensions peuvent être mesurées (1).

Avec ce système, qui permet un classement de fiches extrêmement simple, on a obtenu les résultats les plus satisfaisants, et nombre de nationalités l'ont adopté. D'ailleurs, à Paris tout au moins où elle appliquée rigoureusement, l'anthropométrie n'a pas eu à enregistrer une seule identification fausse, c'est-à-dire qu'elle n'a jamais fait prendre un individu pour un autre; par contre, elle peut se trouver en défaut, c'est-à-dire ne pas faire reconnaître des individus récidivistes. Le cas ne se serait présenté que quatre fois dans le service de M. Bertillon, contre trente mille identifications réussies. Quant aux nombreuses erreurs relevées en Russie, en Indo-Chine, au Bengale, en Portugal et dans la République Argentine, on peut les attribuer à des négligences. Mais il faut franchement reconnaître que toutes ces mensurations à faire et à relever constituent une tâche très délicate dans laquelle des agents, même particulièrement habiles et exercés ne peuvent pas éviter certaines erreurs. Aussi, au grand

(1) Les dimensions les plus simples à relever et ayant la plus grande valeur signalétique ont paru être la taille, l'envergure des bras, le buste, la largeur de la tête, la longueur de la tête, de l'oreille droite, du pied, du médius, de l'auriculaire et de la coudée gauches, enfin la largeur de l'oreille droite, aujourd'hui remplacée par le diamètre bizygomatique, soit onze mesures en tout.

défaut qui consiste pour elle à être tout à fait inutilisable pour les mineurs et peu pratique pour les femmes, l'anthropométrie joint celui d'être une méthode infidèle entre des mains insuffisamment expertes. Même comme procédé de classement des fiches, le docteur Locard voudrait la voir supplantée par la dactyloscopie; il en a fait l'essai dans son propre service, avec plein succès.

Rappelons ici qu'en 1892, M. Georges Bertillon, frère de l'inventeur du signalement anthropométrique, a présenté une étude sur la reconstitution du signalement anthropométrique au moyen des vêtements, où la question, extrêmement intéressante au point de vue pratique, est étudiée très soigneusement.

V. — LES MARQUES PARTICULIÈRES

Quant à l'identité anthropométrique vient s'adjoindre l'identité des marques particulières, toute chance d'erreur se trouve supprimée. Ces dernières, quand elles existent, constituent un des plus sûrs procédés d'identification, et cela non seulement pour les récidivistes, mais encore, comme nous le verrons tout à l'heure dans quelques-uns des procès que nous avons réunis, dans tous les cas d'identité douteuse.

Nous laisserons de côté, comme n'ayant qu'une importance secondaire, tout ce qui a rapport aux signes fournis par les dents et les ongles, les signes tératologiques, les déformations professionnelles, pourtant

fort intéressantes (1), les déformations pathologiques (2), enfin les caractères ethniques et anthropologiques, pour nous en tenir au seul examen des tatouages et des diverses cicatrices.

« Le tatouage est, au sens strict, un dessin produit par l'introduction dans la peau humaine de substances colorantes, pénétrant à l'aide d'incisions ou de piqûres... La question qui nous occupe seule, c'est-à-dire sa valeur en tant que signe d'identité, est comme l'exclusif apanage de l'Ecole lyonnaise (3). » Il faut d'abord savoir, et c'est là une question capitale, que les tatouages n'ont pas une pérennité absolue; ils peuvent, dans une certaine mesure tout au moins, disparaître par quatre procédés différents dont le premier seul, très rare d'ailleurs, ne laisse aucune trace : l'ef-

(1) Poncet, La déformation des mains chez les ouvriers verriers. Archives d'anthropologie criminelle (1888, p. 229).

Lagrand du Saulle, Traité de médecine légale, 1886, p. 1.009.

Amb. Tardieu, Mémoire sur les modifications physiques déterminées par l'exercice de diverses professions pour la recherche de l'identité. Annales d'hygiène publique et de médecine légale, 1849, p. 388.

(2) Dans son Précis de Dédecine légale (1906, p. 206), le docteur Lacassagne cite le cas d'un incendiaire condamné à mort et exécuté à Rouen en 1855, reconnu grâce à une empreinte prise de ses pas et à une verrue qu'il avait sous le pied.

(3) Locard, L'Identification des récidivistes, p. 95 et 96.

facement spontané, l'excision, la surcharge et le détachement. N'était l'objection que l'on peut tirer de cette disparition possible, les tatouages auraient certainement une valeur identificatrice de premier ordre, étant donné la multiplicité de leurs dessins et la variété de leur situation sur le corps. Tels qu'ils sont, s'ils ne peuvent pas être d'un bien grand secours pour les arrestations, du moins sont-ils précieux pour reconnaître les récidivistes. Bien plus, dans une foule de cas (l'affaire Tichborne (1) en est une preuve), ils pourront servir à déterminer à coup sûr l'identité douteuse ou tout à fait inconnue d'un individu. Quant aux cicatrices, leur valeur peut être aussi très grande quand elles ne sont pas destinées à disparaître. Mais précisément, outre qu'elles sont moins caractéristiques, il peut y avoir parfois quelque difficulté à déterminer leur nature, et c'est ce qui les rend, à notre point de vue, fort inférieures aux tatouages, d'une manière générale. Quoi qu'il en soit, tatouages et cicatrices, annexes du signalement anthropométrique, se décrivent actuellement à l'aide d'abréviations convenues et en tenant compte : a) de la forme et de la nature des signes ; b) de leur place par rapport à certains points de repère anatomiques ; c) enfin, de leurs dimensions.

(1) Voir plus loin, p.

VI. — LES EMPREINTES DIGITALES

Il nous reste enfin à examiner une dernière méthode d'identification des récidivistes, fort récente, celle-là, mais déjà passée au premier rang de toutes. On sait que les crêtes papillaires des extrémités digitales offrent des dessins extrêmement variés. Ce sont ces dessins qu'on a eu l'idée d'utiliser.

Sans remonter à l'emploi de la méthode des empreintes chez les Chinois du VII^e siècle, sans même nous arrêter aux travaux et aux essais de Purkinje (1823), Alix (1868), William Herschell (1858), Gilbert Thompson, Galton (1888), Florence (1885), Frécon (1889) et Forgeot (1891), voyons seulement quels sont les caractères des empreintes papillaires et quel parti on en peut tirer au point de vue de l'identification (1).

Ces caractères peuvent se ramener essentiellement à trois. En premier lieu, les courbes formées par les crêtes papillaires apparaissent dès la vie intra-utérine et restent semblables à elles-mêmes jusque dans la vieillesse la plus avancée; en second lieu, elles sont absolument immodifiables et réfractaires même aux brûlures et aux incisions; enfin, étant donnée leur extrême variété, on peut affirmer qu'il n'existe pas deux empreintes identiques; on a calculé qu'avec des dac-

(1) Pour de plus amples détails, voir Locard, *Identification des Récidivistes*, chap. VII.

tylogrammes donnant l'empreinte des dix doigts, c'est-à-dire tels qu'ils existent dans la plupart des pays, il n'y aurait même pas une chance sur soixante-quatre milliards de commettre une erreur (1). Avec ces trois

(1) Dastre, Les empreintes digitales comme procédé d'identification. Revue d'Anthropologie criminelle, 1907, p. 860.

Rappelons cependant un fait qui remonte déjà au 27 juin 1909 et que rapportait le *Temps* du 30 juin 1909. Un ancien jardinier du duc de Norfolk, Francis Lawler, était accusé de vol devant le Tribunal de Old-Bailey (Angleterre), quand l'inspecteur Munro vint affirmer que le prévenu ne comparaissait pas pour la première fois devant la justice et avait été condamné déjà deux fois pour le même motif sous le nom de William Clarck en 1906 et en 1909 : la preuve en était dans l'identité absolue des empreintes de Clarck et de Lawler. De son côté, le jardinier put démontrer qu'il n'avait rien de commun avec le récidiviste, et, malgré les protestations de l'inspecteur, il ne fut condamné qu'à trois ans de servitude pénale.

Ce verdict était la condamnation du système des empreintes tout entier et les critiques ne lui manquèrent pas. D'après Bertillon (*Le Petit Journal*, n° du 30 juin 1909), il y aurait eu certainement quelque erreur de documentation, car la méthode n'est pas faillible. Quelques jours après, Henry écrivait à Stockis une lettre publiée par la Revue de Droit Pénal et de Criminologie, dans laquelle il soutenait que plusieurs points de l'information du *Temps* étaient erronés. L'identité du prévenu avec l'ex-détenu Clarck avait été établie par les gardiens des prisons où il avait séjourné ; ceux-ci possédaient sa photographie et son signalement ; les empreintes digitales confirmaient encore leur témoignage et auraient certainement persuadé le jury si celui-ci avait bien compris le système ; quant au juge, il fut absolument convaincu et montra au jury la fausseté du verdict qu'il venait de rendre.

Un fait analogue est rapporté par le quotidien allemand *Bertliner Täglichen Rundschau* et cité par Kettig

caractères, les empreintes digitales constituent le plus parfait procédé d'identification; avec les surprenants résultats qu'elles ont déjà permis d'obtenir, on peut même supposer que d'ici quelques années leur rôle aura pris une extension beaucoup plus grande, non seulement en ce qui touche à la police et à l'instruction criminelle, mais encore en droit civil, en droit commercial et en droit administratif. D'ailleurs, dans l'état actuel des choses, c'est dans une foule de cas qu'elles déjà rendu des services, malgré la date récente de leur utilisation en France. Qu'il s'agisse, et c'est là que la méthode s'est le plus largement développé, qu'il s'agisse, dis-je, de délinquants dont on possède déjà les empreintes, et on pourra à coup sûr affirmer la récidive; qu'un criminel ait laissé sur les lieux du crime la trace de ses doigts, et ce sera là un indice précieux pour la police et pour le jury (1); qu'il faille,

dans les Archiv für Kriminal Anthropologie (15 avril 1909) au sujet d'un vol avec effraction commis à Dresde, dans un bâtiment militaire : mais il résulte des renseignements officiels que l'arrêt de la Cour a été basé sur de simples éléments de fait, et nullement, comme on l'avait dit d'abord, sur la faillibilité de la preuve digitale.

(1) C'est ainsi que, tout récemment (audience du 10 novembre 1910), la Cour d'assises de Lyon a pu condamner les deux auteurs d'un vol qualifié commis six mois auparavant. La victime avait bien aperçu les voleurs, mais n'aurait pas pu les reconnaître. Grâce aux empreintes digitales laissées par eux sur des vases de grès et habilement relevées par le docteur Locard, le jury put se convaincre que les deux individus sur lesquels les soupçons de la police s'étaient d'abord portés étaient bien les vrais coupables : toutes les caractéristiques de ces em-

comme dans les divers procès que nous allons voir, déterminer l'état-civil d'un individu dont l'identité est contestée, et là encore les dessins papillaires pourront être les plus sûrs éléments de certitude. Appelons enfin l'attention sur un point qui nous semble extrêmement important. Parmi les dénis de signatures qui se produisent si fréquemment en matière commerciale pour les chèques, lettres de change, etc., la plupart se terminent par le paiement intégral du montant de l'effet, ou tout au moins par une transaction onéreuse; le débiteur, quoique parfaitement convaincu de la fraude, recule devant les frais considérables qu'entraînerait une instance au civil et une vérification d'écritures, qui, malgré l'habileté et les soins de l'expert, reste toujours un peu aléatoire. N'y aurait-il pas un moyen radical et extrêmement simple de supprimer toutes les contestations de ce genre, en exigeant de quiconque souscrirait un effet de commerce l'adjonction à sa signature de ses empreintes digitales ? La mesure pourrait être étendue aux actes civils, et un rapide examen permettrait de déterminer à coup sûr l'authenticité de l'écrit ou la fraude. Une disposition législative sur

preintes coïncidaient parfaitement avec celles de leurs doigts, et aucun doute ne pouvait subsister sur leur culpabilité. C'est là d'ailleurs le premier verdict de condamnation rendu en France sur la *seule* preuve digitale, le jury de la Seine ayant à quatre reprises refusé de lui donner pleine confiance. La première condamnation de ce genre en Europe ne remontait qu'au mois d'octobre 1910 (jugement rendu à Christiania sur un rapport de Daas).

ce point, dont d'ailleurs quelques pays ont déjà donné l'exemple, répondrait à un besoin évident du commerce et diminuerait les fraudes en écriture dans une énorme proportion.

La grande difficulté de l'application d'un aussi séduisant système à l'identification des récidivistes était évidemment de trouver un moyen de classification, et, à ce point de vue, plusieurs méthodes extrêmement ingénieuses ont été proposées. Il ne rentre pas dans notre plan d'en faire l'examen, et nous nous contenterons d'en donner la nomenclature. La première classification des empreintes fut celle de Purkinje (1823), complétée par Alix. Dès 1891, un Anglais, Galton, en préconisait une nouvelle plus simple, suivie elle-même de la classification de Féré et de celle de Testut. Mais, dans les services de police, il fallait trouver un mode de classification peut-être moins parfait, mais par contre plus pratique, et, malheureusement sur ce point, le choix des divers pays n'a pas évité une extrême diversité : actuellement, on ne compte pas moins de neuf méthodes employées, chacune ayant ses vices et ses avantages propres. Récemment (1), le docteur Locard, tout en reconnaissant les inconvénients d'une perpétuelle éclosion de procédés nouveaux, qui rend impossible toute entente pour une fiche dactyloscopi-

(1) Edmond Locard. Un nouvel essai de classement dactyloscopique. Archives d'anthropologie criminelle, 1910, p. 430.

que internationale (1), préconisait un dixième système, appliqué par lui-même depuis un an déjà dans le service anthropométrique de Lyon où il donne les meilleurs résultats. Une grande simplicité, l'absence de tout inconvénient sérieux, enfin et surtout une extrême rapidité dans les recherches et le classement des fiches, lui réservent certainement un plus large champ d'application.

Plus dernièrement encore, un professeur de l'Université de Padoue. M. Tamassia, a découvert une nouvelle méthode d'identification qui consiste à photographier les veines dorsales de la main, après les avoir gonflées par la chaleur et par l'effort musculaire (2); les traces des veines, extrêmement variables suivant les individus, sont repérées à l'aide d'un quadrillage par abscisses et ordonnées. Sans doute, il est plus facile de reconnaître le dessin des veines d'une main que de lire dans les lignes délicates du doigt, mais ce procédé a contre lui sa coûteuse complication.

(1) Edmond Locard. Les services actuels d'identification et la fiche internationale. Archives d'anthropologie criminelle, mars 1906.

(2) Arrigo Tamassia. — La vene dorsali della mano como indico di identificazione personale.

A. Tamassia. — Les veines dorsales de la main comme moyen d'identification. Archives d'anthropologie criminelle, 15 décembre 1908.

Edmond Locard. Chronique Latine. Archives d'anthropologie criminelle, 25 juillet 1909. Ces. Lombroso. Archivio di Anth. crimin., medic. lég., etc. Vol. 39, fascic. 4 et 5, 1908.

LES FICHES BERTILLONNIENNES

Depuis 1832, date de l'ouverture à Paris du premier bureau anthropométrique, le modèle des fiches employées en France a changé bien des fois. Aujourd'hui encore, elles ne sont pas les mêmes à Paris et en province, et il est bon de savoir les indications générales qu'elles portent les unes et les autres.

La fiche parisienne comprend : les nom, prénoms, pseudonymes et surnoms, lieu et date de naissance, noms du père et de la mère, profession, antécédents et motifs de la détention; — marques particulières et cicatrices; — empreintes successives et roulées des dix doigts; — âge apparent et âge déclaré; — anthropométrie complète (hommes) ou réduite (femmes); — couleur de l'iris gauche; — formule dactyloscopique Bertillon; — couleur des cheveux, de la barbe et du teint; — photographie de face et de profil au 1/7.

La fiche provinciale lui ressemble d'ailleurs beaucoup. Mais, pour cause d'économie et d'insuffisance de personnel, elle ne possède ni photographie, ni formule dactyloscopique.

Quant au portrait parlé, il existe bien à Paris comme en province, mais seulement sur les fiches dites alphabétiques.

DEUXIÈME PARTIE

Histoire des grands Procès d'Identité

Nous avons vu tout à l'heure l'extrême utilité de l'expertise dans les affaires d'identité; nous pouvons aussi en suivre le lent développement depuis le xvi^e siècle, mais surtout depuis le milieu du xviii^e. Les progrès de la médecine, les découvertes nouvelles des autres sciences ont, en effet, permis des recherches et donné des résultats que les enquêtes les plus minutieuses et les interrogatoires les mieux conduits n'auraient jadis jamais rendus possibles. Aussi, dans l'étude chronologique des procès d'identité que nous avons pu recueillir de 1557 à nos jours, nous efforcerons-nous d'examiner surtout les méthodes d'identification employées. Malheureusement, sur ce point, les sources que nous avons utilisées sont souvent trop brèves, par-

fois même tout à fait muettes, et force nous a été de laisser bien des lacunes. De même, il est probable que les Tribunaux français du XIX^e siècle ont eu à juger plus de procès d'identité que nous n'en rapportons ici; mais nos recherches pour cette période ne nous ont pas donné les résultats que nous en attendions et nous avons dû renoncer à augmenter la liste que nous avions tout d'abord établie.

CHAPITRE PREMIER

Les procès d'identité en France sous l'ancien régime

I. — SUPPOSITION DE PERSONNES ADULTÈRE (MARTIN GUERRE) (1)

Ce nom, qui nous reporte au milieu du XVI^e siècle et qui figure cependant dans tous les recueils de causes célèbres, est celui d'un imposteur dont le succès égala l'audace. Bien que l'étrangeté de cette romanesque histoire la rende presque invraisemblable, nous nous ex-

(1) Richer, Causes célèbres et intéressantes, tome I, p. 1-42.

Gayot de Pitaval, Causes célèbres et intéressantes avec les jugements qui les ont décidées, tome I, p. 1-51.

Pasquier, Recherches, tome II, livre VI, chap. 36.

cusons de la rapporter, d'abord à cause de sa célébrité, et ensuite parce qu'elle nous est attestée par le Chancelier de Marguerite de Navarre, Coras, devenu sous Henri II conseiller au Parlement de Toulouse et nommé rapporteur de ce procès.

Un jeune Basque, Martin Guerre, âgé de onze ans seulement, avait épousé en 1539 une jeune fille du même âge, Bertrande de Rols, et en avait eu dix ans plus tard un fils qu'on appela Sanxi : à la suite de quelques difficultés avec son propre père, Martin s'était enfui quelque temps après et n'avait plus donné signe de vie.

Huit ans plus tard, on vit paraître à Artigues un individu qui se donna pour l'absent de retour et qui avait, en effet, avec lui quelques traits communs. Reconnu pour tel par sa femme, ses quatre sœurs, son oncle, ses amis et tous ses voisins, il avait repris sa place dans la famille et vivait dans la plus entière sécurité, quand un soldat, rentrant dans ses foyers et passant par Artigues, le vit par hasard et n'hésita pas à proclamer qu'il était un imposteur, vu que le véritable Martin Guerre servait à l'armée de Flandre.

Cette déclaration jeta les premiers soupçons dans la famille : Bertrande de Rols alla même jusqu'à en prendre secrètement acte devant notaire. Néanmoins, ce ne fut que trois ans plus tard et pour des motifs de vengeance personnelle que Pierre Guerre, l'oncle de Martin, se décida à dénoncer celui qui se disait son neveu, à le faire enfermer dans la prison de Rieux, et à provoquer une instruction qui, dès le début, se heurta

aux plus grandes difficultés. Tout ce que rapportait l'inculpé de ses premières années de mariage se trouvait vérifié, même les choses les plus secrètes; il avait aussi pour lui la reconnaissance universelle des gens du pays au moment de son retour. Mais, sur les cent cinquante témoins interrogés par le juge, trente-cinq à peine affirmaient que l'inculpé était bien Martin Guerre, tandis que cinquante le reconnaissaient pour un certain Arnauld du Tilh, et que les autres n'osaient même pas se prononcer.

On en était là de la procédure quand le juge de Rieux déclara tout à coup l'accusé coupable d'imposture et le condamna à avoir la tête tranchée et le corps mis en quatre quartiers. Appel interjeté au Parlement de Toulouse, celui-ci recommença l'enquête et, pour asseoir son jugement, chercha des témoignages plus concordants; mais, comme à Rieux, Bertrande de Rols ne soutint qu'avec incertitude l'identité de Guerre et de celui qu'elle reconnaissait pour son mari; sur les trente témoins cités, neuf reconnurent formellement Martin Guerre, huit Arnauld du Tilh, et les autres s'abstinrent. Et pourtant, ces affirmations contradictoires étaient données par des gens qui touchaient de bien près à l'un ou à l'autre : les quatre sœurs et les deux beaux-frères de Guerre persistaient à reconnaître leur parent, tandis que Carbon Barreau, oncle d'Arnauld du Tilh, ne put retenir ses larmes en voyant son neveu dans les fers.

Presque tous, cependant, s'accordaient à reconnaître que le véritable Martin Guerre « était plus haut

« et plus noir que celui qui revendiquait son nom et
 « son état, qu'il avait le corps et les jambes plus grê-
 « les, le dos plus voûté; que son menton était fourchu,
 « sa lèvre inférieure pendante, son nez large et camus,
 « ses dents petites; qu'il avait enfin la marque d'un
 « ulcère au visage et une cicatrice au sourcil droit »,
 toutes choses qu'on ne retrouvait nullement chez l'ac-
 cusé que vinrent encore charger les déclarations du
 cordonnier de Guerre. Enfin, on allait jusqu'à tirer ar-
 gument du peu de ressemblance de Sanxi et de son
 prétendu père. Toutes ces différences semblent suffi-
 santes pour avoir pu former la conviction du juge;
 mais l'imprécision et les contradictions des témoigna-
 ges venaient là encore obscurcir les choses : il fut
 impossible de trouver seulement deux témoins dont les
 déclarations fussent complètement concordantes sur les
 marques et les cicatrices de Martin Guerre. On faisait
 valoir d'ailleurs qu'avec les années le corps peut gros-
 sir et, par là même, sembler moins grand; on invo-
 quait la ressemblance de l'inculpé avec les quatre
 sœurs de Guerre, et aussi les marques qu'il avait et
 que l'on prétendait avoir vues à ce dernier. Bref, les
 juges étaient dans l'incertitude la plus grande quand
 survint un nouveau Martin Guerre qui présenta immé-
 diatement une requête à l'effet de se voir restituer son
 nom et son état. Il n'eut pas à attendre longtemps.
 Dès qu'elles l'eurent aperçu, sa femme et ses quatre
 sœurs reconnurent en pleurant une erreur à la bonne
 foi de laquelle il eut d'ailleurs quelques peines à croire.
 Le 12 septembre 1560, la sentence du juge de Rieux

fut confirmée et Arnould du Tilh, convaincu de supposition de personne, d'adultère et de vol, condamné à faire amende honorable, puis à être pendu devant la maison où il avait vécu. Avant de mourir, il avoua ses crimes, et reconnut qu'étant soldat en Flandre avec Martin Guerre, il était parvenu peu à peu à gagner sa confiance et à lui faire avouer ainsi une foule de particularités dont la connaissance avait fait triompher ses coupables desseins.

II. — ABANDON D'ENFANT. RÉCLAMATION D'ÉTAT
(MARIE COGNOT) (1)

Beaucoup moins connue, mais aussi beaucoup moins invraisemblable, est l'histoire de Marie Cognot : désavouée par ses parents, Marie Nassier et Joachim Cognot, médecin de la reine Marguerite. Elle était née en 1599, comme le constatait son acte de baptême dressé peu après, le 24 juillet, et, pendant trois ans, elle vécut chez ses parents, objet de l'aversion de son père. Mais, en 1602, celui-ci, ayant résolu de s'en défaire, la mit en pension chez une certaine Françoise Boutet chez laquelle il ne reparut plus, et qui continua néanmoins à prendre soin de l'enfant. Quatorze ans s'étaient écoulés quand un jour, par pur hasard, elle retrouva le médecin ; reconnaissant aussi sa femme qui, sans dire son nom, était venue visiter sa fille et avait manifesté

(1) Gayot de Pitaval, Causes célèbres, tome V, p. 89-166.

une grande émotion auprès d'elle, la femme Boutet n'hésita pas à leur réclamer ses quatorze années de pension : une transaction s'ensuivit, et les époux Cognot prirent la petite Marie à leur service. Elle fut d'ailleurs traitée par eux plus en fille qu'en servante, si bien qu'à la mort du médecin, elle se décida à intenter à celle qu'elle avait tant de raisons de croire sa mère une action en réclamation d'état (1629).

Elle avait pour elle d'abord et surtout l'acte baptismal de Marie Cognot et l'absence d'un acte de décès à ce nom ; puis l'invraisemblance des explications données par la femme du médecin sur la mort de sa fille, et aussi les présomptions que l'on pouvait tirer de toute sa conduite où la tendresse maternelle reparais-sait souvent ; enfin la ressemblance de leurs visages et de leurs voix, jointes aux déclarations de la femme Boutet et à quelques autres témoignages, peu convain-cants d'ailleurs. Les motifs qui pouvaient expliquer une conduite aussi révoltante d'une mère à l'égard de sa fille étaient évidents : Cognot avait, en mourant, laissé tous ses biens à sa femme. Aussi, le **Parlement** de Paris, ajoutant foi à ces divers indices et témoi-gnages et confirmant par arrêt du 4 décembre 1638 la sentence rendue par le bailli de Saint-Germain des Prés neuf ans auparavant, condamna-t-il Marie Nas-sier à reprendre Marie Cognot pour sa fille, à lui res-tituer tous ses biens et à payer tous les dépens du procès. Pour rendre un arrêt d'une pareille impor-tance, il est curieux de voir combien peu d'attention fut donnée par les juges aux trois années passées par

la réclamante chez ses parents et pendant lesquelles bien des observations caractéristiques avaient certainement dues être faites par ceux qui l'avaient approchée alors. Bien au contraire, leur décision fut motivée surtout par les larmes de la mère lors de sa première entrevue avec sa fille et par les égards qu'elle lui témoignait dans la maison, indices qui, pour avoir une certaine valeur morale, n'en sont pas moins faibles au point de vue juridique et devraient à peine servir à compléter une preuve insuffisante.

III. — ABSENCE. RÉCLAMATION D'HÉRITAGE

(ANDRÉ CASALI)

C'est au milieu du XVII^e siècle que fut écrit le plus célèbre des vieux traités de médecine légale, sous ce titre : « *Quæstionum medico legalium tomi tres* » (1). L'auteur en était le célèbre Paul Zacchias (2), médecin du pape, et bien des fois consulté par le tribunal de la Sainte Rote pour sa science juridique et ses connaissances médicales. Quelques parties de son livre sont précisément consacrées à l'identité et à la ressemblance. C'est ainsi qu'il examine longuement et à plusieurs

(1) Pauli Zacchiæ, Romani, totius status ecclesiastici proto-medici generalis, *Quæstionum medico-legalium tomi tres*. Lugduni Ex typographia Germany Nanty. M.DC.LXXIV.

(2) Paul Zacchias, médecin italien (1584-1659), médecin du pape Innocent X et proto-médecin des Etats pontificaux.

reprises la question, très controversée alors, de savoir si la ressemblance peut faire la preuve de la filiation, notamment en cas de deux mariages consécutifs d'une femme, ou bien en l'absence de tout autre mode de preuve (1). C'est ainsi encore qu'il rapporte le procès d'un noble Bolonais, André Casali (2).

Celui-ci était parti pour la guerre à la fleur de l'âge, et, n'ayant pas donné de ses nouvelles, n'avait pas tardé à passer pour mort. Ses proches se mirent en possession de son héritage qui leur revenait de droit et ils en jouissaient depuis de longues années déjà, quand vint à Rome un homme se disant Casali et réclamant ses biens. Bien qu'il eut en sa faveur, outre de graves présomptions, quelques signes fort évidents, il fut néanmoins jeté en prison comme faussaire. Quand son procès vint à être examiné, parmi les arguments qui militaient contre lui, on fit surtout valoir sa grande dissemblance avec le véritable Casali : c'est pourquoi

(1) Zacchias, *op. cit.* — Procès de dame Marguerite, fille de Flavie, contre Marc-Antoine Victorio, frère et possesseur des biens de Jean-Baptiste Victorio qu'elle réclamait pour père en se basant surtout sur la ressemblance qu'elle avait avec lui. — Consultation favorable de Zacchias (tomus III, consilium LX), suivie d'une décision dans le même sens par le Tribunal de la Sainte Rote, en décembre 1634 (tomus III, decisio LXIX).

(2) Zacchias, *op. cit.* tomus III, consilium LXI. Bien qu'il s'agisse ici de l'identité d'un Italien, reconnue par une juridiction italienne, nous nous sommes décidés à le rapporter à cause de la célébrité de Zacchias et du rôle qu'il y a joué. Nous ignorons d'ailleurs sa date exacte.

Zacchias fut consulté par la congrégation chargée du procès sur le point de savoir s'il était possible que la figure d'un homme change à ce point qu'on ne puisse plus le reconnaître. Après avoir fait ressortir la multitude des causes qui peuvent modifier complètement la physionomie et la conformation générale du corps d'un humain, même en très peu de temps, comme les maladies, le genre de vie, l'âge, les passions, il déclara qu'il serait inique de rejeter *a priori* les réclamations du prisonnier par cela seul qu'on ne retrouvait pas chez lui les traits d'André Casali. « C'est, ajoute-t-il, dans les constatations précises de la médecine seules que l'on peut puiser une pareille assurance. » Et si l'on songe que ce réclamant a été absent de sa patrie pendant plus de trente ans, a passé de longues années chez les barbares, y a enduré les plus grands rigueurs, les intempéries et une nourriture affreuse, on ne peut tirer aucune conclusion de ce seul fait qu'il revient méconnaissable.

Ces excellentes raisons, pleines de force et de bon sens, jointes à quelques particularités de la personne du prévenu et à l'absence de preuve du décès d'André Casali, décidèrent les juges, qui le réintégrèrent dans son état, son nom et ses biens.

IV. — DISPARITION D'UN ENFANT. RÉCLAMATION D'ÉTAT
(LE GUEUX DE VERNON) (1)

Dans le petit village normand de Bois-Hiéraulme, voisins de Vernon, disparaissaient, en septembre 1654, pendant une courte absence de leur mère et sans laisser de traces, les deux fils aînés de Lancelot Le Moine, ancien notaire au Châtelet de Paris, et de Jeanne Vacherot, sa veuve. Pierre, l'aîné, n'avait pas quinze ans, le second, dix. Après neuf mois d'infructueuses recherches, et après avoir cru un instant reconnaître son fils Jacques sous les traits d'un gamin rencontré avec un mendiant dans les rues de Paris, la veuve Le Moine venait de saisir la justice de cette affaire, quand, se trouvant dans l'église de Vernon, un dimanche, ce même mendiant, accompagné du même enfant, y entra aussi, vint lui parler à voix basse et se fit donner l'aumône. C'en fut assez pour mettre la ville en effervescence; Jeanne Vacherot est traitée de mère dénaturée; tous, surtout les femmes, prétendent reconnaître le petit Jacques. Effectivement, le mendiant répond avec embarras aux questions qui lui sont posées; on le conduit au lieutenant particulier; il a beau déclarer qu'il s'appelle Jean Monrousseau, donner tous les renseignements sur sa vie passée et affirmer que

(1) Richer, Causes célèbres, tome I, p. 59-116. — Gayot de Pitaval, Causes célèbres, tome I, p. 64-165.

l'enfant est son fils, le juge ne l'en fait pas moins enfermer (25 juillet 1655). Une enquête ayant été ouverte sur une requête de Jean Le Moine, parent du disparu, le petit mendiant, confronté avec Jeanne Vacherot qui persiste à ne pas le reconnaître, court au-devant d'elle en l'appelant sa mère; Monrousseau, aux nombreuses questions qu'on lui fait, donne les réponses les plus contradictoires; vingt témoins, parmi lesquels d'anciennes servantes de Le Moine, viennent attester les uns qu'ils reconnaissent l'enfant, les autres qu'ils l'ont entendu rappeler une foule de détails de son enfance à Vernon et parfaitement reconnaître les personnes qu'il avait pu voir avant sa disparition; enfin, chose plus grave, un chirurgien déclare qu'il a pansé autrefois une plaie au front du petit Le Moine et qu'il en retrouve distinctement la cicatrice. Aussi une première sentence, provisoire il est vrai, est-elle portée contre Jeanne Vacherot, la condamnant à donner cent livres de provision à celui qu'elle refuse de reconnaître pour son fils. Mais le Parlement de Paris s'émeut, annule à trois reprises la procédure de l'obstiné magistrat de Vernon, et, finalement, obtient deux arrêts du Conseil (18 février et 2 juin 1656), terminant ce conflit de juridictions et lui donnant pleine compétence pour cette affaire.

Sur ces entrefaites, Pierre Le Moine, le frère aîné de Jacques avec lequel il s'était enfui de la maison paternelle, revint seul à Vernon : son frère, disait-il, était mort à Saint-Waast, et il rapportait un certificat de son inhumation. Dès lors, la partie devenait inégale

entre, d'une part, Monrousseau et la veuve Le Moine, de l'autre les juges de Vernon pris à partie.

M. Bignon, alors avocat général, résuma fort bien, dans son réquisitoire, les moyens employés, de part et d'autre. En l'absence de tout signalement de Jacques Le Moine au moment de sa disparition, on ne possédait que quelques présomptions et quelques témoignages, toujours bien dangereux en pareille matière. Le Moine avait une cicatrice près de l'œil droit, des cheveux blonds et, en outre, une certaine ressemblance avec le jeune mendiant : c'étaient là les seuls points certains qu'avaient pu invoquer les partisans de leur identité. Tout ce qu'on alléguait en outre n'avait qu'une faible valeur : le petit pauvre avait bien au visage quelques marques qui étaient héréditaires dans la famille du notaire au Châtelet, mais personne ne pouvait attester qu'elles existaient chez Jacques; il avait bien reconnu des personnes et des lieux, mais, pendant six jours, il était resté soumis à l'influence et aux bavardages des commères de Vernon et de Bois-Hiéraulme, convaincues qu'il était fils des époux Le Moine et toutes disposées à l'en persuader lui-même; il avait d'ailleurs intérêt à se faire passer pour tel et n'avait pu se garder de quelques contradictions; quant aux nombreux témoignages affirmant sa ressemblance, l'assurance avec laquelle ils étaient rendus ne pouvait pas suppléer à la précision et aux détails qui leur manquaient à tous. En face de preuves aussi faibles, on avait la possession d'état de l'enfant, les affirmations de Monrousseau son père, la froideur et les dénégations

tions de celle qu'on avait voulu lui donner pour mère, le témoignage et le certificat de Pierre Le Moine, enfin la différence d'âge que semblait marquer le faible développement corporel de l'enfant, auquel on aurait à peine donné neuf ans. Quant aux présomptions que l'on voulait tirer de l'état peu recommandable du mendiant et de la sécheresse de cœur montrée constamment par Jeanne Vacherot, il était facile d'en contester la valeur, et, d'ailleurs, on pouvait, à l'inverse, invoquer le peu de créance qu'en pareilles circonstances, mérite l'opinion d'une ville, si prompte à adopter toutes les nouveautés et à ne voir les faits qu'à travers le prisme de ses préjugés.

Devant ces motifs, M. Bignon conclut à l'obligation pour Louis Monrousseau de reconnaître Jean Monrousseau pour père et de lui obéir comme tel. Et le Parlement, adoptant l'opinion de son avocat général, rendit en ce sens son arrêt définitif le jeudi de la semaine de la Passion 1659. Quant aux juges de Vernon, ils avaient été mis hors de cause pour avoir mal jugé par erreur et non pas par esprit de vengeance, comme on les en avait accusés.

V. — SUBSTITUTION D'ENFANT (BERNARD DE SAINT-GÉRAND)

Au moment même où se jugeait le procès du Gueux de Vernon, dont nous venons de voir l'issue, la famille

(1) RICHER, *Causés célèbres*, I, p. 123-266.

GAYOT DE PITAVALL, *Causés célèbres*, tome I, p. 179-336.

des comtes de Saint-Géran, gouverneurs du Bourbonnais, était victime d'une suppression d'enfant. Les circonstances dans lesquelles elle se produisit fit rouler les débats surtout sur le fait de l'accouchement : néanmoins, la question de l'identité ayant été aussi soulevée au procès, il peut être intéressant, même à notre point de vue spécial, de connaître au moins les grandes lignes de cette affaire.

Elle remonte à 1641. Au début de cette année, la nouvelle se répandit dans le Bourbonnais qu'après vingt ans d'un mariage stérile, le comte de Saint-Géran, gouverneur de cette province et dernier représentant de son nom, allait enfin être père. Effectivement, le 16 août, la comtesse fut prise de douleurs violentes et se retira dans ses appartements, d'où l'on fit sortir tous les membres de la famille, à l'exception de la sage-femme, des deux sœurs Quinet faisant office de femmes de chambre, et de la marquise de Bouillé, sœur du gouverneur. Dans la soirée, on lui administra un calmant qui la fit tomber dans un sommeil léthargique, et quand elle se réveilla le lendemain matin, se croyant délivrée et en donnant tous les signes, on lui affirma qu'elle n'était pas accouchée. Malgré la fermeté avec laquelle elle nia une aussi extraordinaire affirmation, et les larmes avec lesquelles elle réclamait son enfant, les personnes présentes parvinrent à persuader le comte de Saint-Géran et sa mère, la maréchale. Une semaine, un mois, des années se passèrent, et les Saint-Géran s'attachèrent à un jeune garçon qui aurait été contemporain de leur enfant et que leur

intendant Beaulieu avait obtenu d'amener au château, le disant fils de son frère décédé et de Marie Pigoreau, sa femme.

La douleur de la comtesse semblait donc éteinte par les années quand le bruit se répandit qu'elle avait bien été vraiment la victime d'une suppression d'enfant : le jeune Bernard Beaulieu, disait-on, n'était autre que son propre fils, la marquise de Bouillé, héritière présomptive de l'énorme fortune du gouverneur, ayant été l'âme de cette infâme conspiration.

Aussitôt, les Saint-Géran s'émeuvent. Le lieutenant général de Moulins procède à l'interrogatoire de la sage-femme, et, sur ses réponses mensongères et contradictoires, la condamne à la potence, restituant, par le même jugement, leur fils aux Saint-Géran. Appel interjeté au Parlement de Paris, les langues se délient, et la Pigoreau, soi-disant mère de l'enfant, est décrétée d'accusation ; mais, comme par une mystérieuse fatalité, la plupart de ceux qui auraient pu donner quelque éclaircissement à cette affaire, l'intendant Beaulieu, la marquise de Bouillé, la sage-femme, le comte de Saint-Géran, meurent successivement. L'affaire ne pouvait donc plus se poursuivre qu'entre la comtesse, d'une part, et, de l'autre, Marie Pigoreau et les deux filles Quinet, soutenues par la duchesse de Ventadour et la comtesse du Lude qui, à défaut d'héritier direct, réclamaient la succession du gouverneur.

Tout roulait sur cette double question : la comtesse de Saint-Géran est-elle accouchée le 16 août 1641 ?

Si oui, l'enfant réclamé est-il bien son fils ? Les accusées s'efforcèrent de répondre négativement à la première. D'abord, disaient-elles, il n'y a pas eu de grossesse, les médecins et sages-femmes de Moulins l'ont eux-mêmes déclaré, et le grand désir des Saint-Géran d'avoir un héritier suffit à expliquer leur erreur; puis il n'y a pas eu d'accouchement, l'honnêteté reconnue de la marquise de Bouillé et la confiance que le comte et la maréchale ont accordé sur l'heure à ses affirmations et à celles de la sage-femme en font foi; plusieurs témoins attestent d'ailleurs que l'intendant Beau-lieu, accusé d'avoir emporté l'enfant, ne s'est pas absenté un seul jour dans le courant du mois d'août; enfin, quelle chose invraisemblable que cet enfant ayant toujours et publiquement joui de l'état d'un autre et ramené par les coupables eux-mêmes dans la maison d'où on l'aurait arraché !

A ces arguments, plutôt ces présomptions, la comtesse opposait en faveur de sa réclamation une foule de témoignages fort concordants. Outre sa grossesse, qu'attestaient presque tous ceux qui l'avaient approchée, notamment les médecins de Paris et sa propre mère; outre son accouchement que non seulement les gens de l'art déclaraient possible dans les circonstances que nous avons dites, mais dont plusieurs témoins affirmaient avoir eu la preuve et qu'avaient avoué aussi les filles Quinet et la sage-femme elle-même dans son quatrième interrogatoire, la comtesse établissait : 1° que son enfant avait été enlevé; 2° que cet enfant était bien le même que celui qui vivait au château et que

réclamait la Pigoreau. Des témoins dignes de foi affirmèrent avoir vu Beaulieu l'emporter de nuit dans une petite corbeille et la sage-femme en avait parlé à ses enfants. Quant à son identité, on pouvait, grâce à de nombreux témoignages et à un acte de baptême du 7 mars 1642, suivre ses traces depuis son enlèvement jusqu'au jour où on l'avait ramené au château. Sauvé par Beaulieu au moment où la misérable sage-femme lui enfonçait le crâne, mettant ainsi sur sa tête un signe ineffaçable, on le trouve aux Echerolles, au Port de la Chaise, à Ché, enfin à Descontoux, près de Thiers, où l'intendant le laisse en nourrice; puis, cinq mois après, on le ramène à Paris à travers la Bourgogne; la Pigoreau s'en charge, le fait baptiser furtivement à Saint-Jean en Grève, le met en nourrice à Corey-en-Brie, et, son second fils Henri étant mort, dissimule son décès et lui substitue l'enfant pour l'entretien duquel elle reçoit une forte pension. Enfin, ses remords et ceux de son beau-frère les décident à le rapprocher des Saint-Géran : mais quelques paroles imprudentes leur échappent et font naître dans le public les premiers soupçons.

Telle avait été l'odyssée de ce malheureux enfant : elle ressortait d'une enquête minutieuse et était attestée par une telle concordance de faits et de témoignages que le Parlement se déclara suffisamment instruit. Par arrêt du 5 juin 1666, il confirma définitivement le premier jugement rendu à Moulins, mit Bernard de la Guiche, en qualité de fils légitime de Claude de la Guiche de Saint-Géran et de Suzanne de Longaunay,

en possession du nom, des biens et des armes de son père, et condamna par contumace à la potence et à la confiscation Marie Pigoreau qui s'était soustraite par la fuite aux conséquences de sa coupable complicité.

VI. — ABSENCE. BIGAMIE (JEAN MAILLARD) (1)

Si la question d'identité ne fut en quelque sorte qu'un des petits côtés du procès dont nous venons de voir le dénouement, elle est, au contraire, le fonds même de ceux qui vont suivre, notamment de celui-ci, soulevé comme toujours par des questions d'intérêt.

Il s'agit d'un certain Jean Maillard, né à Toul en 1607, ayant fait successivement tous les métiers en France et en Allemagne. Le 14 août 1625, il avait épousé à Paris la fille d'un archer du guet, Marie de la Tour; mais il ne tarda pas à être en fort mauvais termes avec elle, la quitta en 1630, servit en Allemagne sous les ordres de M. de Plettemberg, se réunit en 1638 à quelques compatriotes et se mit à fondre des cloches dans les villages en réclamant des certificats à son nom; il s'engagea enfin comme frère lai dans l'abbaye de Reinfelstein.

Pendant ce temps, sa femme se faisait déclarer par écrit par le capitaine de Lignon que « le nommé Jean Maillard, dit Mangin, âgé de trente ans ou environ,

GAYOT DE PITAVALL, Causes célèbres, tome XII, p. 139-255,

ayant les cheveux blonds et frisés, se disant natif de la ville de Toul et marié à Paris, est mort du flux de sang en Italie, dans le quartier de Salusses, le 10 de mars 1630 », après quoi elle épousait, le 26 avril 1646, un homme de noble condition, le sieur Thibault de la Boissière. Celui-ci mourut après vingt-cinq ans de paisible mariage, laissant un seul fils, Pierre, qui lui succéda sans contestation. Mais des collatéraux jaloux ne tardèrent pas survenir et à circonvenir le frère de Jean, Nicolas Maillard, qui part pour l'Allemagne et persuade son frère de quitter son cloître dans l'espérance de recueillir une opulente communauté, laissée, disait-il, par Marie de la Tour.

De retour en France, Jean Maillard apprend la vérité et intente une plainte en adultère contre sa femme par-devant le lieutenant criminel du Châtelet de Paris : Marie est appréhendée, enfermée à la Conciergerie, et, après confrontation avec lui, déclare qu'elle ne le connaît pas. Appel ayant été fait au Parlement de cette première procédure criminelle, un arrêt contradictoire du 30 août 1670, à l'audience de la Tournelle, vint renvoyer les parties aux requêtes du Palais à fin civile seulement. Nous nous dispenserons d'entrer dans les détails d'une procédure extrêmement longue que Gayot de Pitaval qualifie lui-même de « pais barbare » et qui remplit jusqu'à quarante audiences, Jacqueline Maillard ayant repris l'instance après la mort de son frère, survenu le 16 décembre 1671. Nous indiquerons seulement les principaux modes de preuve employés.

Les collatéraux avides du sieur de la Boissière sou-

tenaient que l'ancien soldat était le mari de l'intimée; ils le prouvaient 1° par les déclarations et les interrogatoires de Jean Maillard lui-même; 2° par les dépositions de nombreux témoins dont plusieurs faisaient partie de sa famille; 3° enfin et surtout par la conformité des signatures : la Cour avait, en effet, nommé quatre experts à l'effet de comparer les signatures de Jean Maillard, antérieures à son départ de France, et celles de l'appelant (1); ils convinrent qu'elles étaient l'œuvre d'une même personne, et que les dernières n'étaient distinguées des autres que par l'appesantissement de la main dû à l'âge. Jean Maillard avait signé sans crainte, devant les réquisitions de la justice, et cela en public, à la vue des magistrats et de ses adversaires, sans hésitation, en toutes rencontres. La même ressemblance existait avec la signature du traité passé en 1650 avec l'abbaye de Reinfelstein. Aussi les adversaires ne purent-ils qu'invoquer quelques exemples célèbres de grands faussaires, fort peu probants ici, l'état de tailleur, de soldat et de fondeur disposant peu un homme à ce genre de crime. Quant à la ressemblance des traits, plus de quarante témoins déclarèrent reconnaître Jean Maillard avec certitude l'ayant vu autrefois à Toul et à Paris, et donnant des renseignements précis sur son compte : on le reconnaissait d'abord à « l'air de sa personne », à sa parfaite

(1) Jean Maillard et les collatéraux du sieur de la Boissière étaient appelants comme d'abus du second mariage de Marie de la Tour.

ressemblance avec sa mère et sa sœur et aux traits caractéristiques de son visage : « nez fort gros vers « l'extrémité et recourbé au milieu, oreilles plates sans « être rebordées avec le lobe inférieur complètement « collé à la tête » ; seule, la couleur des cheveux avait changé.

Les témoins produits par Marie de la Tour reconnaissaient eux-mêmes certains de ces traits. Mais, de son côté, elle invoquait quatre ordres d'arguments : d'abord le certificat de décès délivré par le capitaine de Lignon ; puis le fait que Jean Maillard n'avait pas été vu à Paris depuis 1629 et à Toul depuis 1615, et la grande jeunesse de la plupart des témoins à l'époque où ils l'avaient connu ; en troisième lieu, la crédulité du public, les erreurs de ressemblance, et l'absence de signes absolument décisifs ; enfin, quelques erreurs commises au cours des interrogatoires par l'appelant qui s'était trompé notamment sur le lieu de leur demeure après leur mariage.

De ces arguments, peu portaient : en effet, le certificat invoqué n'avait aucunement la valeur d'un acte authentique ; d'autre part, la mémoire et les sens d'un enfant valent bien ceux d'un homme. Aussi, après avoir parlé pendant près de trois audiences, l'avocat général Bignon, rejetant la fin de non-recevoir qu'on aurait voulu tirer des quarante-trois années de non-présence de Jean Maillard, conclut-il en faveur des appelants comme d'abus de la célébration du deuxième mariage de Marie de la Tour, mais avec ce tempérament que la Cour adjugeât à Pierre Forain, sieur de Villiers, en

compensation de la succession du sieur de la Boissière, son père, une somme très considérable sur les biens que celui-ci avait laissés. Le 15 mars 1674, ses conclusions étaient adoptées par la Cour qui, reconnaissant l'identité de Jean Maillard, déclara non avenu le second mariage de sa femme et régla par le même arrêt les diverses questions secondaires qui étaient venues se greffer sur ce curieux procès.

VII. — DOUBLE EXISTENCE. ACCUSATION D'ASSASSINAT
(LOUIS DE LA PIVARDIÈRE) (1)

Jusqu'à présent, nous avons vu la complexité et la contradiction des preuves suffire à expliquer les incertitudes et les lenteurs de la justice; ici, la complication causée soit par la partialité de quelques juges, soit par la lutte de juridictions rivales, est telle que l'exposé de toute la procédure nous entraînerait bien au-delà des limites que nous avons dû nous fixer pour l'étude de chaque affaire. Nous indiquerons le plus brièvement possible les grandes lignes du procès dans ses causes et son premier développement, et nous ne donnerons quelques détails que sur la dernière et principale enquête faite au Parlement.

Le 15 août 1697, Louis de la Pivardière, gentilhom-

(1) RICHER, *Causes célèbres*, IV, p. 431-578.

GAYOT DE PITAVAL, III, p. 1-114.

SAINT-EDME, *Répertoire des Causes célèbres*, 1^{re} série, tome IV, p. 376.

me herriehon, cornette dans un régiment de Lorraine, revint auprès de sa femme, dans son château de Nerbonne, près de Châtillon-sur-Indre. Ils eurent dans la soirée une violente altercation et, le lendemain, on constata avec surprise qu'il avait disparu. Interrogés, les deux servantes, Catherine Lemoine et Marguerite Mercier, répondirent évasivement; quatre personnes prétendirent avoir entendu un coup de feu dans la nuit; bref, le 5 septembre, Morin et Bonnet, l'un procureur du roi, l'autre lieutenant particulier à Châtillon, ennemis personnels du prieur d'une abbaye voisine, François de Charost, ouvrirent une enquête. Les bruits d'assassinat prirent immédiatement consistance : les dires de la petite fille du gentilhomme, les dépositions d'une trentaine de témoins, surtout les aveux les plus circonstanciés des deux servantes, rendirent presque évident l'assassinat de la Pivardière par le prieur, avec la complicité de sa femme, de deux valets et des deux servantes : le prieur fut arrêté par ordre du vice-gérant ecclésiastique de Bourges.

Cependant Madame de la Pivardière, réfugiée à Paris, obtint, le 18 septembre, un arrêt de la Chambre des vacations par lequel elle était renvoyée devant le lieutenant général de Romorantin pour y faire la preuve de la vie de son mari : par une bizarre contradiction de la procédure, on informait ainsi à Châtillon de l'assassinat d'un homme, tandis que les juges de Romorantin cherchaient à réunir les preuves de l'existence de ce même individu.

D'ailleurs, la version du crime perdait tous les jours

du terrain : on racontait que Louis de la Pivardière avait quitté le service en 1695, à l'insu de sa femme, et s'était mis à voyager ; de passage à Auxerre, il s'était passionnément épris d'une jeune fille nommée Pillard, l'avait épousée en cachant son nom et son premier mariage, et avait pris une charge d'huissier. Sa femme, ayant appris cette infidélité, lui en aurait fait de vifs reproches dans la fameuse soirée du 15 août, et, craignant que sans sa colère elle ne le fit arrêter, il se serait décidé à repartir précipitamment. On fit quelques recherches dans ce sens ; effectivement, ses traces furent retrouvées du 15 au 18 août, et, à Auxerre, on sut qu'il était marié sous le nom de Bouchet ; mais, apprenant l'accusation portée contre sa femme à Châtillon, il fait immédiatement dresser acte de son existence par deux notaires et vient se présenter devant le lieutenant criminel de Romorantin pour qu'il soit procédé à sa reconnaissance. On se transporte alors à Lucé où le curé, les officiers de la juridiction et douze habitants le reconnaissent ; à Jeu, deux cents personnes certifient son identité ; sa fille Marguerite, qui avait d'abord inconsciemment déposé contre sa mère, tous les gentilshommes et les prêtres du voisinage, ses deux sœurs, n'hésitent pas à le reconnaître ; le lieutenant particulier Bonnet lui-même le prend d'abord pour un spectre. Seules, les deux servantes crièrent à l'imposture ; dans les interrogatoires qui suivirent, il leur arriva, il est vrai, de se contredire, mais ce fut toujours pour finalement se rétracter et pour en revenir à leurs premières déclarations.

C'était peu, sans doute, que le témoignage de deux inculpées; mais, outre que leur sincérité paraissait d'autant plus grande qu'elles s'accusaient ainsi elles-mêmes, on alléguait encore d'abord l'étrangeté de cette double existence, ensuite et surtout l'intérêt qu'avaient à faire disparaître l'accusation d'assassinat tout le clergé et toute la noblesse de la province, en particulier le lieutenant général de Châtillon, frère du prieur, revenu de voyage au cours du procès.

L'année 1698 se passa en compétitions entre les bailliages de Châtillon et de Romorantin, l'officialité de Bourges et la juridiction de Chartres : un arrêt du conseil de janvier 1699 vint y mettre fin en attribuant au Parlement la connaissance de tout le procès et en ordonnant en même temps qu'une enquête fût faite sur l'existence du sieur de la Pivardière. Cette enquête rassemble cette fois trois sortes de preuves : d'abord celles qui résultaient des déclarations de la Pivardière, toutes conformes, malgré l'isolement où il était tenu, à celles de sa femme; puis celles que provoqua l'information : parmi les vingt-sept témoins appelés, neuf furent déclarés inutiles ou reprochables, mais les dix-huit autres attestèrent qu'ils reconnaissaient le prisonnier pour être le véritable la Pivardière, motivant leur reconnaissance par les détails les plus convaincants; « et, ajoutait M. d'Aguesseau, alors avocat général, au lieu de dix-huit témoins, nous en aurions trouvé une foule d'autres si nous l'avions jugé nécessaire »; enfin, sept experts, ayant été désignés pour comparer les lettres écrites par le sieur de la Pivar-

dière avant l'accusation, c'est-à-dire dans un temps non suspect, et celles qu'il avait rédigées depuis pour la justification de sa femme, reconnurent à l'unanimité une entière conformité entre les caractères et la signature des unes et des autres.

Sur les conclusions de M. d'Aguesseau, la Pivardièrre, qui s'était volontairement constitué prisonnier, fut donc rendu à la liberté le 22 juillet 1699, et put rentrer dans son château de Nerbonne, dévasté pendant son absence; la procédure contre les accusés fut continuée pour la forme seulement : il fut démontré que les trois magistrats de Châtillon, Morin, Bonnet et Breton, ayant de graves motifs d'animosité contre le prieur de Charost, avaient été l'âme de ce procès et avait profité des bruits d'assassinat qui s'étaient répandus pour y impliquer leur ennemi. Non seulement ils avaient manqué à tous les devoirs de leurs charges en multipliant les irrégularités et en omettant de mentionner les témoignages contraires à leurs plans de vengeance, ils avaient encore poussé la partialité jusqu'à circonvenir les deux servantes, arrivant ainsi à les faire déposer contre la vérité.

Cette triste affaire, qui avait jeté sur la justice tout entière le discrédit mérité par quelques prévaricateurs, fut enfin terminée par un arrêt du 14 juin 1701. Catherine Lemoine étant déjà morte dans sa prison, Marguerite Mercier fut condamnée à la fustigation, à la marque et au bannissement. Quant aux magistrats de Châtillon, un arrêt de règlement du 4 juin 1699 avait déjà rejeté la prise à partie dirigée contre eux, et l'arrêt définitif n'en fit même pas mention.

VIII. — USURPATION D'ÉTAT ET DE PATRIMOINE. BIGAMIE
(PIERRE MÈGE) (1)

Le fils d'un forçat se faisant passer pour fils et héritier d'un riche gentilhomme provençal; ses prétentions admises par des centaines de témoins et par le Parlement d'Aix; l'imposture enfin reconnue par le Parlement de Paris : tel est le résumé d'une affaire dont l'intéressante procédure peut constituer le meilleur argument contre la valeur du témoignage.

En 1685, parmi les nombreux protestants que la révocation de l'Edit de Nantes força à l'exil, se trouvait un calviniste ardent, vivant ordinairement en Provence, dans la petite ville de Manosque, et nommé Scipion de Brun de Castellane, seigneur de Caille et de Rougon; il se retira à Lausanne avec son fils Isaac qu'il n'aimait guère et ses deux filles; quatre ans plus tard, les grands biens qu'il possédait en France furent attribués à ses deux belles-sœurs, ses plus proches parentes : Madame Rolland, femme de l'avocat général de Grenoble, et Madame Tardivy, dont le mari était conseiller à Grasse.

Or, en 1699, un soldat de marine, connu sous le nom de Pierre Mège, s'annonça à Toulon comme étant ce même Isaac de Caille; il expliquait sa présence

(1) RICHER, *Causes célèbres*, III, p. 113-379.

GAYOT DE PITAVALL, *Causes célèbres*, II, p. 1-350.

d'une façon assez peu naturelle. Maltraité par son père, il s'était échappé, disait-il, en 1690, en lui volant quelques écus, et après avoir exercé de misérables métiers, notamment celui de rameur, il s'était rendu à Marseille en 1695. Là, prétendait-il toujours, il avait divulgué son nom et sa religion à une femme nommée Honorate Venelle, avait fait miroiter à ses yeux les grands biens que sa conversion ferait rentrer dans son patrimoine, et l'avait ainsi épousée. Il avait vécu quelque temps avec elle, se donnant à tous pour Pierre Mège, de retour d'une longue absence; puis, faute d'argent, l'avait quittée, s'était enrôlé, et avait alors commencé à se dire fils du sieur de Caille, après avoir abjuré à Toulon le 10 avril 1699 sous le nom d'André d'Antreverges de Caille. Tel fut le récit fait par le soldat lui-même dès ses premiers interrogatoires.

Le sieur de Caille averti ayant répondu de Lausanne que son fils était mort en Suisse le 15 février 1696 et en ayant envoyé un certificat, le soldat est arrêté sur ordre de l'intendant et une première enquête est commencée à Toulon. Cette mort, tout concourt à l'attester : ce sont d'abord les déclarations et les lettres du père et de tous les parents, puis la déposition légalisée des vingt-neuf témoins de Lausanne, celles du résident français à Genève, du commandeur et du consul de Vevay, de M. de Puysieux, ambassadeur du roi, enfin la procédure judiciaire faite à Vevay le 27 avril 1699 et dans laquelle tous ceux qui ont assisté Isaac Caille dans sa dernière maladie affirment sa mort avec serment : toutes preuves de la plus grande

force, les registres mortuaires n'existant pas encore à cette époque en Suisse.

Il semblait donc certain qu'Isaac de Caille n'avait pas quitté ce pays depuis 1685 et y était mort en 1696. Néanmoins, il était possible que l'aversion paternelle, jointe à l'intolérance religieuse, ait porté le père à renier le fils et à simuler un décès; aussi, le lieutenant criminel de Toulon décida-t-il que le droit du soldat de faire la preuve de l'état qu'il réclamait serait examiné accessoirement à la procédure criminelle déjà commencée contre lui.

Appel de ce jugement fut interjeté au Parlement d'Aix, qui, par arrêt du 17 juin 1700, autorisa l'appelant à prouver d'abord son état. Bien qu'isolé et sans secours, il réunit cependant trois cent quatre-vingt-quatorze témoins de tous les points du pays, de Marseille, de Toulon, de Manosque, etc., sur lesquels cent vingt attestent formellement qu'il est bien le fils du sieur de Caille. Parmi eux se trouvent sa sœur de lait, ses trois nourrices, une vieille femme chez laquelle il a passé ses premières années : toutes s'accordent à retrouver chez lui quelques signes qu'elles avaient remarqués : ses cheveux collants, sa voix grêle, ses yeux toujours humides, plusieurs cicatrices enfin qu'il avait à l'œil, à l'oreille, au genou. Pour d'autres, le prisonnier est reconnaissable à ses pommettes saillantes, à son menton pointu, ses dents brunes, ses genoux fort gros, sa taille haute et mince, ses jambes menues, et à l'os pointu qu'il a derrière la tête. Enfin, si le soldat ignore certains faits qu'il devrait connaître, par exem-

ple le nom de sa mère, par contre il sait sur la maison qu'il dit avoir habitée avec elle une foule de détails surprenants.

Du côté de ses contradicteurs intéressés, M. Rolland et M. Tardivy, on avait surtout recherché des témoins ayant connu le prisonnier sous le nom de Pierre Mège avant l'époque où il avouait lui-même avoir usurpé ce nom, c'est-à-dire avant 1699, et aussi des preuves écrites s'appliquant à ce même homme, lui donnant ce même nom de Pierre Mège et antérieures à cette même année : plus de deux cents témoins déposèrent en ce sens. On invoquait aussi pour démontrer la fausseté de son récit l'absence chez lui de ces marques indélébiles des rameurs, le corps basané et les mains calleuses. Néanmoins, et malgré l'influence que M. Rolland pouvait avoir sur les magistrats, ceux-ci se rendirent aux conclusions de l'appelant. Considérant que ses témoins étaient dignes de confiance, et estimant que M. Rolland était certainement de mauvaise foi en poursuivant son neveu, avait suborné plusieurs témoins, avait enfin de sa propre main commis plusieurs faux et altéré des actes, le Parlement de Provence, par arrêt du 14 juillet 1706, déclara qu'André d'Antreverges de Caille était bien le même qu'Isaac de Brun de Castellane de Caille, l'envoya en possession de tous les biens de son père et ordonna des poursuites contre le sieur Rolland.

Cet arrêt fut à Aix un véritable triomphe public. Cependant, tandis qu'André d'Antreverges épousait précipitamment une mademoiselle Serry, fille de celui qui

l'avait soutenu de ses deniers à la fin du procès, et liquidait une partie de sa fortune, M. Rolland se décidait à recourir au Conseil du roi, accompagné cette fois d'Honorade Venelle, déshonorée par ce second mariage. De leur côté, les Suisses protestaient contre le peu d'état qu'on avait fait de leurs attestations. Si bien qu'après un rapide examen, un arrêt du Conseil en date du 12 juillet 1708 cassa celui du Parlement de Provence et renvoya les parties, à fins civiles seulement, devant le Parlement de Paris.

Devant cette nouvelle juridiction, les moyens d'André d'Antreverges furent à peu près les mêmes que ceux qu'il avait déjà employés. Mais ses contradicteurs, déshonorés et à demi ruinés par le premier arrêt, mirent tout en œuvre pour démontrer l'imposture. M. Rolland commença d'abord à prouver qu'aucune subornation de témoins ne lui était imputable, et que, pour les faux et les altérations dont on l'accusait, presque tous étaient contraires à son propre intérêt, s'innocentant ainsi de toute manœuvre frauduleuse. Il démontra ensuite, et par des pièces signées du soldat lui-même, que celui-ci était à Marseille dès 1694 et non pas seulement en 1695 comme il le prétendait. Enfin, passant aux innombrables témoins qui avaient reconnu le prisonnier ou tout au moins n'avaient pas donné de démenti formel à ses prétentions, il mit à jour toutes les manœuvres dont on s'était servi vis-à-vis d'eux : les moins honnêtes, on les avait achetés avec l'argent que Serry fournissait en vue du mariage de sa fille; les autres, on les faisait habilement sonder

par des complices que l'on recrutait jusque parmi les sergents chargés de porter les citations, et, le jour de la confrontation, tout surpris de s'entendre rapporter par le prisonnier comme souvenirs personnels des choses qu'ils avaient eux-mêmes divulguées peu auparavant et qui lui avaient été assitôt rapportées, il n'osaient plus, dans leur perplexité, nier que ce fût là celui qu'ils avaient connu. Enfin, M. Rolland démontra que, pour quelques vagues analogies physiques qui pouvaient exister entre le prisonnier et son neveu, il y avait une foule de différences entre eux : de l'avis général, ce dernier était de petite taille, avait les genoux plus gros l'un que l'autre, tournés en dedans et se touchant presque quand il marchait, ainsi que les pieds légèrement tordus, la tête longue, le front élevé, les cheveux châtain clair, le nez mince et aquilin, les yeux bleus et bien fendus, le teint blanc ; au contraire, il suffisait de jeter les yeux sur le prisonnier ou sur les signalements qu'on avait pris de lui lors de ses divers enrôlements, pour se convaincre qu'il avait les cheveux noirs, le visage maigre et brun, cinq pieds cinq pouces de hauteur, les yeux petits, le nez camard et la tête ronde, toutes choses qui, par une extraordinaire négligence, le Parlement d'Aix n'avait même pas remarquées pour s'en tenir seulement à quelques cicatrices.

D'ailleurs, des trois cent quatre-vingt-quatorze témoins que le soldat lui-même avait cités, deux affirment qu'il est un imposteur, et il ne s'en trouve que cent vingt pour certifier qu'il est bien le fils du sieur de Caille.

Devant de telles charges, fort habilement réunies par M. Rolland, la Cour déclara, le 17 mars 1712, que le soldat de marine était Pierre Mège et nullement Isaac de Caille, qu'il devait par conséquent immédiatement restituer à leurs propriétaires les biens dont il avait dépouillé les sieurs Rolland et Tardivy; enfin, que son mariage avec Madeleine Serry était nul et abusif. En outre, il devait être déféré aux juges criminels pour cause de bigamie (1) : mais une opposition de Marguerite Serry retarda de quelques mois la procédure, et la mort, en venant terminer la carrière de cet extraordinaire aventurier, lui épargna la honte du supplice qui l'attendait.

IX. — ACTION EN DÉSAVEU. (CHARLES HARROÜARD) (1)

A la même époque, le Châtelet eut à juger une autre affaire d'identité qui, pour être plus simple et moins connue que la précédente, mérite cependant d'être rapportée (2).

Le 13 septembre 1701, six ans après son mariage avec Guillaume Harroüard, une certaine Marie Adam

(1) D'après la jurisprudence d'alors, un accusé absous par un Parlement ne pouvait plus être inquiété pour le même crime sous quelque prétexte que ce fût. Or, Pierre Mège avait été absous du crime d'usurpation d'état par le Parlement de Provence.

(2) GAYOT DE PITAVAL, Causes célèbres, tome V, p. 1-88.

avait eu un fils Charles-François : le ménage était peu uni; Harroüard songea d'abord au désaveu, puis il y renonça. Mais, quatre ans plus tard, il soutint que, quelques semaines après sa naissance, son fils était mort de convulsions en présence de plusieurs personnes, et que sa femme, perdant ainsi l'espoir de jouir un jour de ses biens, avait fait disparaître le cadavre le soir même. Trois mois après, elle avait fait revenir, prétendait-il, un autre enfant de même âge et de même conformation, disant à toute la famille qu'il avait échappé à ces convulsions et qu'elle l'avait mis quelque temps en nourrice. Il était sûr de la substitution et ne pouvait plus tolérer dans sa maison un pareil scandale.

La lutte entre la femme et le mari s'apaisa néanmoins, et ce dernier mourut en 1708. Mais, trois ans après, la femme Delbec, chez qui on avait mis le petit Charles en pension, venant réclamer son paiement, Marie Adam soutint à son tour qu'elle n'en était pas la mère et produisit à l'appui de ses dires les anciens témoins de son mari et l'acte de décès d'un enfant nommé Charles Rouard. Le Châtelet fut saisi de l'affaire; mais l'enfant avait pour lui une cause trop bonne pour échouer : son acte baptismal, sa possession d'état pendant les premières années de sa vie, l'abandon de l'action de son père, l'absence d'acte de décès à son nom. Le tribunal accorda peu de confiance aux témoins; on n'effleura même pas la question de ressemblance, pourtant si à l'ordre du jour à cette époque : les autres preuves étaient suffisantes, et, le 20 juin 1713, l'enfant

désavoué fut déclaré fils légitime de Guillaume Harroüard et de Marie Adam, celle-ci condamnée à le recevoir chez elle en cette qualité et à payer tous les dépens.

X. — ENFANT RÉCLAMÉ PAR DEUX MÈRES (BRUNOT) (1)

Quatorze années plus tard, le même tribunal du Châtelet eut à statuer sur un litige dont les circonstances rappelaient fort celui que, dans la Bible, trancha le célèbre jugement du roi Salomon. Deux petits garçons étaient nés, en effet, à Paris, sur la paroisse Saint-Louis, le 14 novembre 1722; l'un, Guillaume, était fils d'un certain Brunot, maître cordonnier; l'autre, de René Troëlle, sculpteur. Les parents, se connaissant, décidèrent de les envoyer en nourrice ensemble, à Richeville, en Normandie, et les remirent pour cela à une « meneuse », Brunot ayant eu soin de marquer la couverture de son fils en y cousant un petit morceau de cuir. Dix-sept jours plus tard, on apprenait la mort du petit Troëlle, et le curé de Richeville dressait sous ce nom l'acte d'inhumation; mais la femme du sculpteur, ayant trouvé parmi les hardes qu'on lui avait renvoyées, un bonnet marqué d'un G, se persuada qu'il y avait eu une erreur et que son enfant vivait encore : les Brunot ne reconnurent d'ail-

(1) GAYOT DE PITAVAL, *Causes célèbres*, VII, p. 398-518, RICHER, *Causes célèbres*, VII, p. 399-508,

leurs pas le bonnet pour leur appartenir et ne tinrent aucun compte de ses doutes.

Cependant, les époux Troëlle gagnaient peu à peu tout le quartier à leur cause; et, deux ans et demi plus tard, quand les Brunot firent revenir leur fils auprès d'eux, ils allèrent le leur réclamer cette fois avec tant de véhémence que ces derniers demandèrent et obtinrent une sentence par défaut interdisant à l'avenir toute médisance à leur égard à ce sujet. Trois mois après, le 4 janvier 1727, ils étaient assignés au Châtelet par les époux Troëlle pour s'entendre condamner à restituer à ses véritables parents celui qu'ils croyaient être leur fils.

Leur cause était pourtant excellente et les arguments de leurs adversaires bien faibles. Ceux-ci prétendaient d'abord que, parmi les hardes qui leur avaient été renvoyées au lendemain du décès, se trouvait, outre le fameux bonnet qui avait fait naître les premiers doutes, la couverture marquée de cuir; ils invoquaient ensuite une certaine ressemblance entre l'enfant et le sculpteur, ainsi que le bégaiement qui leur était commun; ils soutenaient enfin que, la complexion du petit Brunot étant au moment de sa naissance, au dire de la sage-femme et des voisins, beaucoup moins vigoureuse, sa mort prématurée était plus probable que celle de son compagnon. Quant à l'acte mortuaire de Richeville, après avoir cherché à démontrer qu'il n'avait de valeur que jusqu'à la preuve contraire, comme n'ayant pas été signé par les témoins déclarés présents, et parce que ceux-ci ignoraient à coup sûr

à qui appartenait les deux enfants, leur avocat soutenait, avec de nombreux et inutiles emprunts à la littérature sacrée et profane, qu'il ne devait pas prévaloir contre l'amour maternel manifesté par la femme Troëlle.

Tout cet échafaudage de preuves était bien fragile : la preuve testimoniale n'est guère admissible contre un acte mortuaire soutenu par la possession d'état ; on ne prouvait nullement que le bonnet et la couverture en question eussent appartenu au petit Brunot ; enfin, puisqu'on prétendait que les enfants avaient été confondus le jour où ils avaient été remis à la nourrice, on aurait dû en apporter la preuve, donner un signalement précis de l'enfant, tandis que, au contraire, aucune marque particulière n'avait été observée sur son corps ou faite sur ses vêtements ; quant à la ressemblance, qu'on ne pouvait d'ailleurs pas nier, il paraissait difficile d'y voir une preuve complète et suffisante de l'identité de l'enfant.

Cette thèse était à la fois trop juridique et trop raisonnable pour ne pas triompher, surtout quand l'avocat du roi Talon eut donné aux Brunot l'appui de ses fonctions, de son nom (1) et de son éloquence, invoquant surtout en leur faveur la conformité de l'acte mortuaire et d'une possession d'état de cinq années, et la jurisprudence constante d'après laquelle la preuve testimoniale ne doit pas être admise en pareil cas.

(1) Il était l'arrière-petit-fils du célèbre Omer Talon.

Effectivement le 11 juillet 1727, les Troëlle furent déboutés de leur demande. Mais, tout en décidant que l'enfant réclamé appartiendrait comme avant aux Brunot, les juges, par égard au désintéressement et aux sentiments de tendresse paternelle du sculpteur et de sa femme, ordonnèrent la compensation des dépens.

XI. — ABSENCE. RÉCLAMATION D'ÉTAT
(JEAN GARISÈRE) (1)

Comme nous l'avons déjà vu, les difficultés qui surgissent au sujet de l'identité d'un individu sont dues, la plupart du temps, à quelque longue absence. Les traits se modifient, le souvenir s'affaiblit, et ainsi deviennent possibles erreurs et impostures. Ici encore, une absence de vingt-deux ans, faite par un riche paysan béarnais, Jean Garisère, fut la cause d'un procès de ce genre. Ayant eu une querelle avec sa femme et son beau-frère, il avait brusquement quitté son pays et avait été s'enrôler en Espagne. Mauvais soldat, il reçut un jour de son capitaine un coup si violent sur la main qu'il en fut estropié, quitta le service, rentra en France et se rapprocha de son village de l'Escun après vingt-deux ans d'absence. Tel fut du moins le récit fait par un individu qui se présenta en 1733 dans ce village, se disant être ce Jean Garisère. Sa femme était morte, et sa fille Catherine, la seule qui survécut

(1) GAYOT DE PITAVAT, Causes célèbres, X, p. 397-493.

de ses trois enfants, refusa de le reconnaître, malgré le certificat qu'il se fit aussitôt délivrer par le curé et les jurats.

C'est alors qu'il présenta une requête au Parlement de Béarn, demandant à être réintégré dans la possession de ses biens et à toucher une provision alimentaire qui lui fut aussitôt accordée. Il avait pour lui l'acte baptistaire de Jean Garisère que nul autre ne réclamait, l'absence d'acte de décès, le certificat des jurats, plusieurs témoins, parents rapprochés, qui déclaraient le reconnaître, enfin la mauvaise foi certaine de Catherine Garisère qui, n'ayant que six ans lors du départ de son père, ne pouvait guère se rappeler ses traits.

Les débats furent assez longs, car la question était difficile à résoudre. L'extrait baptistaire que le réclamant s'était fait délivrer quelques semaines auparavant ne pouvait évidemment pas suffire à faire preuve complète par lui-même ; d'autre part, déjà à cette époque, la jurisprudence s'était formée sur ce point que, en pareille matière, la preuve par témoins ne peut être admise qu'avec un commencement de preuve par écrit (1), et précisément ce caractère était contesté par

(1) On cita notamment au procès l'arrêt du Parlement de Paris du 12 janvier 1686, réformant, sur appel de Claude Marfont et d'Eléonore Sauvage, une sentence du lieutenant criminel de Chaumont qui avait reçu le nommé Jacques Joublot à vérifier par témoins qu'il était fils légitime des appelants. Jacques Joublot avait pour lui douze parents qui certifiaient son identité.

l'avocat général lui-même au certificat des jurats dont certaines assertions étaient démontrées mensongères; enfin, il était avéré que le véritable Garisère savait lire et écrire, tandis que le réclamant était obligé d'invoquer à la fois la paralysie de sa main et une sorte d'atrophie mentale pour donner une cause plausible à son ignorance; il expliquait de même, et aussi par ses voyages, son oubli du patois et de l'accent de son pays, ainsi que les circonstances de sa vie passée. Au dire de ses contradicteurs, il n'était autre qu'un certain Etienne qui, après avoir mendié quelque temps à l'Escun et pris quelques renseignements, se serait servi de la crédulité de la nourrice, de la sœur et des oncles de Garisère, ainsi que des jurats : le témoignage de ces derniers pouvait d'ailleurs inspirer quelques soupçons, vu l'empressement extraordinaire avec lequel ils avaient accordé leur certificat.

Devant tant d'incertitude, et comme tout le monde convenait que le véritable Garisère avait deux doigts de chaque pied unis l'un à l'autre par une sorte de membrane, particularité à coup sûr distinctive, on eut recours à l'expertise, mais dans des circonstances fort peu convaincantes : le réclamant prétendit s'être fait opérer; mais, comme il avait eu le temps de se faire une cicatrice volontaire et que le certificat du chirurgien commis fut rédigé en termes fort vagues, les mêmes incertitudes subsistèrent.

Aussi, l'avocat général Desclaux-Mesplez, comprenant qu'une expertise sérieuse pouvait seule donner la solution d'un tel procès, réclama-t-il un nouvel exa-

men. « Ainsi, nous estimons, avant faire droit sur les conclusions respectives des parties, d'ordonner que la partie de Casaveau (Jean Garisère) se présentera devant un commissaire de la Cour, pour subir son examen sur les interdits qui seront fournis tant de notre part que de celle de la partie de David (Catherine Garisère); pardevant lequel commissaire ladite partie de Casaveau sera interrogée sur la langue du païs, par des experts convenus on pris d'office dans le lieu de l'Escun; que, par le même commissaire ladite partie de Casaveau sera interpellée d'écrire et de lire; et, dans le cas qu'il s'excusera d'écrire, par rapport à l'état de son bras, ordonné qu'il sera invité en présence dudit commissaire par des chirurgiens roïaux, lesquels visiteront pareillement les pieds de ladite partie de Casaveau, pour, la procédure rapportée et à nous communiquée, requérir ce qu'il appartiendra. » Telle fut la conclusion de l'avocat général, très précise, très judicieuse, et marquant un grand progrès sur ce qui avait lieu autrefois en pareil cas; tel fut aussi l'arrêt de la Cour (26 mai 1734) : on entra franchement cette fois dans la voie de l'expertise confiée à des spécialistes dignes de confiance, et le témoignage était relégué tout à fait à l'arrière-plan.

Cet arrêt effraya la fille de Garisère par la perspective des lourds dépens qu'elle pourrait avoir à payer. Comme le fait judicieusement remarquer Gayot de Pitaval, elle aima encore mieux avoir à bon marché un père qui ne lui avait pas encore beaucoup coûté que d'être obligée de le prendre lorsque, après toutes les

enquêtes elle serait à la veille de sa ruine, et elle renouça à résister plus longtemps à ses prétentions.

Reconnut-elle ainsi son véritable père, on un imposteur, on ne le sut et on ne le saura jamais. Mais, dans des circonstances analogues, les premiers doutes finissent souvent par faire place à la certitude. Ainsi, nous savons que sous le règne de Louis VIII, un aventurier se présenta comme étant le comte Baudoin, père de la princesse Jeanne, comtesse de Flandre : nobles et vilains le reconnurent à l'envi, et il s'était déjà mis en possession des biens de la comtesse quand le roi de France, ayant pris connaissance de cette affaire, le déconcerta si bien par trois questions qu'il lui posa qu'il dut prendre la fuite et, s'étant réfugié à Lille, y mourut misérablement sur un échafaud (1).

De même, dans le courant de l'année 1775, le frère et la sœur d'une certaine Catherine-Narcisse Montaud, qu'on disait morte depuis longtemps, rencontrèrent un jour, à Paris, une femme qu'ils prirent pour elle (2). A force de tendresses et de discours, ils la persuadent elle-même et elle consent à les accompagner dans leur village pour se faire mettre en possession de sa fortune, dont un autre frère s'était approprié. Malgré le refus formel de celui-ci de se dessaisir de son héritage, malgré l'acte de baptême et l'acte mortuaire de 1762

(1) GAYOT DE PITAVAT, *Causés célèbres*, X, p. 445.

(2) DESESSARTS, *Causés célèbres et intéressantes*, V, p. 16 (cité par Fodéré. *Traité de Médecine légale*, tome I, p. 101).

parfaitement concordants, malgré enfin les grossières erreurs commises par cette femme, qui se disait née douze ans plus tôt que ne le constatait l'acte qu'elle réclamait, tout le village, parents, amis et voisins, prétendit la reconnaître. L'affaire alla en justice, bien que l'évidence même dévoilât l'imposture, ou plutôt l'erreur, car, par un bizarre phénomène de suggestion, la mauvaise foi de la réclamante ne fut nullement prouvée; il fut démontré que c'était une femme Baudet, vivant depuis de longues années à Paris; elle fut naturellement déboutée de sa demande et condamnée en outre aux dépens.

XII. — ENFANT RÉCLAMÉ PAR DEUX MÈRES
(GERMAIN LABRI) (1)

Nous retrouvons ici une contestation tout à fait analogue à celle que nous avons déjà vue en 1727 (2), deux mères qui réclament un même enfant; mais tandis que le petit Troëlle avait quitté ses parents si jeune que ceux-ci même étaient incapables d'en donner le moindre signalement, nous sommes ici dans des circonstances où la preuve de l'identité se présente comme beaucoup moins hasardeuse. Voici comment les choses s'étaient passées.

La femme d'un maçon parisien, Jean-François Noi-

(1) MÉJAN, *Causes célèbres et arrêts qui les ont décidées*, IV, p. 314.

(2) Affaire Troëlle-Brunot

sen, avait eu quinze enfants. Le dernier naquit et fut baptisé à Saint-Jean-de-Grève sous le nom de François-Michel, le 22 décembre 1762. Après seize mois passés en nourrice en Normandie, il fut ramené chez ses parents, où, au cours d'une maladie qui se déclara peu après, il fallut le saigner au bras droit. Outre les traces qui lui en restèrent, il avait encore au genou gauche, le chirurgien vint lui même le certifier au cours des débats, une cicatrice assez apparente due à une opération qu'il avait subie tout jeune. A noter, enfin, qu'il n'avait pas eu la petite vérole quand, le 13 août 1766, jouant avec ses frères et sœurs sur le quai de l'Infante, il disparut. Toutes les recherches restèrent vaines, mais, deux ans plus tard, le 16 juin 1768, sa marraine, la veuve Desneux, voyant passer un petit garçon dans la rue, crut reconnaître son filleul, l'appela, l'interrogea, et se confirma dans l'idée qu'elle avait retrouvé le petit Michel; sa mère et ses petits camarades le reconnurent sans hésitation; on retrouva la cicatrice au genou dont nous venons de parler; et toute la famille se réjouissait déjà de cet heureux hasard, quand une femme Girandal survint et réclama l'enfant : « C'est, dit-elle, le petit Germain Labri, né le 30 mai 1762, peu après la mort de son père, et mis chez elle en pension depuis deux ans déjà, alors que le petit Noisen n'est perdu que depuis vingt-deux mois ». Une discussion s'élève et ne tarde pas à s'envenimer entre les deux femmes; le commissaire intervient; la veuve Labri, apprenant ce qui se passe, vient à son tour réclamer son fils au lieutenant de police, et

affirmer que, lui aussi avait une cicatrice au genou gauche; bref, devant les difficultés d'une aussi délicate affaire, une ordonnance remet provisoirement l'enfant à la garde des époux Noisen et le jugement définitif est laissé à l'appréciation des juges du Châtelet.

Le procès y fut porté le 30 septembre 1763, et, à peine l'enfant interrogé eut-il répondu que la veuve Labri n'était point sa mère; que celle-ci tomba évanouie au milieu du tribunal. Cette manifestation de sa tendresse maternelle parut une preuve de sa sincérité et du bien fondé de sa réclamation; le public qui, jusque là, lui avait été plutôt hostile, se prononça immédiatement en sa faveur; les juges eux-même, qui avaient déjà confirmé l'ordonnance provisoire, se laissèrent émouvoir et examinèrent les choses de plus près; bref, cet évanouissement fort opportun, dont personne ne suspecta la sincérité, mais qui aurait pu fort bien être une comédie habilement jouée, fut la cause d'un changement radical dans la procédure commencée : au lieu de s'en rapporter aux dires d'un enfant qui n'avait pas vécu auprès de ses parents depuis l'âge de trois ans et demie et aux témoignages toujours dangereux de ceux qui prétendaient le reconnaître, on consulta des chirurgiens qui, seuls, pouvaient donner leur vraie valeur aux preuves que l'on croyait avoir. Sur les causes de la cicatrice remarquée au genou de l'enfant, leurs avis se partagèrent, mais ils furent unanimes à constater d'une part l'absence de toute trace de saignée, de l'autre les vestiges d'une petite vérole remontant déjà à plusieurs années, alors qu'il était prouvé par

l'avou de sa propre mère que le petit Michel ne l'avait pas eue encore lors de sa disparition. Si l'on ajoute à cela les nombreux témoignages de voisins qui venaient contrebalancer ceux qu'apportaient les époux Noisen, et la possession d'état qui, dès le début de l'instance, fut alléguée par la veuve Labri avec de grandes apparences de vérité, mais à laquelle on n'avait d'abord attaché qu'une beaucoup trop mince importance, la preuve de l'identité de l'enfant pouvait être considérée comme faite. Aussi fut-il déclaré être Marie-Germain Labri, né à Boisset, le 30 mai 1762, jugement qui fut confirmé par le Parlement le 19 février 1770.

On ne peut certes pas nier que les magistrats aient eu ici une tâche délicate à remplir, en face de cette similitude des deux physiques, des deux âges, des deux cicatrices, entre ces deux actes de naissance également dignes de foi, entre ces deux revendications également touchantes : il y fallait à la fois un esprit perspicace et beaucoup de fermeté. Mais, à une époque où l'on avait enfin compris, dans de pareilles questions, l'inanité des témoignages, plus de trente ans après ces conclusions de l'avocat général Desclaux-Mesplez que nous avons vues dans l'affaire Garisère et qui avaient si clairement montré la nouvelle voie à suivre, il est curieux de remarquer combien la procédure était encore imprégnée des anciens usages : sans l'incident tout fortuit qui fit décider un examen plus approfondi et surtout une expertise médicale, on s'en serait tenu à la seule preuve par témoignage, et très probablement, le jugement qui serait intervenu aurait été le contre pied

de celui qui fut rendu et qui eut l'approbation du Parlement.

XIII. — ENFANT RÉCLAMÉ PAR DEUX PÈRES

Enfin, quelques années plus tard, en 1777, de même que le petit Brunot et le petit Labri, un enfant se vit encore réclamer par deux pères (1). Le débat était d'ailleurs cette fois beaucoup plus simple à trancher; nous le rapportons néanmoins d'abord pour montrer que l'expertise, ordinairement si nécessaire, devient parfois superflue, et aussi, à titre documentaire, afin de prouver que les cas de ce genre, pour être heureusement fort rares, ne s'en présentent pas moins dans les circonstances les plus variées et sont d'une importance assez grande pour qu'on se préoccupe d'avance et sérieusement des solutions à leur donner.

Un cabaretier de Strasbourg, ayant mis son fils malade en traitement à l'hôpital Saint-Louis, l'en avait fait retirer au bout de quelques mois et était lui même venu le chercher à Paris. Peu après son retour à Strasbourg, il s'était vu réclamer cet enfant par l'administration de l'hospice comme étant celui d'un bourgeois de Paris : son propre fils, lui mandait-on, était mort sans qu'on ait songé à le prévenir, et, quand le bourgeois était venu chercher le sien, la vérité s'était faite.

Cependant, devant son refus formel de rendre celui

(1) FODÉRE, Traité de Médecine légale, tome I, p. 95.

qu'il considérait comme son fils, le Parlement de Paris fut finalement saisi de l'affaire (1) : il n'eut d'ailleurs qu'à donner l'appui de son autorité aux registres de Saint-Louis qui attestaient dans leur ordre chronologique : 1° l'entrée du petit Strasbourgeois ; 2° sa mort ; 3° onze jours plus tard l'entrée du petit parisien. Ici, on pouvait en effet s'en rapporter en toute sécurité aux titres qui, par leur concordance même, formaient une preuve indiscutable : l'erreur d'un infirmier, un oubli, une circonstance quelconque suffisait à expliquer la méprise. Dans ces conditions le Parlement n'hésita pas à ordonner la remise de l'enfant au bourgeois parisien, malgré la tendresse qu'il témoignait à celui qui lui avait servi de père pendant quelques semaines, preuve nouvelle du peu de valeur de ces présomptions toutes morales.

XIV. — ABSENCE (AFFAIRE BARONET. CONSULTATION DE LOUIS) (2)

Nous en arrivons ainsi à cette fameuse affaire Baronet que tous les traités de médecine légale publiés

(1) Une première juridiction avait été évidemment appelée à statuer tout d'abord ; mais nous n'avons pas pu trouver d'autres renseignements que le bref récit de Fodéré sur cette affaire : c'est ce qui explique aussi le petit nombre de détails que nous donnons sur elle, sur sa procédure et sur les dates.

(2) DESESSARTS, Causes célèbres, tome 26, Cause 256 (Cité par Dechambre et Lereboullet, Dictionnaire encyclopédique des sciences médicales. V° Identité).

depuis cette époque citent à l'envi comme l'exemple classique des procès d'identité. Cette célébrité est d'ailleurs assez explicable. Outre l'intérêt de curiosité qui s'attache toujours à une erreur judiciaire et à sa réparation, outre la notoriété du chirurgien qui y fut mêlé, il est certain, malgré les exagérations que l'on a pu soutenir et sur lesquelles nous aurons à revenir tout à l'heure, que l'on voit ici pour la première fois l'expertise médicale jouer le rôle primordial auquel elle a droit dans toute contestation d'identité, et un rapport rédigé suivant des règles strictement scientifiques.

Aux environs de l'année 1750, dans un hameau voisin de Reims, un certain Baronet avait disparu. Malgré toutes les recherches, on n'en avait eu aucune nouvelle pendant vingt-deux ans, quand il revint parmi les siens, alléguant un long voyage, redemandant ses biens, et réclamant une succession qui venait de s'ouvrir. Sa sœur, qui était sa cohéritière, prétendit ne pas le reconnaître, et, malgré la crédulité ordinaire de la foule en pareilles circonstances, l'opinion se manifesta cette fois contre lui, et il fut universellement déclaré qu'il était un nommé Babilot, fils d'un vigneron de l'endroit et disparu, lui aussi, depuis fort longtemps : le vigneron lui-même, s'étant un instant laissé circonvenir, avait dit devant témoins reconnaître son fils, et, malgré la rétractation qu'il ne tarda pas à faire, ses premières déclarations donnèrent un grand poids à l'acte de notoriété publique qui fut aussitôt après rédigé. Bref, par sentence du 29 octobre 1773, le bailliage de Reims se prononça dans le même sens et condamna le récla-

mant à être flétri comme faussaire et spoliateur de succession et à subir les galères perpétuelles.

Les choses en étaient là, et Baronet traversait déjà Paris pour rejoindre le vaisseau sur lequel il devait subir sa peine, quand une sœur de Babilot, désireuse d'embrasser une dernière fois son frère et en ayant obtenu l'autorisation, déclara bien haut que ce n'était pas lui qu'elle avait devant les yeux et que le jugement de Reims n'avait fait que confirmer une funeste erreur. Pendant près de deux ans, cependant, toutes les réclamations restèrent vaines et ce ne fut qu'au bout de ce temps que le Parlement de Paris décida la revision du procès. Mais cette fois on ne s'en tint pas aux témoignages; le célèbre chirurgien Louis, celui-là même qui devait quelques années plus tard perfectionner la guillotine, fut chargé par réquisition du Parlement de faire un rapport sur les différences qui pouvaient exister entre le condamné et ce qu'on savait de certain sur Babilot. Cette consultation, qui peut servir de modèle du genre, telle est la minutieuse précision avec laquelle chaque point est successivement examiné, nous ne pouvons pas songer à la rapporter tout entière, mais en voici à peu près le résumé. En premier lieu, Babilot avait à la cuisse une tâche indélébile, le condamné n'a ni tache ni trace d'acide ou de matière colorante; en second lieu, Babilot avait les épaules hautes, mais il était très droit, très bien fait et ne boitait nullement; au contraire, le condamné est voûté, boîte d'une façon fort sensible et présente une légère déviation de côté de la colonne vertébrale; troisièmement, Babilot avait une

cicatrice à la joue et Baronet également une cicatrice au sourcil : le condamné présente la seconde, mais n'a aucune trace de la première; enfin, ils avaient tous les deux une cicatrice au cou du côté droit, mais celle de Babilot provenant de l'opération d'un abcès et celle de Baronet d'un coup de pied de cheval, et il est facile de voir que celle que présente le condamné est due à une cause purement accidentelle.

L'évidence même jaillissait de ce lumineux rapport et de l'ensemble des faits qu'il constatait; le malheureux condamné fut solennellement réhabilité, déchargé de toute peine et remis dans tous les biens auxquels il avait droit (arrêt du 26 août 1778).

CHAPITRE II

Les procès d'identité en France depuis la Révolution

Cette affaire Baronet, la dernière que nous ayons à étudier avant la Révolution, mérite, non seulement par la date où elle se place, mais encore par les différences qui la séparent des précédentes, de servir d'intermédiaire entre l'ancien régime et le XIX^e siècle. Comme nous le disions tout à l'heure, en effet, si, dès 1734, dans l'affaire Garisère, on avait entrevu déjà l'importance qu'on devait donner aux constatations scientifiques en matière d'identité, du moins ici pour la première fois on en avait tiré des conséquences pratiques : pour la première fois, on négligeait enfin témoignages et présomptions pour s'en tenir à la certitude que seule peut donner une sérieuse expertise.

La voie nouvelle était donc ouverte, et nous allons nous attacher maintenant, au cours du XIX^e siècle, à montrer avec quelle persévérance, quel succès et quels

progrès elle fut suivie surtout quand la déplorable affaire dite du *Courrier de Lyon* eut démontré une fois de plus les dangers de l'ancienne procédure. Néanmoins, nous laisserons volontairement de côté tout ce qui peut avoir quelque rapport avec le Dauphin Louis XVII, malgré le très grand intérêt qui s'attache à ce point obscur de notre histoire : en effet, précisément à cause de cet intérêt, cette question de l'existence du malheureux fils de Louis XVI a été trop souvent soulevée, trop mêlée de passions politiques, traitée dans les sens les plus divers par trop d'historiens et de publicistes, sans obtenir d'ailleurs aucune solution certaine, pour qu'il nous soit possible ici, dans les bornes que nous devons forcément nous imposer, de l'examiner même au point de vue purement judiciaire. Rappelons seulement que, malgré l'acte de l'état civil qui le déclarait mort à la Tour du Temple le 20 prairial, an III (9 juin 1795), de nombreux prétendants se présentèrent par la suite, s'appuyant surtout sur une substitution qui aurait eu lieu au Temple avant cette date. A plusieurs reprises, les tribunaux eurent à se prononcer sur la question, en 1799 (1), en 1804 (2), en 1818 (3), en 1834 (4), en

(1) Condamnation de Hervagault à Châlons et à Viré comme imposteur.

(2) Condamnation du même Hervagault à Vitry comme imposteur et escroc.

(3) Condamnation par la police correctionnelle de Rouen de Mathurin Bruneau. (Saint-Edme, *Causes célèbres*, série III, tome IV, p. 28).

(4) Condamnation par la Cour d'assises de la Seine,

1851, en 1874 (1), toujours d'une façon négative. En 1846, après les fouilles faites au cimetière Sainte-Marguerite, à Paris, on avait cru retrouver les ossements du Dauphin, mais, là encore, les réclamations restèrent vaines : la sépulture royale ne fut pas accordée par le gouvernement de Louis-Philippe et les doutes continuèrent à subsister.

I. — ERREUR JUDICIAIRE PAR RESSEMBLANCE (LESURQUES) (2)

Il n'est personne qui ignore au moins les grandes lignes de cette fameuse affaire qui défraya longtemps le journal, le théâtre et le roman, et qui, il y a quelques mois à peine, servait encore d'aliment à certains quotidiens, une femme, se disant descendante de Lesurques ayant réclamé le paiement d'une pension accordée par

le novembre 1834, du baron de Richemont (Voir la curieuse brochure « L'ex-baron de Richemont, fils de Louis XVI », par M. de la Salette, à Paris, chez Boucher-Lemaistre, 1849).

(1) Arrêt de la Cour de Paris du 28 février 1874 contre les héritiers Naundorf.

(2) FOUQUIER, « Causes célèbres de tous les peuples », édition illustrée, 1864, tome I, 56^e livraison.

SAINT-EDME, « Répertoire des Causes célèbres », 2^e série, tome IV, 1834, p. 216.

Rappelons seulement ici les quelques procès moins importants dont nous avons parlé dans notre première partie : les trois vols de papiers que nous rapportons page 21, l'affaire Hennecart-Lavoine (p. 32) et l'affaire Bruno de Metet (p. 33).

Napoléon III. Cependant, avant d'aborder la question d'identité qui seule nous intéresse ici, il nous faut rappeler en quelques mots les circonstances du crime qui eut lieu à ce célèbre procès.

Le 9 floréal, an IV (28 avril 1796), à quatre heures et demie du matin, des paysans découvrirent au lieu dit « le Closeau », près de Lieursaint, arrondissement de Melun, la malle-poste de service entre Lyon et Paris, pillée et abandonnée auprès d'un petit bois; à côté d'elle le cadavre du postillon, et, un peu plus loin, celui du courrier de la malle, Escoffon. Le directeur du jury de Melun et le juge de paix de la même ville se transportèrent aussitôt sur les lieux; la mort paraissait remonter à la veille au soir et le vol être l'unique motif du crime.

Une enquête fut immédiatement ouverte. Des déclarations faites par dix témoins de la région, il résultait que quatre cavaliers « errant sans motif apparent » avaient été aperçus sur la route de Paris à la tombée de la nuit ; qu'un cinquième individu, dont on ne retrouvait plus la trace, avait été vu dans la malle-poste avant le double assassinat, enfin que plusieurs indices permettaient d'affirmer que c'étaient là les coupables.

A Paris, cependant, l'enquête était confiée au juge de paix Daubanton. Un certain Guesno, d'abord soupçonné, parvint à se disculper, mais, venu par hasard dans le bureau de police réclamer quelques papiers en compagnie de son compatriote Lesurques, il fut, aperçu par les témoins de Lieursaint et de Montgeron, mandés à Paris pour l'enquête. Parmi eux, deux servantes

d'auberge de Montgeron déclarèrent spontanément les reconnaître l'un et l'autre comme deux des cavaliers aperçus le jour du crime, et, malgré leurs dénégations, les alibis qu'ils purent fournir, et l'honorabilité de Lesurques, ils furent aussitôt arrêtés, leurs traits répondant à peu près à deux des signalements dressés par la gendarmerie d'après les dépositions antérieures des témoins.

Le tribunal de Melun fut saisi de l'affaire : l'acte d'accusation soutenait la culpabilité ou tout au moins la complicité de Laborde, coutumax, de Courriol, de Bruer, de Bernard, de Guesno. Quant à Lesurques, devant les dépositions de six témoins qui dirent l'avoir vu manger et boire avec Guesno et Courriol à Montgeron quelques heures avant le crime, dont l'un a même diné avec eux, et qui tous affirment le reconnaître de la façon la plus énergique, sa culpabilité paraissait également établie ; mais, sur leur demande à tous, les accusés obtinrent d'être renvoyés devant le tribunal criminel de Paris.

Quinze témoins certifiaient sur leur âme et conscience que Lesurques n'avait pas quitté Paris pendant la nuit du 8 au 9 floréal ; quant à ceux qui avaient prétendu l'avoir vu sur la route de Melun, ils se montraient beaucoup moins affirmatifs : cinq d'entre eux, il est vrai, persistaient dans leurs premières déclarations, mais quatre autres n'osaient plus se prononcer, et les dépositions des cinq derniers paraissaient peu convaincantes : l'un parlait d'une redingote couleur de chair, l'autre d'un habit gris-blanc, un troisième d'un habit bleu ;

quant à la femme Alfroy, qui avouait n'avoir vu que deux cavaliers, elle reconnaissait trois des accusés.

Lesurques, lui, niait avec persistance le crime qu'on lui imputait, se disant la victime de quelque fatale ressemblance. Enfin, les débats publics s'ouvrirent le 15 thermidor, et, les témoins à charge une fois entendus, il resta contre lui six témoignages nettement affirmatifs et trois dubitatifs. C'était peu de chose en somme, si l'on tient compte de ce que peut avoir d'incertain un témoignage porté sur un individu qu'on a vu il y a plusieurs mois, à la nuit tombante, sans y faire grande attention; en outre, les témoins à décharge venaient encore, au nombre de quinze, certifier la présence de Lesurques à Paris dans la nuit du crime, et, au nombre de quatre-vingt-trois, attester sa moralité et sa fortune. Néanmoins, le 18 thermidor, il fut condamné à la peine de mort, ainsi que Courriol, et, solidairement avec lui, au paiement de la valeur des objets volés. A peine la lecture de l'arrêt était-elle achevée que Courriol se levait et attestait au milieu d'une foule frémissante l'innocence de Lesurques.

Celui-ci forma immédiatement un recours en cassation. Malgré la légèreté et l'évidente prévention des premiers juges, malgré les révélations de Courriol qui accusait, outre un nommé Vidal, un certain Dubosc dont la ressemblance avec Lesurques aurait été accentuée lors du crime par une perruque blonde, la Cour suprême rejeta le pourvoi.

Mais l'opinion publique se prononçait avec force en faveur du condamné, et, le 27 vendémiaire, le Direc-

toire dut soumettre l'affaire au Conseil des Cinq-Cents : là, le rapporteur Siméon, donnant à son tour aux témoins de l'identité de Lesurques une créance bien supérieure à celle qu'ils méritaient, laissant entièrement dans l'ombre les contradictions et les erreurs de leurs déclarations, n'attachant aucune importance aux affirmations des témoins à décharge, pourtant tous hommes honorables, proposa au Conseil l'ordre du jour qui fut voté : c'était l'arrêt de mort définitif de Lesurques, qui fut décapité le 9 brumaire an V, avec Courriol, ce dernier proclamant toujours l'innocence de son infortuné compagnon.

Dès lors, l'histoire de ce procès n'est plus que celle des efforts tentés par quelques hommes généreux pour faire officiellement reconnaître une erreur dont le public était déjà convaincu. C'est d'abord l'arrestation de Laborde, le voyageur de la malle, qui, condamné à mort, avoue son crime, dénonce lui aussi Vidal et Dubosc, et déclare que c'est à la place de ce dernier que Lesurques a été condamné; effectivement en constate qu'ils étaient à peu près de même taille et de même tournure; sans doute, Dubosc a des cheveux châains, mais il portait précisément une perruque blonde qui a pu dérouter les recherches.

Vidal et Dubosc arrêtés, le premier fut confronté avec les anciens témoins qui avouèrent que c'était bien là l'homme qu'ils avaient cru reconnaître dans Guesno : et parmi eux, quatre avaient fait condamner Lesurques sur leurs témoignages ! Quant à Dubosc, la plupart des témoins durent reconnaître une grande ressemblance

entre lui et Lesurques; mais ils trouvèrent généralement que ce dernier avait la figure plus pleine, le nez moins aquilin, les yeux plus bleus. Laborde, à son tour confronté, déclara d'abord « que ce n'était pas là le Dubosc qu'il avait désigné comme l'assassin du courrier de Lyon », mais ne tarda pas à se rétracter.

On cherchait d'ailleurs autant que possible à raviver et à préciser les souvenirs des témoins : on avait fait comparaître Dubosc avec une perruque blonde, et fait venir un buste de terre et un portrait en miniature de Lesurques, quand Dubosc s'évada. Repris deux ans plus tard, après l'exécution de Vidal, quatre témoins l'accusèrent formellement au moins de complicité dans le crime de Lieursaint; quant aux anciens témoins à charge de Lesurques, leurs perplexités, bien naturelles après cinq ans écoulés et dans des circonstances aussi graves, furent évidentes. Tous, comparant Dubosc moins à l'homme de leurs souvenirs qu'aux portraits de Lesurques, reconnurent dans tel ou tel trait une ressemblance ou une différence, mais durent avouer dans l'ensemble une extrême similitude, constatation bien grave ajoutée à toutes les charges qui pesaient déjà sur le prisonnier et à ses déplorables antécédents. Tout concourait d'ailleurs contre lui, et il fut exécuté le 5 nivôse, an IX (25 décembre 1800), cinq jours après sa condamnation. Trois ans plus tard, le quatrième assassin véritable, Roussy, le suivait sur l'échafaud, proclamant à son tour l'innocence de Lesurques.

L'iniquité de la condamnation du malheureux Lesurques était donc implicitement contenue dans les pro-

cès qui l'avaient suivie; une fois de plus, des témoignages, même rendus de bonne foi avaient entraîné une erreur judiciaire. Mais, s'il faut blâmer sans réserves la légèreté, presque le parti-pris avec lesquelles on y ajouta foi, du moins doit-on reconnaître que c'était, dans les circonstances, le seul moyen de preuve possible : le crime avait été trop rapide, les coupables avaient laissé trop peu de traces de leur passage, les souvenirs des témoins étaient trop imprécis, pour qu'une expertise, de quelque nature qu'elle fût, ait pu être ici de quelques secours à l'enquête. Quoi qu'il en soit, tous les efforts faits pour laver la mémoire du malheureux condamné restèrent vains pendant de longues années (1). Sa famille obtint cependant en 1824 et en 1835 la restitution de ce qui lui avait été confisqué, et, sous le second empire, le gouvernement accorda une rente à ses descendants; mais, ni en 1851, ni en 1864, le corps législatif ne consentit à modifier la loi sur les conditions de la réhabilitation (2), et, en 1869, la Cour de cassation rejeta une nouvelle et dernière demande.

II. — RÉCLAMATION D'ÉTAT (VOYNEAU-PASTI) (3)

De même que le procès Baronet, l'affaire Voyneau-Pasti montre clairement les solutions diamétralement

(1) Voir notamment la lettre adressée au Grand-Juge par le juge de paix Daubanton (Méjan, III, p. 419). Sa réclamation fut rejetée après le plus mûr examen.

(2) Article 443 du Code d'Instruction Criminelle.

(3) MÉJAN, Causes célèbres, t. IV, p. 249-316 et t. X, p. 302-411.

opposées auxquelles les magistrats même les plus impartiaux peuvent être conduits dans les affaires d'identité, suivant la nature des preuves par lesquelles ils se laissent convaincre.

Voici comment les choses se présentaient.

Au début de la Révolution, en Vendée, une dame Voyneau, déjà mère d'une fille qu'elle adorait, eut un fils, René-Auguste, qui, peu après l'émigration de son père, disparu au cours de la guerre civile. On supposa qu'il avait été victime des « Bleus », en 1794, lors du massacre de Fauconnières; mais, le 4 août 1796, l'homme d'affaires de la dame Voyneau, passant par Nantes, y aperçut un enfant de sept ans environ, qu'on lui dit avoir été trouvé et rapporté par des soldats deux ans auparavant et élevé par une femme Clavier; il crut retrouver en lui les traits du petit René-Auguste et prévint aussitôt ses tantes qui accoururent et n'hésitèrent pas à le reconnaître aussi.

Cependant, la dame Voyneau, avertie à son tour, niait absolument que ce fût son enfant; elle alléguait l'acte de décès rédigé par le juge de paix de Fauconnières un an après les massacres de 1794, et prétendait qu'Auguste n'était autre que le fils d'un nommé Pasti, meunier dans les environs. Le tribunal de Fontenay ayant été saisi de l'affaire, les tantes du demandeur et surtout leurs domestiques affirmèrent avec énergie qu'elles reconnaissaient parfaitement le petit Voyneau et que la prédilection de sa mère pour sa sœur pouvait seule l'aveugler à ce point; quelques autres témoins se joignirent à elles, et, après une superficielle

quoiqu'une longue enquête qui fut jugée suffisante par les chroniqueurs de l'époque, Auguste fut proclamé fils de la dame Voyneau par jugement du 24 nivôse an VI, confirmé sur appel par le tribunal des Deux-Sèvres.

Cependant, M. Voyneau, ayant pu rentrer en France, voulut attaquer le jugement souverain du tribunal de Niort par la voie de la tierce opposition. En avait-il le droit ? La question fut longuement discutée, et, la Cour de Poitiers s'étant décidée pour la négative, la Cour de cassation annula cette décision le 7 décembre 1808 et renvoya les parties devant la Cour d'Orléans.

Devant cette juridiction, la procédure changea de caractère. Sans doute, les mêmes dépositions s'y reproduisirent d'abord ; mais des doutes ne tardèrent pas à se faire jour dans l'esprit des juges sinon sur leur sincérité, du moins sur leur valeur. Pour la plupart, en effet, elle émanait de naïves servantes, promptes à se laisser abuser par quelque idée préconçue : une sœur de M. Voyneau venait désavouer la reconnaissance inconsidérée qu'elle avait faite de son neveu. Aussi les juges, cessant enfin d'ordonner de nouvelles et inutiles confrontations, s'efforcèrent-ils seulement de reconstituer le signalement du petit Voyneau au moment de sa disparition. C'est ainsi que furent mis en lumière des détails précis et des points extrêmement importants dont il n'avait même pas été question dans les premiers débats. Par des témoignages à la fois concordants et certains, notamment par la femme qui s'était occupé de lui pendant les premières années de son enfance, on apprit que Auguste-René Voyneau avait

de grands yeux bleus à fleur de tête et d'épais sourcils; le médecin Brunetière vint certifier qu'une chute lui avait laissé une cicatrice immédiatement au-dessus de l'œil gauche; les nourrices et les habitués de la maison furent unanimes à déclarer qu'il n'avait lors de sa disparition aucun signe particulier sur le corps, sauf quelques traces indélébiles de petite vérole. Or, rien de tout cela ne se retrouvait chez Auguste : des yeux petits, roux et enfoncés, de rares sourcils, une cicatrice au front, mais du côté droit, un signe sur la poitrine, enfin l'absence totale de ravages causé par la petite vérole, tel était son signalement.

Devant tant d'évidence, on songe avec surprise que des juges aient pu négliger de telles indications pour s'en tenir à quelques affirmations de ressemblance. Quoi qu'il en soit, ceux d'Orléans ne furent pas aussi crédules. Après avoir entendu les premiers témoins dont les déclarations étaient d'ailleurs presque toutes en contradiction les unes avec les autres et ne pouvaient être, par conséquent, que d'un médiocre secours, ils prirent le parti de ne s'en rapporter qu'aux nouvelles informations de l'enquête. En conséquence, motivant beaucoup moins son jugement par les dénégations de la dame Voyneau et de ses témoins que par les signes indéniables de non-identité existant entre le jeune Voyneau au moment de sa disparition et Auguste, la Cour d'Orléans rendit le 29 juin 1810 un arrêt par lequel, après avoir rappelé tous les vices de l'enquête faite d'abord en faveur de l'enfant, elle défendit à celui-ci de se dire Louis-René-Auguste Voyneau, le lais-

sant libre par la suite de prouver qu'il était bien le fils du meunier Pasti, avec lequel il offrait quelque ressemblance.

Après les jugements de Fontenay et de Niort, le public s'était élevé violemment contre « la monstrueuse indifférence » de la dame Voyneau : un revirement complet des esprits suivit le nouvel arrêt, tant les preuves qui l'avaient motivé offraient un incontestable caractère de certitude.

III. — RÉCLAMATION D'ÉTAT. APPLICATION DE L'ARTICLE 323 (LOUBETTE DUVAU) (1)

Environ deux ans après cet arrêt de la Cour d'Orléans, une affaire se présenta devant le Tribunal civil de Niort dans des circonstances tout à fait analogues. Faute de renseignements sur les méthodes d'identification employées, nous insisterons moins sur elle que sur la précédente et nous nous contenterons d'esquisser simplement les faits et la marche de la procédure.

En octobre 1793, au cours de l'invasion de la Vendée par les troupes républicaines, les époux Duvau de Chavagne avaient confié leur fille, Loubette, alors âgée de quatre ans, à une femme Adam. Ils étaient morts peu après, et, dès janvier 1794, la veuve Adam adjoignit l'enfant à un convoi de prisonniers qu'on

(1) DALLOZ, Répertoire de Législation, de doctrine et de jurisprudence. V^o « Paternité et filiation », n^o 229, en note.

dirigeait sur Nantes; or, à la fin de cette même année, le colonel Lepic découvrit sur le chemin de Mortagne à Saint-Laurent-sur-Sèvres une petite fille que ses vêtements paraissaient faire appartenir à quelque famille aisée. Envoyée à Nantes, baptisée sous le nom de Clémentine, l'enfant fut recueillie et élevée par les demoiselles Delabrosse, quand, au bout d'une quinzaine d'années, en 1810, la dame Huet, fort liée d'amitié avec la famille Duvau, instruite de ces détails et s'étant rendue à Nantes pour s'en assurer, reconnut celle qu'elle cherchait au milieu de plusieurs autres jeunes filles, à sa seule ressemblance avec sa mère; tout comme Loubette Duvau, elle portait d'ailleurs une marque au cou.

Tandis que, soutenu par sa grand'mère, Madame de Boishuguet, Charles Duvau, seul survivant des enfants Duvau, crie à l'imposture, une jeune fille, nommée Rose, prétendant elle aussi être sa sœur, vient l'actionner en reconnaissance d'identité, et, devant cette nouvelle complication, Clémentine, décidée à se faire rendre justice, part pour Niort. Plusieurs personnes retrouvent en elle tous les traits de sa mère, et, produisant son acte de naissance, qui est de 1789, elle demande au tribunal l'autorisation de prouver les faits que nous venons de résumer. Son adversaire soutient que sa demande n'est pas recevable, attendu qu'aux termes de l'article 323 du Code civil, la filiation ne peut se prouver par témoins qu'autant qu'il y a commencement de preuve par écrit ou au moins des présomptions et indices résultant de faits dès à

présent constants et assez graves pour en autoriser l'admission : la réclamante, prétend-il, ne rentre nullement dans ces conditions.

Le 16 mars 1813, jugement du Tribunal civil qui admet néanmoins cette preuve, et, sur appel, arrêt confirmatif de la Cour d'Angers (21 janvier 1814), « attendu que les faits articulés paraissent assez importants et graves; que la preuve d'iceux peut contribuer à jeter de la lumière sur l'identité de Clémentine avec Loubette; que la preuve testimoniale peut être admise », sans toutefois rien préjuger sur le fond. Quant à Rose, elle était écartée du procès.

L'enquête réclamée par Clémentine dura deux ans, et, le 15 février 1816, le Tribunal de Niort déclara ses prétentions insuffisamment justifiées; mais la Cour d'Angers fut cette fois d'un avis contraire, et, le 23 juillet 1817, elle déclara que « Clémentine est identiquement la même que Loubette Duvau, née le 27 juin 1789 ». Saisie à son tour de l'affaire par Charles Duvau, la Chambre des requêtes, par arrêt du 17 janvier 1818, rejeta le pourvoi contre les deux arrêts de 1814 et de 1817, estimant qu'il n'y avait eu aucune violation de l'article 323, vu qu'il existait, ainsi que l'avaient jugé déjà les magistrats de Niort et d'Angers, des présomptions et indices résultant de faits dès lors constants, c'est-à-dire de l'âge de la réclamante, des circonstances de sa disparition et de sa découverte, enfin de la similitude de ses traits, assez graves pour déterminer l'admission de la preuve testimoniale,

IV. — RÉCLAMATION D'ÉTAT. ACCUSATION DE MANŒUVRES CRIMINELLES ET DE SIMULATION DE DÉCÈS (LA MARQUISE DE DOUHULT) (1)

Ce procès, on pourrait presque dire ce roman, tant les circonstances en furent extraordinaires, dura plus de dix-huit ans, si compliqué dans sa marche que Méjan lui consacre un volume tout entier de ses Causes célèbres. Il s'agissait de prouver l'existence ou la non-existence, après 1788, d'une dame de Champignelles, dont le mari, le marquis de Douhault, était mort lui-même à Charenton en 1787.

Adélaïde de Rogres était née en 1744; l'interdiction de son mari ayant été prononcée en 1766 et son propre père étant mort en 1784, des règlements intervinrent entre elle, sa mère et M. de Champignelles, son frère, dont la cupidité et les manœuvres finirent par frustrer les deux femmes d'une part considérable des biens qui auraient dû leur revenir. A bout de patience, celles-ci se décidèrent cependant à agir. Madame de Douhault en écrivit à son frère, et les choses en étaient là quand elle annonça à sa mère qu'elle quittait son habitation de Chazelet et allait le rejoindre à Paris pour régler définitivement la question. Elle partit, en effet, le 26 décembre 1787, passa par Argenton, et arriva à

(1) MÉJAN, Causes célèbres, 1808, tome III (p. 1 à 354), Tome VI (p. 1 à 92).

FOUQUIER, Causes célèbres, Livraison n° 95 (p. 16),

Orléans. Là, M. Dulude, l'un des héritiers de M. de Douhault, chez lequel elle s'arrêtait ordinairement, se défendit sous plusieurs prétextes de la recevoir et lui persuada d'aller loger chez M. et Mme de la Roncière, ses parents. Quelques jours après, le bruit de sa mort se répandit dans Orléans, ses obsèques avaient lieu, et, le 11 janvier 1788, son acte de décès était régulièrement dressé.

Or, sur la fin de janvier 1789, Mme de Polignac, fort liée avec Mme de Douhault, recevait une lettre datée de la Salpêtrière, signée du nom de son ancienne amie, dans laquelle celle-ci se disait injustement enfermée et privée de toute relation extérieure, sous le nom de « la Blainville », sans secours, sans moyen de se faire reconnaître, et suppliant sa puissante amie d'intervenir pour sa liberté. Quelques jours plus tard, un chevalier de Saint-Louis venait à la Salpêtrière avec l'ordre de lui en faire ouvrir les portes.

Dès lors, pour cette femme, privée par la Révolution commençante de l'appui qu'elle disait avoir à la Cour, l'existence fut une longue suite de réclamations, de procès et de déboires. Elle soutenait qu'elle était la marquise de Douhault, et, pour parvenir à le prouver, elle ne recula devant aucune difficulté, aucune juridiction, développant un système extrêmement compliqué d'intrigues et de diffamations dont elle aurait été la victime de la part de son frère, intéressé à sa disparition et aidé dans ses criminelles manœuvres par l'impuissance de la Cour et la désorganisation des tribunaux pendant la tourmente révolutionnaire. Certes,

le système de ses adversaires n'était guère moins embrouillé; on avait d'abord voulu l'identifier avec une certaine femme Baudin, se disant marquise de Grainville, qui avait été, elle aussi, enfermée à la Salpêtrière; mais devant les difficultés qui s'élevèrent quand il fallut en apporter la preuve, on reconnut que cette femme n'avait jamais existé, et on prétendit alors, en alléguant des inexactitudes de noms sur le registre d'écrou, que la réclaman^{te} et la femme Baudin ne faisaient elles-mêmes qu'une seule et même personne avec une certaine Anne Buirette, femme Bourdin, dont la réclusion était prouvée et dont le physique avait quelques rapports avec celui de la réclamante.

Cette dernière était revenue le 17 octobre 1791 à Champignelles où l'entrée du château lui fut obstinément refusée par celui qu'elle disait être son frère et qui la traitait ouvertement comme une aventurière. Avec les tendances anti-aristocratiques de l'époque, tout le village prit parti à l'envi contre le châtelain, et, par un acte de notoriété rédigé par le greffier municipal, quatre-vingt-seize habitants déclarèrent individuellement reconnaître la marquise de Douhault dans l'ancienne prisonnière de la Salpêtrière.

Le 9 janvier 1792, par un exploit introductif d'instance, celle-ci demandait au tribunal du district de Saint-Far^geau à être réintégrée dans tous ses droits contre son frère; le 26 mai, elle était déclarée purement et simplement non recevable dans sa demande, avec défense de prendre à l'avenir les noms et qualités d'Adélaïde de Rogres, veuve de Douhault, par ce motif

qu'étant Anne Buirette, enfermée le 3 janvier 1786, elle ne pouvait pas être la marquise de Douhault, vivant à Chazelet en 1786 et 1787.

Bien qu'en pleine Terreur, l'affaire fut poursuivie. Sur appel, le tribunal de Nevers porta sursis à son jugement jusqu'à ce qu'il eut été statué au criminel sur le crime de faux qui aurait été commis dans l'acte mortuaire du 21 janvier 1788. En effet, le système de la réclamante consistait à dire que, du jour de son départ de Chazelet, elle s'était heurtée partout à la haine et aux manœuvres de son frère et de ses complices ; qu'on l'avait plongée à Orléans dans un état de léthargie profonde ; qu'on en avait profité pour l'emmener à Paris et l'enfermer à la Salpêtrière sous le nom de la Blainville ; que, pendant ce temps, on faisait à Orléans un simulacre de funérailles et un faux acte de décès ; enfin que son frère était parvenu par ses relations et sa haute situation de fortune à influencer l'esprit des juges et à se procurer les témoins nécessaires. Quant aux questions embarrassantes qu'on pouvait lui faire, elle avait une excellente et universelle excuse dans l'amnésie presque complète où elle avait été plongée, disait-elle, par cet état léthargique que ses adversaires étaient eux-mêmes obligés de reconnaître.

Après avoir successivement occupé le jury d'Argenton, le juge de paix et le magistrat de sûreté d'Orléans, l'affaire vint devant la Cour de Cassation qui, par arrêt du 5 prairial an XI, renvoya la réclamante devant la cour criminelle de Bourges où les débats prirent encore plus d'ampleur.

A l'appui de ses prétention, la réclamante apportait une foule de circonstances qui, par leur réunion, semblaient bien attester une véritable ligue d'intérêts dirigée contre elle : défenseurs qui l'abandonnaient dans les plus graves conjonctures, tentatives de chantage, changements subits dans les dépositions des témoins, etc. En outre, elle apportait la déclaration de cent quatre-vingt-quatorze personnes, de tous les milieux, qui affirmaient la reconnaître ; les deux sœurs Langlois, elles-mêmes enfermées à la Salpêtrière pour propos inconsidérés, certifiaient qu'elle y était entrée non pas le 3 janvier 1786, comme la chose était incontestable pour Anne Buirette, mais bien en janvier 1788, et que, dès le jour de son entrée, elle leur avait déclaré s'appeler marquise de Douhault, et nullement la Blainville ; enfin, elle avait en sa possession plusieurs papiers personnels fort importants dont la présence entre les mains d'une aventurière était difficilement explicable.

Tout cela semblait lui donner raison ; et de fait, l'opinion publique se prononçait de plus en plus en sa faveur. Néanmoins, après une fort belle plaidoirie de l'avocat de M. de Champignelles, le ministère public adopta sa manière de voir et se prononça contre la plaignante. Son long réquisitoire était basé sur cinq ordres d'arguments.

En premier lieu, si un très grand nombre de témoins prétendaient reconnaître Madame de Douhault, il n'en était pas moins vrai qu'une foule d'autres la méconnaissaient absolument, et que, parmi eux, se trouvaient des amis intimes et des gens vivant continuellement autour d'elle.

D'autre part, sur les trois experts qui avaient été consultés sur la ressemblance de l'écriture et de la signature de Madame de Douhault avec celles de la réclamante, deux s'étaient prononcés pour la négative.

En outre, la plaignante, qui disait se rappeler certains détails absolument insignifiants et lointains, avait, relativement à son passé et à sa famille, par exemple au nombre de ses tantes, des absences de mémoire difficilement explicables par la crise qu'elle avait traversée en 1788.

En quatrième lieu, toutes les tentatives faites pour prouver que la maladie, la mort et l'inhumation de la marquise à Orléans avaient été simulées, avaient complètement échoué ; les déclarations à ce sujet de la fille Périsset, sa femme de chambre, étaient tout-à-fait contradictoires, et d'ailleurs la grande crédulité du témoin ôtait beaucoup de poids à ses dépositions.

Enfin, tant au moral qu'au physique, la plaignante avait bien peu de rapports avec celle dont elle réclamait l'état et les biens. Onze témoins disaient la reconnaître positivement pour Anne Buirette ; ni son langage, ni ses écrits n'étaient d'une femme bien élevée ; tandis que les témoins qu'elle produisait ne basaient leurs déclarations, quand on les obligeait à préciser, que sur des points bien vagues, comme la voix ou la démarche, incapables pour la plupart de donner le moindre signalement de Mme de Douhault qu'ils avaient presque toujours vue avec un voile, les témoins cités par la défense paraissaient beaucoup plus dignes de foi. En effet, d'après tous les renseignements que l'on avait pu obtenir, la

marquise était petite, d'une complexion délicate, avec des cheveux blonds et clairsemés, peu de sourcils, des yeux bleus, le menton rond et quelques traces de petite vérole : rien de tout cela ne se retrouvait chez la réclamante, qui était loin de paraître les soixante-quatre ans qu'aurait eus alors Mme de Douhault.

Aussi, adoptant les conclusions de l'avocat général, la Cour de Bourges déclara-t-elle, le 28 vendémiaire an XIII, que l'acte mortuaire du 21 janvier 1788 n'était entaché d'aucun faux et acquitta M. de Champignelles, ainsi que ses trois co-accusés. A son tour, la Cour de Paris, estimant qu'en l'espèce les présomptions n'étaient pas suffisantes pour faire admettre la preuve testimoniale à défaut de preuve par écrit contre un acte de l'état-civil, et considérant que le défaut d'identité entre Mme de Douhault et la réclamante ressortait d'une manière évidente des pièces du débat et notamment de ce que, au cours de son interrogatoire, cette dernière avait une fois déclaré être entrée à la Salpêtrière le 3 janvier 1786, la Cour de Paris rejeta l'appel de Saint-Fargeau. La réclamante ne désespéra pas encore et s'adressa à la Cour suprême, présentant cinq moyens de cassation. Dans une remarquable requête, M^e Delorme, profondément convaincu de la justesse des réclamations de sa cliente, invoqua non seulement des vices de procédure, mais encore de nouvelles dépositions et la preuve de plusieurs fautes commises par les premiers juges. Le ministère public, en la personne de M. Merlin, estima que l'arrêt de la Cour de Paris était à l'abri de toute censure sous le rapport des for-

mes, mais il ajouta que les prétentions de la réclamante ne lui paraissaient pas aussi mal fondées qu'au procureur général de Bourges. Il conclut néanmoins au rejet du pourvoi, rejet qui fut prononcé le 30 avril 1807.

Une seule voie de recours restait encore ouverte, la revision, rétablie quelques années auparavant. M^e Delorme la demanda au nom de sa cliente en des termes éloquents; il invoquait la consultation de douze savants jurisconsultes et se basait notamment sur l'invraisemblable situation de cette femme à laquelle aucun jugement n'avait osé donner un nom et un état; il apportait la preuve de la funeste erreur commise par elle le jour où elle avait reconnu être entrée à la Salpêtrière le 3 janvier 1786; un des jurisconsultes ajoutait qu'il avait connu Mme de Douhault avant 1788, et qu'il avait fort bien retrouvé ses traits, sa taille et le son de sa voix; elle-même l'avait reconnu, disait-il, et lui avait rappelé des particularités très nettes du passé. Néanmoins, l'empereur refusa une voie de recours qu'il avait rétablie surtout pour la forme, et la malheureuse femme demeura sans argent comme sans état. Bafouée publiquement jusques sur le théâtre (1), elle mourut au mois de février 1810 sans avoir obtenu le droit d'insérer un nom sur sa tombe.

Malgré tout ce qui fut dit et écrit pour et contre

(1) « La Fausse Marquise » fut d'abord jouée à Paris, puis, après interdiction de la police, à Orléans.

la « Fausse Marquise », peut-être même à cause de cela, il est difficile de se faire une opinion sur ce procès. Sans doute, il est à croire que toutes les juridictions qui en furent successivement saisies ne se sont pas décidées sans de sérieux motifs, et d'ailleurs, nous l'avons vu, les portraits des deux personnages, tels qu'ils ressortent des débats, ne sont guère concordants. Néanmoins, dans le détail des procédures, il est certain que tous les moyens proposés par la réclamante furent examinés avec beaucoup moins d'attention que ceux de ses adversaires, et beaucoup plus facilement rejetés. Seul Merlin, à la Cour de cassation, montra avec franchise et sur toutes ses faces une affaire « dont, disait-il, on ne pouvait avoir à s'occuper sans trembler ». Il est probable qu'il y eut dans tout cela simple opinion préconçue contre les dires d'une ancienne prisonnière; mais on est bien obligé de reconnaître cependant que les juges négligèrent les plus sûrs moyens de faire éclater la vérité. A supposer même que les renseignements que l'on possédait sur la marquise de Douhault eussent été trop vagues pour permettre des expertises plus minutieuses, il semble, en effet, que le premier soin aurait dû être de vérifier si les obsèques d'Orléans n'avaient pas été une simple comédie; peut-être aurait-on ainsi évité bien des difficultés et trouvé la clef de cette singulière affaire.

V. — USURPATION D'ÉTAT-CIVIL (PIERRE COIGNARD) (1)

L'affaire Coignard, dans les premières années de la Restauration, nous rappelle assez les grands procès d'identité des ^{xvi}e et ^{xvii}e siècles. Le fils d'un vigneron de Langeais, Pierre Coignard, soldat dans les armées de la République et condamné pour vol aux galères en 1801, s'était échappé peu après de Toulon, avait gagné l'Espagne, et là, sous le nom de Pontis et à l'aide de faux états de service, était parvenu au grade de chef de bataillon dans une division de l'armée française. Revenu en France avec son régiment, il se fit passer avec sa maîtresse pour le comte et la comtesse Pontis de Sainte-Hélène; mais il fallait se procurer des titres. Pour cela, il part pour Soissons où les registres de l'état-civil avaient été incendiés; il apprend qu'une naissance a eu lieu dans des circonstances bizarres et mystérieuses à une époque voisine de la sienne, se procure deux témoins, obtient ainsi d'un notaire un certificat de notoriété en bonne forme et se fait inscrire sans peine sur les nouveaux registres comme fils des deux personnages mystérieux qu'il prétend s'appeler Pontis de Sainte-Hélène. Dès lors, sa fortune va croissant; il est nommé lieutenant-colonel et profite de son crédit pour exécuter quelques vols

(1) SAINT-EDME, Répertoire des Causes célèbres, série 3, tome IV, p. 99-118.

hardis, quand un forçat libéré prétend le reconnaître et fait part de sa découverte à la Préfecture de police. Immédiatement on lui demande des explications; mais il ne peut en fournir de valables, et, se voyant en mauvaise posture, disparaît. Arrêté le 22 mai avec deux complices et persistant à nier son véritable état-civil il fallut, avant de le mettre en jugement pour les divers chefs d'accusation qui pesaient sur lui, s'occuper d'établir son identité avec Pierre Coignard, l'ancien forçat : le 2 juillet, il comparaisait devant la Cour d'assises de Paris, assisté du célèbre avocat Dupin.

Seize témoins furent entendus, et quatorze le reconnurent; cinq d'entre eux étaient d'anciens forçats dont l'un avait même été attaché à sa chaîne. D'autre part, l'inculpé parut fort ignorant de tout ce qui concernait la famille et la naissance qu'il prétendait avoir; enfin, il était prouvé que l'acte de notoriété de Soissons avait été extorqué à la bonne foi du notaire; quant aux états de service, leur fausseté, pour ne pas être prouvée, restait assez probable.

En face d'aussi lourdes charges, la défense ne put qu'invoquer la qualité peu recommandable des témoins, la capacité militaire du prévenu, reconnue par le duc de Dalmatie lui-même, enfin la désignation précise, dans ses états de services, des blessures dont il portait les traces. Si ces derniers avaient mérité une foi complète, c'eût été là un argument sans réplique, mais nous l'avons dit, leur authenticité demeurait fort douteuse. Aussi, le 20 juillet, après une heure et demie de délibération, la Cour rendit-elle un arrêt conforme

aux conclusions de l'avocat général et à la décision du jury : elle déclara « l'identité constante », ordonna l'exécution du jugement de l'an IX contre les vols de Pierre Coignard et mit celui-ci à la disposition du procureur général pour être procédé à l'instruction des nouveaux faits qui lui étaient imputés.

VI. — DOUBLE EXISTENCE. DOUBLE MARIAGE

(EUGÈNE PICAULT) (1)

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, un autre individu, Eugène Picault, commis dans une maison de confections de Paris, eut aussi l'habileté de jouer un double rôle. Après avoir épousé en 1848, une demoiselle Célestine Handoz, il avait, en 1854, fait la connaissance d'une riche Américaine, Mlle Sylva Phiquepal d'Arusmont et était parti avec elle pour les Etats-Unis comme gérant de propriétés. Trois ans après, sa femme vint le rejoindre à Philadelphie, mais traitée par lui avec hauteur et mépris, elle comprit toute l'étendue de son malheur et s'enfuit. Or, au mois de mai 1870, les journaux de Siennne annonçaient la mort de « sir William Guthry d'Arusmont, sujet anglais, fils de Robert Guthry et de Margareth Courtenay », consumé par une maladie de langueur, vivant somptueusement depuis plusieurs années déjà dans une riche villa et soigné avec

(1) ALBERT BATAILLE, Les Causes criminelles et mondaines. Année 1880, p. 8, Les deux existences d'Eugène Picault,

dévouement par sa femme. C'était avec Eugène Picault une seule et même personne. Sa malheureuse femme se décida, en 1880, à demander au tribunal de la Seine l'annulation de son second mariage. Elle n'eut pas de peine à démontrer l'identité et l'extraordinaire aventure de son mari et obtint gain de cause.

VII. — FRAUDE EN MATIÈRE D'ASSURANCE SUR LA VIE.
 SUBSTITUTION DE PERSONNES (AFFAIRE SCHEURER-CASTELNAU.).

Parmi les nombreuses fraudes que les assurances sur la vie ont fait naître, quelques unes devaient nécessairement soulever la question de l'identité. C'est ainsi qu'à Londres, en 1880, le cadavre d'un inconnu fut inhumé pour celui d'une personne très fortement assurée : la substitution fut d'ailleurs reconnue (1).

Le même fait se produisit un peu plus tard à Meudon. Le 20 novembre 1883, trois compagnies anglaises auxquelles s'était assuré pour plus d'un million en faveur de sa maîtresse un certain baron allemand, fort mal dans ses affaires, Scheurer, apprirent la mort de leur assuré et, malgré quelques doutes et quelques recherches infructueuses, se virent obligées de payer. Mais, en 1887, le parquet de Seine-et-Oise recevait une dénonciation anonyme extrêmement précise, et, au mois

(1) *Gazette des Tribunaux*, 27 avril 1888.

(2) TOURDES, Article « Identité » dans le Dictionnaire de Dechambre et Lereboullet.

de septembre, on acquit la certitude qu'un Suisse, Paul Glockener, âgé de trente ans, très misérable et phtisique au dernier degré, avait été transporté au domicile du docteur Castelnau, médecin à Meudon. Celui-ci, de connivence avec Scheurer, qui avait préalablement contracté neuf assurances sur la vie, était parvenu à se procurer, sous prétexte d'une nouvelle méthode de traitement à essayer et par l'intermédiaire d'un pharmacien complaisant, le malheureux Glockener, agonisant, qu'il avait installé chez lui sous le nom du baron Scheurer, et qui, ne pouvant déjà plus parler, fut visité trois fois par un autre médecin, le docteur Chanu. Le 20 novembre 1883, le malade était mort; le médecin de l'état civil était venu faire sa consultation dans une pièce très sombre; la déclaration du décès de Scheurer avait été faite par des témoins auxquels il était parfaitement inconnu, et on avait pris soin de déposer le cercueil dans la fosse commune. Après quoi, les assurances ayant été payées, Castelnau avait reçu vingt-cinq mille francs sous couleur de remboursement de frais.

L'instruction ayant ainsi rendu le crime évident, on apprit que Scheurer s'était tué à Côme le 22 octobre 1887 en laissant une lettre d'aveu, et la Cour d'assises de Versailles eut à statuer sur toute cette affaire. Elle n'ordonna même pas l'exhumation du cadavre de Meudon; outre que la chose aurait été difficile, le cercueil ayant été à dessein déposé dans la fosse commune, ce supplément de preuve parut inutile. Par arrêt du 26 avril 1888, Castelnau fut condamné à huit ans de réclusion pour le fait de substitution de cadavre, de faux en écritures publiques et d'usage de faux.

CHAPITRE III

Les affaires Tichborne et Druce Portland

Le but principal de notre étude étant de rechercher la façon dont on procédait autrefois en France et dont on y procède encore aujourd'hui dans les procès d'identité, nous nous sommes uniquement attachés à ces deux points dans des deux chapitres qui précèdent. Mais, sans vouloir faire le même travail pour l'étranger, il nous a paru utile de montrer, par deux ou trois exemples, comment les juridictions anglaises résolvent les difficultés de ce genre.

A plusieurs reprises, en effet, des contestations d'identité se sont produites en Angleterre dans des familles où l'ancienneté du nom et l'importance de la fortune donnaient aux débats les proportions d'un véritable évènement. C'est ainsi qu'en 1843 la Chambre des Lords, basant sa décision sur une simple question

de ressemblance, refusa de laisser la pairie de Townshend en la possession d'un enfant dont la légitimité était contestée (1); c'est ainsi encore que, plus anciennement, la prairie de Douglas resta pendant deux années en litige (2). En 1767, peu après la mort de sir John Douglas et de sa femme, laissant pour seul héritier leur neveu Archibald Douglas, des contestations s'élevèrent à son sujet. Le véritable neveu du duc défunt était mort, disait-on, en bas âge; le prétendant actuel était un enfant supposé et avait pour vrai nom « Stewart ». Le 7 juillet 1767 l'affaire vint en jugement à la Cour de session, jouant en Ecosse le rôle de cour d'assises. Aucunes preuves n'étaient apportées, mais de simples présomptions, et la difficulté d'une solution était telle que, après huit longs jours de délibération, sur les quinze juges appelés à statuer, sept se prononcèrent pour la légitimité du prétendant et sa complète identité avec le descendant des Douglas, huit au contraire refusèrent de voir en lui l'héritier de la pairie.

Les intérêts en jeu étaient ici trop puissants pour que ce jugement restât définitif. Porté devant la Chambre des Lords, en 1769, il fut complètement révisé : là, on attacha une importance extrême à la ressemblance d'Archibald et de lady Jane, la sœur du der-

(1) On sait qu'en Angleterre la recherche de paternité, même dans le mariage, est permise.

(2) TAYLOR, Traité de médecine légale. Traduction de Henri Coutagne, p. 754.

nier titulaire. De l'avis général, cette ressemblance était aussi complète qu'on pouvait le demander, dans les traits comme dans la manière d'être, dans l'ensemble comme dans le détail. Sans s'arrêter à la fragilité inhérente à ce mode de preuve, moins faible il est vrai dans l'affirmative que la négative, la Chambre des Lords cassa donc l'arrêt de la Cour de session et rétablit Archibald Douglas dans tous les titres, droits et biens de son oncle.

Sans même remonter au-delà de la seconde moitié du XIX^e siècle, deux autres procès de ce genre eurent une extraordinarie célébrité, l'un surtout, le procès Orton-Tichborne, qui dura pendant des mois et pour lequel l'Angleterre tout entière se passionna (1).

Le 20 avril 1854, un jeune officier, Roger Tichborne, appartenant à l'une des plus anciennes et des plus fastueuses familles de l'Angleterre et voyageant depuis quelques années déjà, s'était embarqué à Rio-de-Janeiro pour New-York sur le navire « *La Bella* » ; six jours après on avait appris le naufrage du navire ; la chose fut officiellement confirmée, et il parut dès lors

(1) C. (A. L. L.). — Tichborne or Orton ? The crucial test tested. Being a review of the photographic test suggested in a recent pamphlet « for use in cases of disputed identity ». In-8°. London, 1874.

TAYLOR, Traité de Médecine légale, p. 44.

LOCARD, L'Identification des récidivistes, p. 7.

Le Dictionnaire Larousse contient également, surtout sur certains points de la procédure, un bon résumé de toute cette affaire,

certain qu'Abel Tichborne, l'unique frère de Roger, restait seul héritier présomptif de son père. Lui même vint d'ailleurs à mourir et son père ne tarda pas à le suivre dans la tombe. Ce fut alors que sa femme, Lady Tichborne, se persuada dans son chagrin que son fils aîné avait dû échapper au naufrage de « *La Bella* », son animosité contre la veuve de son fils Abel s'ajoutant encore à ses illusions maternelles.

Tout fut mis en œuvre pour retrouver le naufragé : annonces dans les journaux de toutes nationalités, promesses d'énormes récompenses, investigations de tous genres. Mais une incroyable naïveté présida à toutes ces recherches, livrant au public une foule de renseignements dont le secret aurait dû être soigneusement gardé et si détaillés que le premier aventurier venu pouvait être tenté de s'en servir. Effectivement, un certain Tom Castro, garçon boucher en Australie, ayant depuis longtemps une vie aventureuse et peu recommandable, eut l'idée de profiter de la situation. Laisant habilement deviner à deux correspondants d'agence qu'il était celui dont ils cherchaient les traces, il sût construire tout une fable sur le naufrage de « *La Bella* », son sauvetage par l'équipage de « *l'Osprey* » dont personne ne put d'ailleurs retrouver la moindre trace, et toute son existence depuis cette époque. Les deux agents, convaincus ou feignant de l'être, lui livrèrent encore divers secrets concernant Roger Tichborne, et il se décida alors à entamer une correspondance avec celle qu'il disait être sa mère. Malgré l'écriture, l'orthographe, le style et les méprises de ses lettres, celle-ci,

aveuglée par le désir de revoir son fils, accepta toutes ses explications; sa conviction était faite d'avance et il pouvait sans crainte se présenter à elle. Deux anciens serviteurs vinrent le chercher en Australie, et il arriva en Angleterre pendant qu'elle était à Paris. Il put donc tout à loisir visiter la propriété des Tichborne, se faire raconter ce qu'avaient été sa famille, ses parents, sa jeunesse, se mettre à fond dans son rôle. Il se fit aussi reconnaître par d'anciens domestiques et de crédules paysans qui, par la suite, vinrent naïvement certifier son identité tout en avouant n'avoir pas reconnu ses traits. Enfin il se décida à partir pour Paris, où Lady Tichborne n'hésita pas à le reconnaître pour son fils, malgré l'incrédulité des autres membres de la famille et malgré l'évidence de l'imposture. Plus grand et surtout beaucoup plus gros que le disparu, il avait les manières les plus vulgaires, parlait fort mal l'anglais, ignorait complètement le français que le véritable Roger possédait à fond, et commettait à chaque instants d'impardonnables erreurs en évoquant ses prétendus souvenirs de jeunesse. Aussi la famille l'obligea-t-elle à se présenter devant les tribunaux pour réclamer son héritage.

Telle fut l'origine de cet immense procès qui, du mois de juin 1867 au milieu de 1874, n'occupa pas moins de cent quatre-vingt-dix audiences. Jusqu'à sa mort, survenue en 1868, Lady Tichborne subvint aux énormes frais qu'il nécessita; après elle, plus de trois millions furent recueillis par souscription. L'engouement fut même tel que des sociétés par actions se

montèrent dont les actionnaires ne devaient toucher de dividendes que le jour où le prétendu Tichborne obtiendrait gain de cause.

Ce fut devant la Cour des plaids communs que celui-ci dut porter ses revendications, et cent deux audiences leur y furent consacrées pour satisfaire l'opinion publique qui se serait révoltée contre un jugement trop-sommaire. Dès le début, en effet, les juges avaient eu leur opinion faite, car à chaque instant Tom Castro commettait des bévues tout à fait inexplicables si l'on admettait ses prétentions. Allant par exemple se faire reconnaître par un de ses oncles, il rencontre et embrasse tendrement le sommelier; quelques jours plus tard, mis en présence de deux de ses cousines, il est incapable de reconnaître celle dont Roger Tichborne avait demandé la main avec insistance et dont le refus l'avait décidé à partir pour l'Amérique; enfin, méconnu par tous les officiers du régiment où ce même Roger avait servi pendant trois ans, il ne peut même pas rappeler à un seul d'entre eux le moindre fait qui donne à ses prétentions quelque apparence de vérité.

Une grande enquête fut cependant décidée et un jury spécial envoyé dans les régions où le réclamant avait vécu, l'Amérique du Sud et l'Océanie. Ce fut là pour lui le dernier coup. Dans plusieurs villes, on se rappelait fort bien avoir vu deux personnages distincts, un riche voyageur anglais, Roger Tichborne, et un garçon boucher, accusé de plusieurs vols, Arthur Orton; au Chili et en Australie, on relevait parfaitement la trace de ce dernier sous plusieurs noms d'emprunt,

mais Roger Tichborne était tout à fait inconnu, même de ceux que le réclamant prétendait avoir été ses amis. Aussi, dès le retour de la commission d'enquête, le jury se déclara suffisamment éclairé, et le faux Tichborne, sentant sa cause définitivement perdue, se désista de sa demande (mars 1872).

L'affaire ne devait pourtant pas s'arrêter là, car le lord chief justice réclama immédiatement sa mise en accusation pour parjure et diffamation. Ce nouveau procès où près de cinq cents témoins furent entendus et où le défenseur de l'accusé parla pendant un mois, souleva en Angleterre le même enthousiasme que le premier; néanmoins, les charges étaient accablantes et le prétendu Roger fut condamné à quatorze ans de servitude pénale, qui furent maintenus par la Cour du banc de la reine (mars 1874).

Le 24 avril 1875, la Chambre des Communes était invitée par un de ses membres, le docteur Kenealy, l'ancien défenseur d'Arthur Orton, dit Tom Castro, à reviser le procès, toutes les juridictions légales étant épuisées, mais elle rejeta cette proposition à l'unanimité, moins la voix de son auteur.

Ainsi, pendant huit ans cette affaire avait occupé les tribunaux; l'issue en avait passionné l'opinion de tout un peuple, et la procédure englouti des millions. Quant aux preuves dont on fit usage, on peut les répartir en trois catégories.

En premier lieu, la mémoire de tous ceux qui avaient pu connaître Roger Tichborne, Arthur Orton, et même le père de ce dernier dont les traits offraient beaucoup

de ressemblance avec ceux de son fils, fut mise à contribution. Leurs dépositions furent quelquefois contradictoires, néanmoins le plus grand nombre furent d'accord pour affirmer l'imposture. A deux reprises, d'ailleurs, au cours des débats, on put constater, en dehors même des défauts et des erreurs de mémoire, le danger de cette sorte de preuve : dès le début, un faux Arthur Orton se présentait, soudoyé par le véritable et lui escroquant ainsi vingt-cinq mille francs; peu après, un des seuls individus qui prétendissent reconnaître Roger Tichborne, un certain Luie, arrêté pour bigamie et escroquerie, avouait aussi son parjure, qui, dit-il lui-même, lui avait été payé.

Les témoignages étaient donc défavorables au réclamant; sa conduite ne le fut pas moins. Nous avons vu, en effet, et nous n'y revenons pas, combien ses mœurs, son instruction, son langage et ses propres souvenirs concordaient peu avec ce qu'ils auraient dû être, bien qu'il eût mis à profit les renseignements qu'il s'était procurés et les quelques jours passés en Angleterre avant d'aller rejoindre Lady Tichborne en France.

Mais il était inadmissible qu'un homme dont on n'avait perdu la trace qu'à l'âge de vingt-quatre ans n'ait laissé de lui aucun indice, aucune marque assez précise et sûre pour servir de base à une enquête sérieuse et définitive, et, si les preuves apportées au procès n'avaient été trop claires pour en rendre l'issue non douteuse, on pourrait s'étonner que la procédure n'ait pas tourné plus spécialement ses investigations de ce côté-là. De fait, à cet égard, à part une parti-

cularité de dentition et quelques traces de saignées qu'avait Roger Tichborne et que ne put pas représenter celui qui voulait usurper son état, un seul point fut examiné, assez important, il est vrai, pour décider à lui seul d'une question d'identité. Au moment de son départ pour l'Amérique, en 1852, Roger Tichborne avait à la partie interne de l'avant-bras gauche certains tatouages de couleur bleue, représentant une croix, un cœur et une ancre. Ces marques avaient été vues distinctement pendant les six années qui avaient précédé son départ par sa mère, son tuteur, et un certain nombre d'amis. Lord Bellew, camarade de Roger, ayant déposé qu'en 1847 et 1848, il y avait ajouté par le tatouage les lettres R. C. T., et montrant sur son propre bras, vingt-cinq ans après, les mêmes dessins que Roger y avait fait lui-même avec les mêmes instruments et le même jour, le docteur Lipscombe et plusieurs autres furent chargés d'en rechercher les traces, ainsi que les cicatrices qu'avaient dû laisser un cautère et plusieurs profondes saignées faites à Tichborne avant son départ. Rien de tout cela ne fut trouvé sur le réclamat qui n'en manifesta même aucun souvenir, les médecins commis en conclurent justement que, à moins de consentir à ce qu'un homme puisse être tatoué et n'avoir aucune connaissance du fait, et, chose tout à fait impossible, à ce que toutes les marques disparaissent avant même qu'il les ait vues, il était inadmissible que le demandeur fût une seule et même personne que Roger Tichborne.

Ces dernières années, un autre procès encore s'est

déroulé^d en Angleterre, dans des circonstances extrêmement bizarres (1).

Au cours de l'année 1879 mourait à l'âge de 80 ans le cinquième duc de Portland : on avait beaucoup parlé de lui, mais on ne le connaissait guère, car il passait ses journées dans les immenses souterrains qu'il avait fait creuser sous son château de Welbeck, dans le comté de Nottingham, et sous son hôtel de Londres; il méritait bien le surnom qu'on lui avait décerné, « le Prince Invisible ». A défaut d'héritiers directs, son énorme fortune passa à un jeune cousin qui prit en même temps le titre de duc, et à qui, prétend-t-on, la reine Victoria aurait refusé la main de sa fille dans la crainte de quelque revirement de fortune.

Or, en 1898, une dame Anna-Maria Druce, veuve de Walter-Thomas Druce, réclama tout à coup pour son fils Sydney l'héritage des ducs de Portland; malgré l'in vraisemblance d'une pareille proposition, elle soutenait que le père de son mari, Thomas-Charles Druce, propriétaire du bazar de Baker Street, à Londres, était avec le cinquième duc de Portland une seule et même personne qui, à l'insu de tous et grâce à des communications souterraines ménagées entre ses deux demeures de Londres, aurait mené deux existences différentes.

Effectivement, on acquit la preuve que Thomas-Charles Druce vivait, lui aussi, constamment dans les

(1) *Le Temps*, nos des 24 janvier, 28 et 29 octobre, 3, 21, 23 et 29 novembre, 8, 15, 23, 29 et 31 décembre 1907, 1^{er} janvier 1908.

sous-sols de sa boutique, qu'il se montrait aussi rarement que possible, enfin, qu'il avait une maladie et certain tics nerveux tout pareils à ceux du duc de Portland; en outre, les photographies des deux personnages se ressemblaient étrangement (1); enfin, à cette objection que le duc de Portland n'était mort qu'en 1879, tandis que les registres de l'état civil attestaient la mort du marchand londonien dès 1864, on répondait que décès et inhumation avaient été simulés, mais qu'on ne pouvait pas en rapporter la preuve, Herbert Druce, fils aîné du marchand et propriétaire de sa tombe, s'opposant à toute exhumation : on alla jusqu'à l'accuser de s'être laissé séduire pour cela par l'or des héritiers de Portland. Quant à la raison de cette double existence, elle aurait été, disait-on, le désir du duc d'épouser une jeune fille d'assez basse origine, Elisabeth Crickmer, dont il aurait été fort épris.

Les choses en étaient là quand un autre prétendant, George Hollandry Druce, descendant d'un premier mariage de Thomas-Charles et charpentier en Australie, vint réclamer une part de l'héritage contesté. Le nœud de toute l'affaire résidait dans la preuve de la mort du vieux Druce, en 1864; or, cette mort était confirmée non seulement par les registres d'inhumation, mais encore par le témoignage de son propres fils Herbert, qui déclarait avoir vu son père dans le cercueil. George Hollandry Druce, fort des capitaux d'une société par

(1) Voir *L'Illustration*, n° du 16 novembre 1907.

actions qui venait de se fonder dans le but de lui venir en aide, résolut, en 1907, d'attaquer son oncle comme parjure et de prouver que les funérailles avaient été fictives.

Pour cela, trois témoins principaux furent cités. Le premier, Robert Caldwell, déclara s'être fort lié d'amitié aux Indes avec le duc de Portland qui lui avait par la suite révélé le secret de sa double existence et qu'il avait aidé, en 1864, dans la simulation du décès. Mais il fut convaincu d'avoir fait déjà plusieurs faux témoignages, arrêté à New-York et désavoué par les demandeurs eux-mêmes, qui, peut-être, avaient vu dans son concours et son accusation un moyen détourné d'obtenir l'ouverture du cercueil.

Le deuxième témoin, une demoiselle Robinson, fille d'un planteur de la Louisiane, dit avoir été la secrétaire de Thomas-Charles Druce qui l'emmena un jour au château de Welbeck où elle fut bien surprise de l'entendre appeler Monseigneur; elle avait, disait-elle encore, continué à le voir jusqu'en 1878, et, dès cette époque, elle avait tenu un journal de ce qu'elle avait vu; mais, quand il fallut soumettre cette pièce à l'expertise, elle déclara qu'elle lui avait été volée et qu'elle n'en possédait plus qu'une copie; d'ailleurs sa déposition fut fort embarrassée, et elle finit par avouer avoir reçu du syndicat Druce une somme de 250 livres.

Enfin le troisième témoin, une dame Madge Hamilton, âgée de 77 ans et appartenant à une famille alliée à celles des Portland, déclara en substance qu'elle avait fort bien connu le duc, lié avec son père, et comme duc,

et comme marchand; qu'il gardait son bazar de Baker Street parce qu'il lui rapportait beaucoup d'argent, mais qu'il ne voulait pas qu'il fût dit que le duc de Portland vendait des meubles et des jouets; enfin qu'en 1864 il avait annoncé à son père sa mort en tant que marchand. Quant au menuisier qui, aux dires d'un M. Hitchin, aurait en 1864 porté dans le bazar de Baker Street un cercueil et quatre lourds rouleaux de plomb, toutes les recherches pour le retrouver restèrent vaines.

Ainsi donc, sur les trois témoins cités par les demandeurs, l'un était accusé de faux-témoignages, l'autre de corruption; et la déposition du troisième contenait des parties peu dignes de foi. L'autorisation officielle d'ouvrir le cercueil de Thomas-Charles Druce, accordée le 27 décembre 1907, devait trancher la question. Le 30 décembre, l'exhumation eut lieu. « Le cercueil a été ouvert. Il contenait le cadavre d'un homme âgé et barbu. Le couvercle du cercueil porte la suscription : Thomas-Charles Druce » (esquire, décédé le 28 décembre 1864 dans sa 71^e année ». Tels furent les termes de la déclaration officielle qui fut aussitôt dressée devant treize personnes. Par là même, les prétentions des demandeurs perdaient leur principal fondement, et ils ne tardèrent pas à se désister. Néanmoins l'étrangeté des circonstances laisse encore planer sur toute cette affaire des doutes qui ne seront sans doute jamais éclaircis.

APPENDICE. L'AFFAIRE KWILECKA-MEYER

Puisque nous sommes sur le chapitre des procès d'identité à l'étranger, nous ne voulons pas passer sous silence le procès Kwilecka qui se déroula en 1903 et roule sur une question de supposition d'enfant et de recherche de signes d'hérédité. La comtesse Kwilecka, de Wroblewo (Pologne prussienne), fut accusée d'avoir simulé une grossesse et fait passer pour sien un enfant qu'elle aurait, disait-on, acheté à une certaine Cécile Meyer. La Cour compétente décida que l'enfant dont la filiation était contestée, Joseph-Stanislas Kwilecki serait comparé aux points de vue physiologique et anatomique, avec les membres de la famille Meyer par une commission formée d'un commissaire criminel, de deux médecins et d'un peintre portraitiste. Les travaux de la commission ne tardèrent pas à relever des particularités suffisantes pour faire reconnaître sans contestations possibles la maternité de la comtesse Kwilecka : le fils et la mère se ressemblaient parfaitement sous le rapport de la teinte de l'iris, de la racine du nez, de la naissance des sourcils, et surtout, chose déterminante, de la structure de l'oreille. En outre, par la forme du menton, l'enfant ressemblait étonnamment aux filles de la comtesse. Tous les signes relevés par

(1) LUTAUD, du *Journal de Médecine de Paris*, 6 décembre 1903, cité par Locard, *Identification des récidivistes*, p. 11.

l'expertise parurent suffisants à la commission et aux juges et un verdict d'acquittement fut rendu pour tous les accusés (décembre 1903).

CHAPITRE IV

L'identité après la mort

A la suite de crimes et de catastrophes, parfois même dans des circonstances moins tragiques, ils se trouve assez souvent que l'on a à rechercher l'identité de cadavres plus ou moins défigurés, la tâche étant parfois rendue fort difficile par les mutilations qu'ils ont subies. Là plus encore que lorsqu'il s'agit d'individus vivants, on ne doit accepter les témoignages qu'avec la plus grande circonspection, car l'autosuggestion et la frayeur des personnes appelées à déposer, la position couchée, la fixité du regard, le changement de couleur, les modifications du facies, souvent l'absence de vêtements, sont autant de causes d'erreur : on cite (1)

(1) Voir R.-A. REISS, « Fausses ou non-reconnaissances par les témoins d'individus vivants ou morts ». (Archives

des cas de non-reconnaissance ou de fausse reconnaissance fort curieux. C'est donc là où jamais le cas de s'en rapporter, toutes les fois que la chose est possible, aux constatations scientifiques, qui, la plupart du temps comme nous allons le voir par deux ou trois exemples, donneront des résultats tout à fait probants et ne laisseront aucune place au doute.

Dans cet ordre d'idées, les *Annales d'hygiène publique et médecine légale* rapportent quelques cas d'identification fort remarquables. Ainsi, le 8 novembre 1814, un certain Auguste Dautun ayant été assassiné par son frère et les morceaux d'un cadavre ayant été trouvés le lendemain en plusieurs endroits, il fallut les identifier. Dautun était boiteux : c'était ce qu'on savait de plus clair sur lui. Par une analyse méticuleuse de ces restes, Dupuytren et Breschet conclurent « à une claudication probable, sûrement à un balancement pénible et désagréable ». C'était déjà un grand point d'acquis. (1).

De même, en 1828, trois ans après l'assassinat de Nicolas-Joseph Guérin, qui boitait fortement et fumait perpétuellement une pipe de terre, des os ayant été découverts dans la cave de son frère Louis, les médecins

d'Anthropologie criminelle et de Médecine légale, 1908, p. 473). M. le professeur Reiss recommande, en pareils cas, de donner aux cadavres la plus grande apparence de vie possible, et de confronter les témoins plutôt avec la photographie du cadavre qu'avec le corps lui-même.

(1) *Annales d'hygiène pratique et de médecine légale*, juillet 1829.

commis, MM. Laurent, Noble et Vitry, consignèrent dans leur rapport, parmi plusieurs autres observations, une claudication certaine et l'usure des dents par un corps dur et cylindrique (1).

De même enfin, après la disparition de la veuve Huet, en 1822, toutes les recherches étaient restées pendant onze ans infructueuses, et deux accusés, appelés devant la Cour d'assises, avaient dû être mis en liberté provisoire faute de preuves suffisantes. Mais, sur des révélations faites à la justice, un cadavre, inhumé depuis une dizaine d'années environ, fut trouvé dans un jardin particulier de la rue de Vaugirard. Dans quatre rapports admirablement rédigés par les docteurs Orfila, Marc, Barruel et Boys de Loury, les observations les plus caractéristiques furent faites : l'identité du cadavre en découlait et la condamnation des accusés s'ensuivit peu après (2).

On peut encore citer le cas du docteur Boys de Loury qui, en 1836, sur la réquisition du juge d'instruction près le tribunal de première instance de la Seine, mis en présence de quelques ossements dont on cherchait à découvrir l'identité, parvint à déterminer scientifiquement que l'inhumation remontait à 30 ou 40 ans et que ces débris avaient fait partie de deux

(1) Annales d'hygiène publique et de médecine légale, juillet 1829.

(2) Annales d'hygiène publique et de médecine légale janvier 1834.

individus dont il indiquait le sexe, la taille et l'âge approximatif (2).

Pareillement enfin, le docteur Henri Bayard raconte que le 11 octobre 1838, un nommé Etienne Adnet, âgé de 45 ans, de la commune d'Ozouer-le-Voulgis (Seine-et-Marne), disparut en pleine campagne. On le supposa victime de quelque accident; mais le 4 décembre 1840, des ouvriers terrassiers découvrirent un squelette. Le procès-verbal présuma qu'il était là depuis vingt-cinq ans et remontait à quelque exécution militaire du temps de l'occupation, mais, une enquête et une expertise ayant été commencées le 10 janvier 1841 pour tirer la chose au clair, le docteur Bayard put certifier que l'inhumation ne remontait qu'à peu d'années; il put aussi déterminer la taille, l'âge approximatif et l'état de la dentition du défunt, et il parut dès lors certain qu'on avait retrouvé le corps d'Etienne Adnet (1).

Nous nous permettrons d'insister ici un peu plus longuement sur cette fameuse affaire Gouffé (2) qui fit tant de bruit à Lyon il y vingt ans et qui fut une preuve indiscutable de l'utilité des méthodes scientifiques dans les recherches judiciaires d'identification.

Une vingtaine de jours après la disparition inexplicable d'un huissier de Paris, Gouffé, le 13 août 1889,

(1) Annales d'hygiène publique et de médecine légale, 1836, p. 214.

(2) Annales d'hygiène publique et de médecine légale 1845, p. 379.

(3) LACASSAGNE, L'affaire Gouffé. Bibliothèque de criminologie, V (Stork-Masson, 1902).

un cantonnier trouvait sur les bords du Rhône, dans la commune de Millery, près Lyon, un cadavre enfermé dans un sac et dans un état qui ne pouvait laisser aucun doute sur la date déjà lointaine du décès. Le surlendemain, on découvrit par hasard, dans la commune voisine, à Saint-Genis-Laval, les morceaux d'une grande malle qui avait certainement servi à transporter le corps et qui avait effectué le trajet de Paris à Lyon le 27 juillet précédent, c'est-à-dire le lendemain de la disparition de l'huissier : le rapprochement des deux dates s'imposait.

Mais encore fallait-il identifier la triste découverte de Millery : sans doute, les premières constatations se trouvaient à peu près d'accord avec ce que l'on put recueillir du signalement de Gouffé, mais c'était insuffisant, et, sur réquisition de M. Doppfer, juge d'instruction à Paris, M. Lacassagne, professeur de médecine légale à la Faculté de Médecine de Lyon, entreprit de répondre aux diverses questions qui lui étaient posées. Dans un long et consciencieux rapport que nous voudrions pouvoir résumer ici, l'éminent professeur put conclure, malgré le temps écoulé, à l'identité absolue du cadavre de Millery et de Tous-saint-Auguste Gouffé : l'âge, la taille, le poids, les cheveux et la barbe, la cicatrice laissée par une ancienne blessure au pied droit, la dentition, les dimensions et la conformation de la tête et des membres, tout était en parfaite concordance.

Cependant l'instruction se continuait, et la police suivait la trace des deux coupables présumés, Michel

Eyraud et Gabrielle Bompard, contre lesquels un mandat d'arrêt avait été décerné dès le 29 novembre, quand cette dernière vint spontanément déclarer à la Préfecture de police, le 22 janvier 1890, qu'Eyraud était bien l'auteur du crime, et qu'elle en avait été non la complice, mais la simple spectatrice. Dès lors, grâce à ses déclarations et à ce que l'instruction avait pu déjà recueillir, le crime fut évident : Eyraud et sa maîtresse avaient attiré l'huissier Gouffé dans un guet-apent, l'y avaient étranglé sans d'ailleurs tirer grand profit de leur forfait et avaient cherché à se défaire de tout ce qui pouvait témoigner contre eux. L'arrestation d'Eyraud, son incarcération à Paris le 30 juin 1890 et ses propres déclarations ne laissèrent plus subsister aucun doute sur les détails de son crime et vinrent pleinement confirmer les conclusions de l'expertise qui avait fait la base même de l'instruction (1).

Plus typique et plus curieux encore et le rapport fait en 1905, à la demande de l'ambassade des Etats-Unis par MM. Capitan et Papillault (2). Il s'agissait de retrouver le cadavre de l'amiral Paul Jones, un des plus illustres marins des Etats-Unis.

Celui-ci, né à Arbigland (Ecosse), en 1747, était

(1) Le 20 décembre 1890, Eyraud fut condamné à mort et Gabrielle Bompard à vingt ans de travaux forcés.

(2) L'identification du cadavre de Paul Jones, par L. Capitan et G. Papillault. *Archives d'anthropologie criminelle et de criminologie*, 1905, p. 842. — *Revue de l'Ecote d'Anthropologie*, août 1905.

mort à Paris en 1792, après avoir victorieusement servi l'Amérique dans sa guerre navale contre l'Angleterre, et avait été enterré dans le cimetière des protestants étrangers, rue Grange-aux-Belles. Son acte d'inhumation en faisait foi, et l'on possédait également une lettre de son ami, le colonel Blackden, contenant quelques renseignements sur sa sépulture.

Les Américains désirèrent toujours retrouver le corps de celui qui avait été le père de leur marine pour le faire revenir dans sa patrie d'adoption et lui faire des funérailles nationales, et, dès les premières années du xx^e siècle, ils obtinrent du préfet de la Seine l'autorisation de creuser des galeries souterraines sous les maisons qui couvrent actuellement l'emplacement de l'ancien cimetière. Après de pénibles recherches, on découvrit un cercueil dont l'inscription n'existait plus, mais que l'on pensa néanmoins être celui que l'on cherchait. Aussitôt, l'ambassade des Etats-Unis fit demander le concours des docteurs Capitan et Papillault pour tâcher d'identifier par l'anthropologie ces restes qu'il était impossible de reconnaître autrement. Et le 9 avril 1905, il fut procédé aux premières constatations.

Outre la découverte d'une marque formée d'un J et d'un P entrelacés, l'identification a utilisé deux sortes de documents : d'abord les quelques renseignements que l'on possédait sur le physique de l'amiral; puis deux bustes du personnage attribués à Houdon, et dont l'un, surtout, de grandeur naturelle, avait passé pour un chef-d'œuvre de vérité et de vie.

De son physique, on ne connaissait guère que sa

taille, la teinte de ses cheveux, et son âge au moment de sa mort; ces trois données se trouvèrent confirmées par l'expertise d'une façon très sûre et très satisfaisante.

Quant au buste de Houdon, conservé au musée de Philadelphie, ses dimensions et ses caractères morphologiques, implantation des cheveux, forme du menton et du front, saillie des arcades sourcilières, hauteur du visage, etc., se trouvèrent répondre d'une façon étonnante à ceux que l'on put relever sur le cadavre anonyme : à peine constata-t-on deux erreurs d'un millimètre, certes bien excusables chez un sculpteur qui n'est nullement enchaîné aux précisions de l'anthropométrie.

Ces résultats étaient absolument concluants, car, chez l'homme, les variations des dimensions de la face sont extrêmement considérables. Les auteurs de cette remarquable identification nous disent dans leur rapport avoir fait une sorte de contre-épreuve de la valeur de leurs résultats : sur cent individus masculins pris au hasard, dix à peine avaient la taille de Paul Jones, à deux centimètres près; sur ces dix, trois seulement avaient les cheveux bruns; aucun n'avait les mêmes dimensions faciales. Si à cela on ajoute encore les quelques constatations supplémentaires qui purent être faites, c'était donc une véritable certitude, autant du moins qu'il peut y en avoir dans cet ordre d'idées, qui découlait de l'expertise; et cela, malgré les cent treize ans écoulés depuis la mort de l'amiral Paul Jones, dont les cendres purent ainsi revoir la patrie

d'adoption et d'y recevoir une sépulture plus digne de ses services que le vieux cimetière désaffecté de la rue Grange-aux-Belles.

Plus récemment encore, les journaux rapportaient le fait suivant. Le 23 février 1909 la légation allemande du Chili, avait été la proie des flammes et l'on retrouvait un cadavre carbonisé qui portait des traces de mort violente : on n'hésita pas à voir en lui le chancelier de la légation, Beckert, et l'on supposa que son domestique, Tapia, s'était enfui après l'incendie et l'assassinat, emportant l'argent de la caisse. Cependant, un M. Janovstz ayant déposé qu'il avait vu le chancelier le soir même du crime, une expertise fut ordonnée par le tribunal et confiée au docteur Valenzuela, directeur de l'Ecole dentaire. Il s'assura d'abord que la dentition du cadavre était en parfait état, puis, par les livres et par les déclarations du dentiste de Beckert, il put se convaincre que le chancelier avait dû plusieurs fois se mettre entre ses mains et ne pouvait pas ne pas porter les traces des opérations qu'il avait subies. Effectivement, huit jours plus tard, la police, ayant abandonné ainsi cette première piste, arrêtait Beckert à la frontière. Après de considérables détournements, il avait commis le double crime, et avait tout fait pour égarer les recherches sur son domestique (1).

(1) Archives d'Anthropologie et de Médecine légale (15 mars 1910).

CONCLUSION

Nous voici maintenant plus à même de répondre à la question que nous nous posions tout à l'heure et dont nous avons à peine indiqué la réponse. A travers plus de vingt-cinq procès d'identité, nous avons vu à quels procédés d'information souvent analogues, mais souvent aussi originaux, on peut avoir recours; nous avons également examiné les progrès réalisés en ce qui touche les récidivistes. Il ne nous reste plus qu'à tirer la conclusion de toute cette étude.

Les idées dont on s'est inspiré pour l'identification des récidivistes, il faut résolument les transporter dans toutes les contestations d'identité; en d'autres termes, de même que l'on a complètement abandonné comme souvent inutilisables et comme sources de trop d'erreurs les simples souvenirs des agents et des gardiens pour ne s'en tenir qu'à certaines méthodes approuvées par la science et confirmées par l'expérimentation, notamment l'anthropométrie et la dactyloscopie, de même il faut renoncer, chaque fois qu'une question

d'identité se présente devant les tribunaux, à n'en chercher la solution que dans la ressemblance et les souvenirs des témoins. Nous n'avons pas à revenir ici sur les situations à peu près inextricables où peut conduire un pareil mode de preuve; qu'il nous suffise de rappeler que tous les doutes et toutes les complications peuvent s'évanouir devant, soit une véritable consultation générale, comme dans l'affaire Baronet, soit même la simple découverte de quelque fait ou de quelque circonstance dont l'importance avait d'abord passé inaperçue.

D'ailleurs, même dans les affaires les plus récentes, il semble que l'on ne soit pas encore entré complètement dans cette voie; sauf pour les identifications posthumes, on ne s'est pas encore décidé à abandonner les vieux usages (1) et il semble que le témoignage soit encore parfois considéré comme l'arbitre suprême des contestations de ce genre.

Et cependant, qu'on ne dise pas qu'il constitue parfois la seule voie à suivre; sans doute il serait plaisant d'exiger dans tous les cas un buste de l'intéressé par Houdon, d'espérer trouver chaque fois la solution du problème dans les livres d'un dentiste, ou de s'en rapporter à l'instinct des animaux, sur la foi du *xvii^e* livre de l'*Odyssée*; la recherche d'une ressemblance héréditaire comme dans les affaires Kwilecka et Dou-

(1) Voir notamment l'affaire de Clare-Zoltinski où, il est vrai, la question d'identité ne joue qu'un rôle secondaire (*Gazette des Tribunaux*, 11, 17 et 18 février 1910).

glas, quelque sérieuse qu'elle soit, ne peut pas donner d'indications bien probantes; mais il peut exister pour chaque espèce une foule d'autres procédés que l'ingéniosité de juges et des experts aura à découvrir et à utiliser. D'ailleurs, d'une façon générale, avec les marques particulières qui, de tout temps ont été des indices de premier ordre, avec la diffusion de la photographie, avec les travaux faits sur les rapports à peu près certains qui existent entre les dimensions du corps humain et les vêtements, enfin et surtout avec les progrès admirables faits dans tout ce qui touche aux empreintes digitales, on aura dans la plupart des cas des éléments d'information sur lesquels on pourra s'appuyer avec confiance.

Ainsi donc, en dernière analyse, c'est toujours à l'expertise qu'il faudra en venir, sans d'ailleurs que nous soyons d'avis pour cela de laisser entièrement le témoignage de côté; il a rendu et peut rendre encore trop de services, et d'ailleurs, orienté sur un point spécial et précis, il sera souvent la base même de l'expertise : il suffira de le contrôler sévèrement (1) et la confiance qu'on pourra lui donner sera d'autant plus grande que le point sur lequel il portera sera plus limité. Nous n'avons nullement non plus l'intention de mépriser les excellents conseils de M. le professeur Reiss qui recommande de placer les témoins et celui dont l'identité est litigieuse dans les meilleures condi-

(1) GARRAUD, op. cit. II, p. 9.

tions pour aider leur mémoire, pas plus d'ailleurs que la procédure d'information qui consiste pour le juge à s'assurer si les souvenirs et les connaissances de l'intéressé sont en rapport avec ses prétentions (1).

Mais l'expertise elle-même, à quelles règles devra-t-elle obéir ? A cet égard, le contrôle à exercer sur les travaux de tout expert porte essentiellement sur deux points. D'abord, les lois scientifiques sur lesquelles il se base sont-elles bien au-dessus de toute contestation ? En second lieu, l'application de ces mêmes lois à l'es-pèce litigieuse est-elle bien conforme aux règles de la raison et ne soulève-t-elle pas quelque critique ? Enfin, il est bon d'examiner encore si les affirmations de l'expert ne sont pas en contradiction avec les dépositions des témoins, les aveux des intéressés ou les faits prouvés du procès.

Exercer ce triple contrôle, déterminer les points où l'expertise pourra donner des résultats pertinents, choisir les experts, tout cela constitue évidemment une tâche difficile et à laquelle l'enseignement du droit tel qu'il se pratique actuellement chez nous, ne prépare guère les magistrats. On sait qu'en Allemagne les étudiants en droit sont tenus de suivre un cours de médecine légale ; en France, un seul enseignement scientifique existe pour eux, celui de M. le professeur Lacasagne, comprenant une visite dans un service d'an-

(1) Archives d'anthropologie criminelle et de médecine légale, 1908, p. 473.

thropométrie. Un enseignement policier a été créé à Paris pour les magistrats, puis à Lyon un cours de technique policière, pour les étudiants en droit, et il est fort à souhaiter que ce mouvement se propage chez nous comme à l'étranger (1). En dehors des services qu'il pourrait rendre à la police et à l'instruction criminelle, il aurait une double utilité. En premier lieu, il constituerait à côté des tribunaux ou tout au moins des Cours d'appel un groupe d'hommes versés à la fois dans le droit et dans les sciences, tout préparés à remplir le rôle d'experts; jusqu'à ces dernières années on avait pensé que le corps médical suffirait presque à lui seul à cette tâche, mais il n'en est plus de même aujourd'hui, et les laboratoires de police tendent de plus en plus à être dirigés par des non-médecins. En second lieu, un enseignement de ce genre donnerait aux futurs magistrats une foule de notions qui leur manquent totalement le jour où ils entrent au Tribunal ou au Parquet; pour nous en tenir au seul point qui nous occupe ici, ils sauraient au moins en quoi consiste une identification, et, dans une affaire d'identité, ils pourraient eux-mêmes orienter les recherches et voir les

(1) En Allemagne, il y a un laboratoire de police attaché à chaque Parquet général. Le célèbre laboratoire de Lausanne (professeur Reiss) fonctionne depuis plusieurs années déjà; en octobre dernier, la Russie y a envoyé un certain nombre de jeunes gens destinés à devenir à leur tour directeurs de laboratoires analogues. En France, le Service anthropométrique de Paris est un des mieux outillés.

points où le besoin d'une expertise se ferait véritablement sentir.

Puisque nous sommes sur le chapitre des réformes souhaitables, qu'on nous permette d'en demander une autre. Il n'est personne, en France, qui ne proteste contre la rédaction des signalements; qu'il s'agisse de passeports (1), de permis de chasse, ou de livrets militaires, les indications qu'ils portent sont aussi peu signalétiques que possible, car elles varient souvent selon ceux qui les rédigent, et il est d'ailleurs bien peu de personnes qui ne puissent revendiquer un « visage ovale » et une « bouche ordinaire ». Nous avons vu que le vol et l'usage frauduleux de pièces d'identité, ainsi facilités, pouvaient avoir les plus graves conséquences pour les citoyens; les erreurs sur la personne sont relativement fréquentes et difficilement évitables : c'est un motif de plus pour chercher par tous les moyens à les prévenir.

Mais, par une bizarre contradiction, il semble au public qu'il y ait une sorte de déshonneur à donner de soi-même des indications identificatrices plus précises; on dirait que les honnêtes gens redoutent d'avoir ceci de commun avec les criminels, malgré les avantages peu fréquents, il est vrai, mais extrêmement importants

(1) Presque tous les pays, même la Russie, ont des passeports avec des signalements peu caractéristiques. Depuis quelques années cependant, une province du Brésil, le Parana, délivre des passeports avec lesquels toute substitution de personnes est impossible,

qu'ils en tireraient. Il serait donc fort utile de lutter contre ce préjugé peu défendable. Déjà, le 23 mars 1874, le Préfet de police recommandait dans une circulaire à ceux qui auraient à se plaindre de vols de pièces d'identité de donner aux agents « toute particularité signalétique de nature à prévenir une confusion de personnes. » Le 14 août 1906, une circulaire du ministre de la guerre, relative aux « mesures à prendre pour reconnaître les militaires renvoyés pour inconduite des troupes coloniales et de la Légion étrangère qui tenteraient de contracter un nouvel engagement », faisait la prescription suivante : « Lorsqu'un « militaire sera expulsé pour inconduite soit des troupes coloniales, soit de l'un des régiments étrangers, « il fera l'objet d'un signalement très détaillé établi « par les soins du médecin-chef de service. Indépendamment des renseignements portés au livret, ce « signalement indiquera les marques particulières existant « tant sur les différentes parties du corps de l'homme, « les déformations, tatouages, cicatrices, etc. Au verso « de ce document, le médecin du corps fera prendre « l'empreinte du pouce et des doigts des deux mains. » Or, jamais une mesure de ce genre n'a pu être généralisée pour toute l'armée et pour tous les signalements, malgré les quelques propositions faites en ce sens (1); toujours on s'est heurté à ce même préjugé dont nous parlions tout à l'heure.

(1) TOMELLINI. Des modifications à introduire dans les

A bien des points de vue, cependant, un signalement vraiment caractéristique aurait son utilité. Sans revenir ici sur ce que nous avons dit plus haut de l'apposition des empreintes digitales sur les effets de commerce, il est certain que par quelque mesure analogue, on arriverait à diminuer considérablement, sinon à supprimer tout-à-fait, les fraudes électorales; il serait bon aussi que des soldats et des voyageurs laissent d'eux-mêmes des signes récongnitifs qui permettraient le cas échéant, de déterminer leur identité; que les actes de l'état-civil soient complétés par quelque indication signalétique qui rendrait toute substitution de preuves impossible; enfin que tout acte où la personnalité de l'intéressée doit être établie d'une façon authentique, assurance sur la vie, acte de décès, certificat de vie, etc., énonce, lui aussi, quelque marque distincte et invariable. Dans presque tous les cas que nous avons rencontrés au cours de cette étude; dans nombre de catastrophes, naufrages, morts violentes, démence subite, etc., l'utilité d'un signalement qui répondrait vraiment à son but est évidente.

Pour arriver à ce résultat, plusieurs systèmes ont été proposés. D'abord l'obligation pour tout Français, de quelque âge et de quelque sexe qu'il soit, d'avoir

passesports. Archives d'anthropologie criminelle, 1908, p. 508.

AUBRY, Projet de généralisation du service d'identification par l'anthropométrie. — Annales d'hygiène publique et de médecine légale, 3^e série, Tome XXXII, p. 29.

sur lui une médaille d'identité analogue à celle que les soldats doivent porter; mais, outre qu'il n'est jamais recommandable de multiplier les petites exigences de ce genre, on doit bien supposer que si les soldats eux-mêmes portent rarement cette médaille (dans la catastrophe du « Pluviôse », il a été constaté que les marins de l'équipage n'en avaient pas), à plus forte raison les simples citoyens ne se plieraient guère à une pareille obligation. On a parlé également d'un tatouage aussi réduit que possible fait au bras de chaque homme passant au conseil de revision, mais là encore on se heurte à d'insurmontables difficultés : une pareille marque peut être enlevée : elle ne peut être imposée qu'à la partie masculine de la population; et d'ailleurs, les légitimes protestations qu'une telle mesure ne manquerait pas de soulever doivent la faire considérer comme une pure utopie.

Par contre, malgré que toute proposition de ce genre ait contre elle sa nouveauté, certaines difficultés d'application et la crainte souvent justifiée que l'on a devant toute nouvelle exigence de l'Etat, il n'y aurait, semble-t-il, aucune critique radicale à opposer à quelque projet plus simple et plus en harmonie avec les idées reçues. Ainsi, pour les hommes tout au moins, au moment où ils passent devant le Conseil de revision, c'est-à-dire quand l'ossature a achevé son plein développement, pourquoi ne relèverait-on pas quelques dimensions caractéristiques et l'empreinte de leur pouce par exemple ? pourquoi ne ferait-on pas figurer ces quelques indications sur le livret militaire et ne les

enverrait-on pas dans leur commune d'origine pour y servir d'annexe à leur acte de naissance ? Il y aurait là un moyen facile et économique de constituer pour chaque citoyen une fiche d'identification qui remplacerait avantageusement nos inutiles signalements actuels. Quant aux femmes, pour lesquelles les contestations d'identité se produisent beaucoup moins souvent par suite du rôle très différent qu'elles jouent dans la société, on pourrait leur demander les mêmes indications le jour où elles auraient à faire quelque acte public, par exemple leur acte de mariage, ou simplement authentique, comme une donation.

Sans doute, tout cela est encore du domaine de la théorie pure, et il faudra attendre encore longtemps avant que ces idées obtiennent l'assentiment du public et qu'un projet dans ce sens ait quelque chance d'aboutir. Mais cette considération nous a été précisément un motif de plus pour nous attarder à faire ressortir les avantages et, si possible, à avancer la réalisation d'une mesure dont l'utile portée se ferait sentir dans le domaine judiciaire, dans les relations économiques et internationales, et, sans doute aussi, dans bon nombre de circonstances que, seulement alors, l'expérience ferait apparaître.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Importance des questions d'identité. — But et plan de cette étude	9
---	---

PREMIERE PARTIE

L'identité et l'identification en général

Diverses définitions que l'on peut donner de l'identité	13
---	----

CHAPITRE I

IMPORTANCE DE L'IDENTITÉ

La question d'identité est une question préjudicielle à toute autre	16
---	----

SECTION 1. — L'IDENTITÉ AU CIVIL

I) Au point de vue non contentieux.....	17
II) Au point de vue contentieux. — Absence. — Filia- tion	18

SECTION 2. — L'IDENTITÉ AU CRIMINEL

Identification de la victime. — Identification du coupable. — Délits d'habitude. — Vols de papiers d'identité. — Affaire de Sales. — Le faux Rabardy. — Affaire Rosenfelder. — Curieuse procédure d'un lieutenant criminel de Rouen. — Procès de Jacques Lebrun. — La récidive....	20
--	----

CHAPITRE II

L'IDENTITÉ ET LA LÉGISLATION

L'identité dans le Code civil. — L'absence. — Le mariage. — La filiation légitime. — L'affaire Hennecart-Lavoine. — L'affaire Bruno de Melet. — La filiation naturelle.....	27
L'identité dans le Code d'instruction criminelle....	35
Aucune de nos lois sur ce point.....	37

CHAPITRE III

LES PREUVES EN MATIÈRE D'IDENTITÉ

SECTION 1. — DES PREUVES JUDICIAIRES EN GÉNÉRAL

L'expérience personnelle. — L'expertise. — Le témoignage. — Les présomptions.....	39
---	----

SECTION 2. — DES PREUVES EN MATIÈRE D'IDENTITÉ

Ancienne faveur de la preuve testimoniale. — Critique de ce mode de preuve. — Quelques exemples. — Supériorité aujourd'hui reconnue de l'expertise	44
--	----

SECTION 3. — L'IDENTIFICATION DES RÉCIDIVISTES

Notions générales. — Historique. — I) La photographie judiciaire. — II) Les notations chromatiques. — III) Le signalement et le portrait parlé. — IV) L'anthropométrie. — V) Les marques particulières. — VI) Les empreintes digitales. — Les fiches bertillonniennes	52
---	----

DEUXIEME PARTIE *

Histoire des Grands Procès d'Identité

CHAPITRE I

LES PROCÈS D'IDENTITÉ EN FRANCE SOUS L'ANCIEN RÉGIME

I) Supposition de personnes. — Adultère (Martin Guerre)	73
II) Abandon d'enfant et réclamation d'état (Marie Cognot)	77
III) Absence. Réclamation d'héritage (André Casali)	79
IV) Disparition d'un enfant. Réclamation d'état (Le Gueux de Vernon)	82
V) Substitution d'enfant (Bernard de Saint-Géran)	85
VI) Absence. Bigamie (Jean Maillard).....	90
VII) Double existence. Accusation d'assassinat (Louis de la Pivardière).....	94
VIII) Usurpation d'état et de patrimoine (Bigamie)	99
IX) Action en désaveu (Charles Harroüard).....	105
X) Enfant réclamé par deux mères (Troëlle-Brunot)	107
XI) Absence et réclamation d'état (Jean Garisère). — Le faux Baudoin. — La femme Baudet.....	110
XII) Enfant réclamé par deux mères (Germain Labri)	115
XIII) Enfant réclamé par deux pères.....	119
XIV) Absence (Affaire Baronet. Consultation de Louis)	120

CHAPITRE II

LES PROCÈS D'IDENTITÉ EN FRANCE DEPUIS LA RÉVOLUTION

I) Erreur judiciaire par ressemblance (Le Courrier de Lyon)	126
II) Réclamation d'état (Affaire Voyneau-Pasti)....	132
III) Réclamation d'état (Affaire Loubette Duvau. Application de l'article 323 du Code civil).....	136
IV) Réclamation d'état. Accusation de simulation de décès et de manœuvres criminelles (La Marquise de Douhault)	139
V) Usurpation d'état-civil (Pierre Coignard).....	148
VI) Double existence. Bigamie (Eugène Picault)....	150
VII) Fraude en matière d'assurance sur la vie. Substitution de personnes (Scheurer-Castelnau).....	151

CHAPITRE III

LES PROCÈS TICHBORNE ET DRUCE PORTLAND

Difficultés en 1767 pour la dissolution de la paire de Douglas	153
Le procès Tichborne. — Disparition de Roger Tichborne. — Préentions de Tom Castro. — Le procès civil. — Le procès criminel. — La condamnation. — Les modes de preuve employés.....	155
L'affaire Druce Portland	162
APPENDICE. — L'affaire Kivileska-Meyer.....	166

CHAPITRE IV

L'IDENTITÉ APRÈS LA MORT

Quelques cas d'identifications scientifiques après la mort. — L'affaire Gouffé. — L'identification du cadavre de Paul Jones. — Le chevalier Beckert	168
---	-----

CONCLUSION

Nécessité de donner dans toute contestation d'identité le rôle primordial à l'expertise. — Rôle secondaire du témoignage. — Nécessité de donner aux magistrats certaines notions scientifiques. — Réformes à apporter aux signalements..... 177

Vu :

Lyon, le 17 Novembre 1910.

Le Président de la Thèse,

GARRAUD.

Vu :

Lyon, le 17 Novembre 1910.

Le Doyen,

FLURER.

Permis d'imprimer :

Lyon, le 18 Novembre 1910.

Le Recteur de l'Académie de Lyon,

JOUBIN.

